

UNAMIR

LEGAL SYSTEM OF RWANDA

21 DEC 1994 -14 MAR 1996

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED  
RTH MG MAR 2009

UNARCHIVES

SERIES	<u>S-1120</u>
BOX	<u>2</u>
FILE	<u>7</u>
ACC.	<u>1998/0278</u>



MINISTRE DE LA JUSTICE  
B. P. 160 KIGALI

Réf. N° :

Annexe :

Objet :

Concerne : Assistance de Juristes étrangers dans le cadre  
du projet RWA\95\B07

Le Gouvernement a transmis à l'Assemblée nationale de Transition un projet de loi qui permettrait l'intégration de magistrats étrangers dans le système judiciaire Rwandais.

Ce projet de loi se proposait de lever provisoirement la condition de nationalité rwandaise pour les candidats à une fonction de magistrature.

Le projet de loi vient d'être renvoyé par l'Assemblée Nationale au Gouvernement pour que celui-ci fournisse plus de clarifications.

Ce rejet n'étant certes pas définitif, il y a néanmoins lieu d'envisager une autre utilisation de ces juristes qualifiés compte tenu des besoins urgents du ministère de la Justice. ce personnel qualifié en matière de justice pourrait donc servir dans plusieurs domaines en attendant la décision définitive de l'Assemblée Nationale.

1. Conseillers juridiques auprès du Ministère de la Justice pour appuyer les 4 directions (Direction des Services Pénitentiaires et des Centres de Rééducation et de Production, Direction Législation et Contentieux, Direction de la Police Judiciaire Nationale, Direction des Parquets et des Relations avec les Services Judiciaires).
2. Conseillers juridiques auprès de la Cour Suprême qui comprend 5 sections (Département des Cours et Tribunaux, Cour de Cassation, Cour Constitutionnelle, Conseil d'Etat et Cour des Comptes).
3. Conseillers juridiques auprès des 4 Cours d'Appel (Ruhengeri, Nyabisindu, Kigali et Cyangugu).
4. Conseillers juridiques auprès des 12 tribunaux de Première Instance.
5. Conseillers juridiques auprès des Parquets (Parquets de la République, Parquets généraux près les Cours d'appel, Parquet général près la Cour Suprême)
6. Formation, essentiellement à la Faculté de Droit qui manque cruellement de Professeurs qualifiés.

La mise en oeuvre du projet RWA\95\B07 ne se trouverait donc pas compromise même si l'Assemblée Nationale de Transition rejetait définitivement le projet de loi ci-haut cité.

**SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS****Volet Justice**  
EBAUCHE

TABLE DES MATIERES	
INTRODUCTION	
<b>PARTIE I.</b>	<b>BILAN DES REALISATIONS EN REGARD DES OBJECTIFS FIXES</b>
I.	REORGANISATION DU SYSTEME JUDICIAIRE
A.	Formation et réhabilitation matérielle
B.	Réforme de la législation
II.	REHABILITATION DU SYSTEME PENITENTIAIRE
III.	RENFORCEMENT DU SYSTEME NATIONAL DE SECURITE PAR LA CREATION D'UNE POLICE JUDICIAIRE
IV.	DROITS DE L'HOMME
<b>PARTIE II.</b>	<b>PERSPECTIVES D'AVENIR</b>
I.	JUGEMENT DES PRESUMES COUPABLES DU GENOCIDE
A.	Instruction des dossiers
a)	Voie habituelle
b)	Commissions de triage : un appui ponctuel aux Parquets
B.	Procès devant un magistrat
C.	Problématique de la défense
D.	Effet de la tenue des procès sur le désengorgement des prisons
II.	AUTONOMIE FINANCIERE ET VIABILITE A LONG TERME DU SYSTEME
A.	Système judiciaire
B.	Système pénitentiaire
III.	ECHEANCIER
CONCLUSION	

**INTRODUCTION**

A peine vingt mois après les événements de 1994, le Gouvernement Rwandais est en mesure d'affirmer qu'avec l'aide de la communauté internationale le système judiciaire pourra bientôt fonctionner d'une façon qui permette d'envisager l'avenir, même immédiat, avec optimisme. Bien sûr, compte tenu des délais très courts dans lesquels le système judiciaire aura été remis sur les rails et surtout des conséquences incalculables qu'ont eues le génocide et les massacres sur celui-ci, des mesures spéciales ont dû être adoptées, telle la mise sur pied des Commissions de triage.

Lors de la Revue à Mi-Parcours tenue à Kigali en juillet 1995, le volet Justice avait été abordé principalement sous l'angle de la réhabilitation. Sept mois plus tard, force est de reconnaître que le système judiciaire est partie intégrante d'un système de maintien de la sécurité des personnes et des biens ; sont en cause non seulement le Ministère de la Justice, mais également le Ministère de l'Intérieur (Police communale) et le Ministère de la Défense (Gendarmerie et Armée).

Pour le volet Justice, les objectifs fixés lors de la Revue à Mi-Parcours forment le point de départ pour établir le bilan des réalisations et la base des politiques à adopter.

## **PARTIE I : BILAN DES REALISATIONS EN REGARD DES OBJECTIFS FIXES**

Les priorités s'articulent autour des trois éléments suivants :

### **I. RÉORGANISATION DU SYSTEME JUDICIAIRE**

#### **A. Formation et réhabilitation matérielle**

Depuis la Revue à Mi-Parcours tenue à Kigali en juillet 1995, la situation s'est nettement améliorée à cet égard. En effet, à la fin de 1995, ont notamment été formés:

- 213 candidats-magistrats (et 110 autres en mai 1996);
- 50 Greffiers ;
- 90 Officiers du Ministère Public ;
- 50 Secrétaires de parquet;
- 250 Inspecteurs de police judiciaire.

La réhabilitation des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des parquets de la République a pu également être entamée. Dans ce même cadre, il y a eu fourniture de véhicules et de matériel de bureau (fax, photocopieuses, etc.) pour les parquets de la République et les tribunaux de première instance. Un financement a été accordé pour l'équipement de la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature. D'autres financements sont recherchés, notamment pour la réfection des parquets près les cours d'appel et ainsi que celle des tribunaux de canton et leur équipement (mobilier, matériel de bureau, véhicules, etc.), et le renforcement qualitatif et quantitatif du personnel judiciaire.

#### **B. Réforme de la Législation**

Le Ministère de la Justice a mis sur pied une commission d'experts juristes nationaux aussi bien pour adapter la législation à la Loi Fondamentale (Accords d'Arusha, Constitution de 1991, Déclaration du FPR, Convention entre les partis politiques) que pour initier des textes de loi indispensables à la réorganisation du système judiciaire ( Loi organique sur l'organisation et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature, réforme du Code Pénal, Loi organique sur l'organisation et le fonctionnement de la Cour Suprême...).

En outre, afin que les premiers procès des présumés coupables du génocide puissent débiter, certains préalables incontournables ont été respectés :

- 1) Certains projets de loi qui devaient permettre la mise sur pied du système judiciaire ont dû être votés par le Parlement et sont sur le point d'être entérinés par la Cour Constitutionnelle : à titre d'exemple, les amendements constitutionnels (devant notamment permettre la rétroactivité de la Loi Pénale en matière de génocide et la nomination des membres du Conseil Supérieur de la Magistrature) ont été adoptés à l'Assemblée Nationale de transition au début de 1996. Par ailleurs, le Gouvernement Rwandais a étudié diverses alternatives législatives pour être en mesure de traiter les affaires liées au génocide et aux massacres. Il a finalement décidé de présenter des mesures législatives prévoyant la mise sur pied de chambres spécialisées au sein des Tribunaux de Première Instance et des Cours d'Appel. D'autres mesures législatives prévoyant la simplification de la procédure pour pouvoir juger en toute dignité et dans des délais raisonnables les présumés coupables du génocide pourront aussi être présentées sous peu.

- 2) Après l'adoption de ces textes, la nomination des magistrats et la mise sur pied effective de l'appareil judiciaire pourra intervenir en mars 1996 et les procès pourront débuter en avril-mai 1996.

## **II. RÉHABILITATION DU SYSTEME PÉNITENTIAIRE (voir tableaux en annexe A)**

Après les événements, les prisons avaient une capacité d'accueil de 12.000 prisonniers. A la fin de 1995, grâce à l'extension de quelques prisons déjà existantes, à la viabilisation de sites de détention temporaires et à la construction d'un nouveau site de détention (Nsinda), le système pénitentiaire rwandais a aujourd'hui une nouvelle capacité d'accueil d'environ 25.000 prisonniers. Or, les centres de détention accueillent présentement environ 65.000 prisonniers, dont environ 15.000 sont détenus dans des cachots communaux. Beaucoup de progrès ont été réalisés, mais beaucoup reste également à faire.

L'amélioration des conditions de détention n'a pu se faire que par le désengorgement des prisons et cachots. Elle a donc nécessité et continuera de nécessiter notamment :

- l'extension de centres de détention déjà existants ;
- la construction d'autres centres de détention semi-permanents (durée: 5 ans);
- l'équipement, le ravitaillement et l'assistance médicale des centres de détention ;
- l'élaboration de projets de rentabilisation de la main-d'oeuvre pénitentiaire visant l'autonomie financière du système.

## **III. RENFORCEMENT DU SYSTEME NATIONAL DE SÉCURITÉ PAR LA CRÉATION D'UNE POLICE JUDICIAIRE NATIONALE**

La création de la Police Judiciaire au Rwanda remonte aux années 70. Cependant, elle n'a jamais joué son rôle d'une manière effective, l'essentiel de ses attributions étant exercé par la Gendarmerie nationale, les magistrats du parquet et autres autorités désignées par la loi.

Aussi une réforme a-t-elle été entamée dans ce domaine. Des financements nécessaires à la formation de 250 nouveaux IPJ ont été fournis par la communauté internationale. D'autres financements sont aussi à mobiliser pour satisfaire notamment d'autres formations, la création d'un fichier informatisé et d'autres besoins matériels (laboratoires, etc.).

## **IV. DROITS DE L'HOMME**

Justice et Droits de l'Homme sont deux concepts aussi primordiaux qu'indissociables. En effet, il ne peut y avoir Justice sans respect des Droits de l'Homme, ni Droits de l'Homme sans Justice. Aussi, au cours des derniers mois, plusieurs mesures ont-elles été prises par le Gouvernement Rwandais dans le secteur des Droits de l'Homme.

Mentionnons d'abord la constitution de la Cellule interministérielle des Droits de l'Homme/Justice qui, depuis octobre 1995, se réunit habituellement une fois par semaine pour traiter de différents problèmes en matière de Droits de l'Homme. Plus précisément,

l'objectif général de la Cellule est de faciliter l'accueil et l'intégration des rapatriés en sécurité et en dignité, dans le respect de leurs droits fondamentaux. Ainsi, elle a pour mission d'harmoniser les efforts du Gouvernement Rwandais, des organisations gouvernementales et non-gouvernementales engagées dans le renforcement des institutions locales et le développement des mécanismes officiels et non-officiels qui contribuent à une réintégration saine, rapide et intégrale des rapatriés au Rwanda. Le Ministère de la Justice est représenté par deux personnes au sein de la Cellule, auxquelles s'ajoutent notamment des représentants des Ministères de l'Intérieur, de la Défense et de la Réhabilitation et de l'Intégration sociale, du HCR, du HCDH, du CICR, du PNUD et d'ONG concernées.

En outre, une grande campagne nationale de sensibilisation aux Droits de l'Homme a été menée au moyen de diverses activités par le Ministère de la Justice en collaboration avec le UNHCDH et le HCR. Enfin, le Ministère a participé de façon étroite à l'organisation et à la tenue de divers ateliers et séminaires, avec ces deux mêmes organismes : droits de la femme, droits des enfants, procédures d'arrestation et de détention.

## **PARTIE II : PERSPECTIVES D'AVENIR**

Le problème de base est posé : juger 65.000 accusés d'actes de génocide selon les règles de la Justice et permettre ainsi au système judiciaire rwandais de pouvoir ensuite fonctionner normalement, et ce, non seulement en matière pénale, mais également en matière civile. [ En effet, tant que le problème des 65.000 accusés ne sera pas sur la voie de la résolution, il sera illusoire de vouloir conférer au système judiciaire un rôle normal nécessaire au progrès social et économique et à l'édification d'un Etat de droit libre et démocratique. ] Autrement dit, une fois le système judiciaire déchargé, tout au moins en partie, de ce fardeau immense, son autonomie financière et sa viabilité à long terme pourront être envisagées.

### **I. JUGEMENT DES PRESUMES COUPABLES DU GENOCIDE**

La réforme législative effectuée aura permis, au moment de la Table Ronde de Genève, de commencer les procès des présumés coupables du génocide et des massacres. Le mouvement sera donc lancé et permettra de fixer la manière dont seront traités les 65.000 cas en attente de procès. Avant même la tenue des procès, deux voies d'examen des dossiers peuvent être empruntées.

#### **A. Instruction des dossiers**

##### **a) Voie habituelle**

Les Inspecteurs de Police Judiciaire mènent les enquêtes préliminaires et transmettent les dossiers aux Officiers du Ministère Public qui instruisent ceux-ci et les défendent devant les Cours et les Tribunaux. Il y a tout lieu de croire qu'avec 300 IPJ et 200 Officiers du Ministère Public, c'est-à-dire une moyenne (en tenant compte de 65.000 détenus pour crime de génocide et crimes contre l'humanité) de 200 dossiers par IPJ et 300 par Officier du Ministère Public, la tâche n'est pas insurmontable. Il convient d'ailleurs de rappeler qu'une bonne partie des dossiers ont déjà été instruits.

##### **b) les Commissions de triage : un appui ponctuel aux Parquets**

L'existence de problèmes exceptionnels exige l'adoption de mesures exceptionnelles. Or, les Commissions de triage constituent justement une telle mesure

spéciale, destinée à apporter une réponse ponctuelle à un problème précis. Elles ne rendent pas inutile le travail habituel des IPJ et des Officiers du Ministère Public, mais **permettent plutôt d'accélérer le processus normal**, en y ajoutant une voie spéciale d'appoint, susceptible d'aider au désengorgement des centres de détention et de rendre justice aux personnes contre lesquelles les preuves sont insuffisantes. Ainsi, elles aident notamment à rassembler les preuves, lesquelles seront admissibles dans l'instruction des dossiers.

Avant la mise sur pied des Commissions de triage, les libérations étaient souvent faites, dans les communes, à l'issue d'un consensus : IPJ, bourgmestres, militaires ou gendarmes se réunissaient à ce sujet et prenaient la décision de relâcher ou de maintenir en détention les suspects. La prise de décision en groupe garantissait la sécurité de la personne relâchée, tout en évitant à l'IPJ de prendre seul une décision difficile, souvent impopulaire. **En définitive, la création des Commissions de triage formalise en quelque sorte un processus déjà existant.**

**Appelées à disparaître après une année, les Commissions de triage verront alors leurs moyens transférés aux Parquets en vue de les renforcer.** Elles constituent donc un processus de nature administrative et non judiciaire, qui découle de l'application d'une directive administrative du Ministère, transmise aux autorités compétentes. En effet, sous la tutelle directe du Parquet, elles ne font que des propositions concernant la libération ou non des personnes détenues. **Les Commissions de triage, installées dans chacune des Préfectures et dans les communes, traitent en priorité les cas suivants :**

- a) Les dossiers des détenus appartenant aux groupes vulnérables suivants :
  - les personnes âgées ( 55 à 75 ans) ;
  - les femmes, surtout celles qui sont enceintes ou qui ont des enfants en bas âge ;
  - les mineurs (moins de 18 ans).
- b) Les dossiers des détenus ne contenant aucune accusation. En effet, certains détenus n'ont pas de dossier proprement dit. Les Commissions de triage procèdent donc aux enquêtes en priorité et proposent aux Officiers du Ministère Public, selon qu'il y a preuve ou non, de maintenir la détention ou de libérer le détenu.
- c) Les dossiers exceptionnels relatifs à des cas précis que le Ministre de la Justice aura jugé opportun de leur transmettre.

En outre, au sein de toutes les communes, des Commissions de triage communales seront à l'oeuvre ; elles étudieront les dossiers des nouveaux arrivants suspectés de génocide et de ceux qui seront déjà détenus dans les cachots communaux, elles mèneront les enquêtes nécessaires et feront la proposition de libérer ou de transférer les détenus à la prison.

Comme, en mai 1996, ces Commissions de triage fonctionneront depuis quelque temps déjà, il est possible d'établir, avec un certain degré de précision, le nombre de dossiers qu'elles pourront traiter. Incidemment, il convient de noter qu'il s'agit ici des *nouvelles* Commissions de triage, assujetties à de nouvelles règles visant à assurer leur plus grande efficacité (notamment la création de sous-comités techniques au sein des Commissions de triage préfectorales et la mise sur pied de Commissions de triage communales), et non pas des *anciennes* Commissions de triage, dont le fonctionnement

avait soulevé certains doutes.

**Tableau 1 : Prévisions du nombre de cas traités par les Commissions de triage**

Nombre de cas traités par les Commissions Préfectorales (10)	Nombre de cas
Par semaine	30
Par mois	120
Par année	1.440
<b>Total (1.440 x 10)</b>	<b>14.400 /an</b>
Nombre de cas traités par les Commissions Communales (146)	Nombre de cas
Par semaine	5
Par mois	20
Par année	240
<b>Total (240 x 146)</b>	<b>35.040 /an</b>

Quel sera l'effet du travail des Commissions de triage sur le problème de l'engorgement des prisons ? L'effet dépendra évidemment de la preuve étayant ou non les accusations déposées. Mais, d'ores et déjà, on peut prévoir qu'elles auront l'effet non négligeable de contribuer à la recherche de la vérité et de permettre d'innocenter les personnes contre lesquelles les preuves sont insuffisantes. En outre, il importe de souligner que leur rôle sera très grand pour l'avenir, car, d'une part, en s'intéressant notamment aux nouveaux cas parmi les réfugiés qui affluent, elles pourront permettre d'éviter que le problème de l'engorgement des prisons **n'empire** de façon incontrôlée, et, d'autre part, elles permettront de mener des enquêtes et d'instruire les dossiers d'une bonne partie des détenus. Pour le reste, la communauté internationale devra être consciente du fait que l'aide au système pénitentiaire devra demeurer, pour quelque temps encore, en tête de liste des priorités.

Par ailleurs, advenant un retour massif des réfugiés, toute la problématique de l'instruction des dossiers pourrait être modifiée de façon considérable. En effet, un certain nombre de nouveaux arrivants seraient inévitablement interpellés, d'où pression accrue sur les systèmes judiciaire et pénitentiaire.

#### **B. Procès devant un magistrat**

Il ne faut pas oublier que les Commissions de triage ne constituent qu'un appui ponctuel au système de justice régulier et que c'est celui-ci qui assume la lourde responsabilité de juger les présumés coupables des actes de génocide et des massacres. En considérant un minimum de 4 sièges (de 3 juges chacun) au niveau de chaque tribunal de première instance pour juger uniquement les accusés de génocide et de crimes contre l'humanité, il est envisageable de juger, avec une moyenne quotidienne d'un procès par siège, 10.560 détenus par année (1 procès X 4 sièges X 12 tribunaux X 220 jours ouvrables par année).

#### **C. Problématique de la défense**

Au Rwanda, existent actuellement très peu d'avocats qui pourraient s'occuper des 65.000 cas en matière pénale, sans oublier la défense des victimes qui pourraient se porter



parties civiles. Il ne faut pas, non plus, minimiser les réticences que pourraient éprouver certains d'entre eux à défendre les personnes accusées d'avoir participé au génocide et aux massacres.

Aussi est-il nécessaire de prévoir des mesures exceptionnelles, tels des incitatifs d'ordre pécuniaire et la possibilité pour des mandataires en justice, même non-juristes, de représenter les accusés. Le Gouvernement Rwandais prévoit d'ailleurs former des mandataires en justice en 1996 et les associer à la défense des présumés coupables du génocide et des massacres.

En outre, l'Assemblée nationale est actuellement saisie de propositions de mesures législatives prévoyant la création d'un Barreau rwandais.

#### **D. Effet de la tenue des procès sur le désengorgement des prisons**

Malgré les espoirs fondés sur l'effet positif que pourrait avoir le début des procès sur le problème de la surpopulation carcérale, force est d'admettre que, malheureusement, ces espoirs pourraient être déçus... Comme on l'a vu plus haut, les Commissions de triage auront un effet limité sur le nombre actuel de détenus dans les centres de détention. Par ailleurs, il n'est certes pas assuré que les jugements rendus à l'issue des procès auront pour effet de libérer un nombre très important de détenus. Et il ne faudrait tout de même pas compter sur l'application de la peine de mort pour réduire la population carcérale... Ainsi, le "problème des prisons", malgré toute la bonne volonté du Gouvernement Rwandais, restera à l'avant-scène pour encore longtemps et nécessitera le concours de tous et chacun si l'on ne veut pas qu'il dégénère en crise majeure...

## **II. AUTONOMIE FINANCIERE ET VIABILITE A LONG TERME DU SYSTEME**

En juillet 1994, le système judiciaire rwandais était, à toutes fins utiles, pratiquement paralysé, sinon inexistant. Moins de vingt mois plus tard, le Gouvernement Rwandais est en mesure d'annoncer que le système judiciaire pourra fonctionner sous peu d'une façon conforme à l'Etat de droit.

En outre depuis cette date, la Communauté Internationale a engagé plus de 29 millions de dollars US pour la réhabilitation des systèmes judiciaire et pénitentiaire (voir annexe B, p.12). De cette somme, un peu plus de 19 millions de dollars ont été effectivement dépensés à ce jour, soit environ 66 % de la somme totale engagée. Ces dépenses se sont traduites par la fourniture de matériel et de biens immobiliers, ainsi que, pour la majeure partie, par la réhabilitation, l'extension et le ravitaillement des centres pénitentiaires (11.8 millions). Il est à noter que le système pénitentiaire requiert à lui seul un peu plus de 50 % de la somme toujours requise pour la mise en fonction effective des systèmes judiciaire et pénitentiaire (22 millions de dollars), soit 11.2 millions de dollars.

Aussi, la question suivante se pose-t-elle : à moyen et long termes, le système peut-il atteindre l'autonomie financière, bref être viable seul, sans l'aide de la communauté internationale ? Autrement dit, un système judiciaire dont les premières années d'existence sont presque exclusivement consacrées au "règlement" des cas liés au génocide et aux massacres peut-il se *transformer, se reconvertir* à terme et retrouver de façon autonome un fonctionnement *normal*, nécessaire à l'édification et à la préservation d'un Etat de droit, et traiter les simples affaires de routine, tant en matières civiles que criminelles ? La réponse est "oui", avec l'aide de la communauté internationale, dans le cas du système judiciaire et "peut-être" dans le cas du système pénitentiaire...

## A. Système judiciaire

De façon générale, et avec la notable exception des Commissions de triage (dissoutes vraisemblablement dans une année), le système judiciaire qui sera prochainement remis sur pied correspond, en fait d'infrastructure, de personnel et d'organisation judiciaire, au système qui existait avant les événements de 1994 : à terme, le nombre d'employés de l'Etat ne devrait pas être de beaucoup supérieur à celui d'avant 1994. **[ Donc, même si la tâche principale du système judiciaire réhabilité sera, pour quelque temps encore, le jugement des présumés coupables du génocide et des massacres, il s'agira néanmoins d'un système *normal* qui, sans transition aucune mais néanmoins avec l'aide de la communauté internationale au début, pourra ensuite se consacrer aux affaires courantes d'un système judiciaire oeuvrant dans le cadre d'un Etat de droit. ]**

Comme les *salaires de base* versés au personnel judiciaire correspondent, en général, aux moyens financiers de l'Etat, il n'y a donc pas lieu de craindre pour l'avenir. De façon exceptionnelle cependant, des primes salariales devront être octroyées aux magistrats afin d'attirer à la fonction publique les juristes oeuvrant dans le secteur privé, et de motiver ce corps professionnel à accomplir de façon exemplaire la tâche énorme qui lui est dévolue. A terme, une amélioration des finances publiques devrait permettre une rémunération plus adéquate des employés du système judiciaire.

Par ailleurs, il convient de rappeler que la majeure partie de l'assistance internationale a été affectée à des biens immobiliers et à du matériel roulant qui, par nature, n'auront pas à être renouvelés avant plusieurs années, permettant ainsi à l'Etat de prendre en considération leur renouvellement dans les perspectives budgétaires. Bien que le budget de fonctionnement de ce matériel n'ait été, dans la plupart des cas, prévu ni par les projets, ni par le Gouvernement, des dispositions ont été prises afin que cette charge soit imputée graduellement au budget de l'Etat. Le tableau 2 illustre donc l'optimisme qu'il convient d'afficher quant à la viabilité à long terme du système judiciaire.

## B. Problématique du système pénitentiaire

Pour les raisons exposées plus haut, le système pénitentiaire se retrouve dans une situation tout à fait différente. En effet, tant la communauté internationale que le Gouvernement Rwandais sont convaincus de l'absolue nécessité d'éradiquer la culture de l'impunité qui, trop souvent dans l'histoire rwandaise, a tenu lieu de justice. Ainsi, tous s'entendent pour reconnaître que, dans un Etat de droit, la Justice doit suivre son cours, quels que soient les obstacles rencontrés ou les inconvénients occasionnés. Le Gouvernement Rwandais s'est engagé à mettre en place un système judiciaire juste et impartial, à traduire les responsables du génocide et des massacres devant les tribunaux, puis, comme cela est normal dans tout Etat de droit, à veiller au respect des décisions qui seront rendues par ceux-ci.

En fait et en droit, on peut raisonnablement prévoir qu'à l'issue des procès, un nombre important d'accusés verront leur statut de "détenu en attente de procès" tout simplement changé en celui de "détenu purgeant sa peine d'emprisonnement". Il ne faudrait pas oublier, d'ailleurs, que la grande majorité des détenus se trouvant actuellement dans les centres de détention ne sont pas accusés de vétilles, mais bien d'avoir participé au génocide, d'avoir commis des crimes contre l'humanité, crimes punissables de la mort ou de longues peines d'emprisonnement. C'est donc dire que, loin d'aider de façon significative au désengorgement des prisons, la tenue des procès *régularisera* pour longtemps la présence dans les prisons de personnes reconnues coupables, après un procès en bonne et due forme, d'avoir participé au génocide ou aux massacres.

Evidemment, il s'agit là d'un constat qui laisse présager un avenir très difficile pour le système pénitentiaire, mais c'est le prix à payer si le Gouvernement entend mettre un terme à la culture de l'impunité et assurer, comme c'est son rôle, la concrétisation de l'Etat de droit.

A court et moyen termes, le Gouvernement Rwandais a certes grand besoin de l'appui international dans le secteur de la détention. Les besoins du système pénitentiaire sont estimés à 11.5 millions de dollars d'ici la fin de 1998 (voir les détails en annexe B, p. 16). Des efforts en vue de parvenir à l'autonomie financière sont évidemment déployés par l'Etat, tels les divers projets de rentabilisation de la main-d'oeuvre pénitentiaire, mais cela ne suffira pas pour les années à venir... En ce moment, l'Etat étudie le rythme auquel il sera en mesure de prendre graduellement en charge les activités de ravitaillement des pénitenciers (voir tableau 2), jusque là menées en grande partie par la Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Le pourcentage de prise en charge par l'Etat a varié de 40 à 60 % approximativement au cours des derniers mois.

**Tableau 2 : Estimation de la prise en charge graduelle par l'Etat de diverses rubriques**  
(pourcentages estimés à vérifier d'après le budget de l'ETAT)

Composantes	% Besoins/Temps			Remarques
	1996	1997	1998	
<b>Système judiciaire</b>				1996 : primes (Trust fund)
1. Personnel	85 %	90 %	95 %	
2. Matériel consommable	50 %	80 %	100 %	
3. Fonctionnement/maintenance	80 %	90 %	100 %	
<b>Système pénitentiaire</b>				
1. Réhabilitation/Extension	5 %	20 %	30 %	
2. Ravitaillement/Maintenance	50 %	70 %	100 %	

### III. ECHEANCIER

**Tableau 3**

Nomination des magistrats récemment formés	mars 1996	
Début des procès	avril-mai 1996	
Fin des procès	2002	
Nombre de détenus dans les prisons	1999	Environ 65.000

### CONCLUSION

Compte tenu de l'ampleur de la tâche qui incombait au Gouvernement Rwandais, le chemin parcouru en moins de vingt mois annonce la concrétisation prochaine de l'Etat de droit. En effet, une bonne partie des défis qui devaient être relevés l'ont effectivement été et, avec l'aide de la communauté internationale, le Gouvernement compte bien achever cette tâche très prochainement.

# **ANNEXE A** **ETAT DU SYSTEME PENITENTIAIRE**

**TABEAU 1 : SITUATION DES PRISONS EN JANVIER 1996**

1. PRISONS	CAPACITE ACCUEIL Avant Avril 1994	CAPACITE ACCUEIL Janvier 1996	POPULATION CARCERALE Janvier 1996	OBSERVATIONS
1. Kigali	2.000	2.700	10.683	Très surpeuplée. Il est prévu un transfert vers ONATRACOM dès que les installations seront prêtes.
2. Butare	1.000	1.000	6.644	Très surpeuplée. Capacité accrue à 3.500 grâce à l'aménagement d'un entrepôt (février 1996).
3. Gitarama	750	3.750	6.346	Situation acceptable.
4. Nsinda	150	5.000	5.097	Situation acceptable. Toutefois, fonds pour électrification recherchés.
5. Rilima	1.200	1.700	3.347	Situation acceptable. Environ 500 prisonniers militaires seront transférés à Byumba en février 1996.
6. Nyanza	2.000	2.800	3.019	Situation acceptable.
7. Kibuye	600	600	2.690	Très surpeuplée actuellement. Un fonds est recherché pour réhabiliter et agrandir Gisovu. Très urgent.
8. Cyangugu	700	700	2.068	Travaux d'extension et de réhabilitation en cours. A la fin des travaux, la capacité d'accueil passera à 3200.
9. Gisenyi	800	800	1.688	Des entrepôts seront aménagés si des fonds sont obtenus, ce qui fera passer la capacité d'accueil à 2000.
10. Ruhengeri	1.500	1.500	1.725	Situation acceptable.
11. Gikongoro	700	700	1.582	Très surpeuplée. Travaux d'extension en cours. Fin des travaux : fin février. Capacité accrue de 700 places.
12. Kibungo	300	700	1412	Situation acceptable. Des entrepôts sont en voie d'aménagement, ce qui fera passer la capacité à 1300. Fin des travaux imminente.
13. Byumba	500	1.500	-	Cette prison a été affectée aux détenus militaires qui y seront transférés en provenance de RILIMA. L'aménagement d'entrepôts est presque terminé et fera passer la capacité d'accueil à 2500 (une prison ayant une capacité d'accueil de 1000 pour les civils, et une autre, de 1500 pour les militaires).
<b>TOTAL</b>	<b>12.200</b>	<b>23.450</b>	<b>45.729</b>	

**Observations :** La capacité d'accueil des prisons a jusqu'ici augmenté de 11.950 détenus.

**TABIEAU 2 : CENTRES DE DETENTION SEMI-PERMANENTS EN COURS DE CONSTRUCTION (JANVIER 1996)**

2. CENTRES DE DETENTION SEMI-PERMANENTS	CAPACITE ACCUEIL	DATE FIN DES TRAVAUX	OBSERVATIONS
1. ONATRACOM/ Kigali	5.000	Avril 1996	Travaux en cours
2. KABUGA / Gikondo	4.500	Février 1996	"
3. RWANDEX / Butare	1.200	Février 1996	"
4. OPROVIA / Kibungo	800	Février 1996	"
5. OPROVIA / Byumba	600	Février 1996	"
<b>TOTAL</b>	<b>12.100</b>		

**Observations :** Les travaux sont en cours mais d'autres financements pour la totalité estimée à 2.000.000 \$ US sont à rechercher pour terminer les travaux et équiper ces centres.

**TABIEAU 3 : SYSTEME PENITENTIAIRE : FINANCEMENTS ADDITIONNELS A RECHERCHER**

**1. EXTENSION DE PRISONS EXISTANTES**

PRISONS	CAPACITE AJOUTEE APRES EXTENSION	BUDGET (\$ US)
1. Kigali	2.500	300.000
2. Kibuye	2.500	300.000
3. Butare	2.500	300.000
4. Kibungo	2.500	300.000
5. Nyanza	2.500	300.000
6. Ruhengeri	2.500	300.000
7. Gikongoro	2.500	300.000
<b>TOTAL</b>	<b>17.500</b>	<b>2.100.000</b>

**2. CONSTRUCTION DE 3 AUTRES CENTRES DE DETENTION SEMI-PERMANENTS D'UNE CAPACITE DE 5.000 DETENUS CHACUN (soit un total de 15.000) :**

Coûts estimés à 6.000.000 \$ US, soit 2.000.000 \$ US chacun.

**3. AUTRES COUTS (véhicules, consommation carburant, moyens de communication, formation du personnel ...) :**

Estimés à 15.000.000 \$ US pour 50.000 détenus sur une année. Il est à noter qu'une grande partie des frais de fonctionnement sera prise en charge par le Gouvernement.

**ANNEXE B : TABLEAUX RECAPITULATIFS L.3**  
**OBJECTIFS, STRATEGIES, ACTIVITES ET ENGAGEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITES (1995-1998)**

<b>OBJECTIF 1. REORGANISATION DE L'APPAREIL JUDICIAIRE</b> <b>STRATEGIES ET ACTIVITES</b>		<b>DONATEUR/ *</b> <b>Organisation</b>	<b>SOMME</b> <b>ENGAGEE</b> <b>( \$ US )</b>	<b>SOMME</b> <b>REQUISE</b> <b>( \$ US )</b>	<b>PROGRES ACCOMPLIS / OBSERVATIONS</b>
<b>1.1 Rendre les instances judiciaires fonctionnelles pour le début des procès en avril-mai 1996</b>					
1.1.1 Réfection des Parquets, TPI et Cours d'Appel		USAID/IRC	450.000	-	Fin 1995 : moitié des travaux effectués. Avril 95; fin des travaux.
		HCR	10.000	-	Réfection Parquets de Nyamata, Gisenyi, Nagatare, Byumba prévu.
		Christian Aid	39.000	-	Réfection Tribunal de Première Instance Kigali
		France	401.000	-	Pour réfection Parquet République de Kigali + autres (non défini)
1.1.2 Réfection des Tribunaux de Canton		-	0	500.000	Possibilité de poursuite des travaux entrepris en (1.1.1.) USAID/IRC
1.1.3 Construction de bâtiments pour les juridictions et auditorat militaires		-	30.000	70.000	Conseil de guerre réhabilité. Construction Cour militaire et Auditorats militaire à prévoir.
1.1.4 Rééquipement des Cours, Tribunaux et Parquets		Trust F./PNUD	800.000	-	Nov.95 : distribués 22 pick-ups, 12 Fax, 11 Photocopieuses, 24 Stencilleuses, et matériel bureau pour Parquets et TPI.
		Trust F./HCDH	280.000	-	Début 96: 2/3 réceptionnés des meubles pour Parquets & Tribunaux.
		-	0	150.000	Photocopieuses, ordinateurs (2) et Fax pour Cours (4) et Tribunaux.
		RCN	200.000	-	Caisses matériel + machines écrire (380): bureaux IPJ, Parquet, TPI.
		Grande-Bretagne	500.000	-	Fourni 200 Machines à écrire et matériel bureau.
		HCR/NPA	300.000	-	Livré 4 véhicules pour Parquets + bureaux + machines écrire + 11 photocopieuses
1.1.5 Rééquipement Parquets généraux près les cours d'appel (4)		-	0	180.000 0 400.000	Ameublement et équipement + 4 pick-ups. Construction de ces Parquets.
1.1.6 Juridictions et auditorat militaires		- RCN / Suisse	0 n.d.	100.000 n.d.	Prévoir 4 pick-ups. Caisses matériel Auditorat/Tribunaux Militaires+ doc.juridiq.-fév.96
1.1.7 Documentation Juridique et Judiciaire		RCN	200.000	-	98 ouvrages juridiques (100 à 500 exemp.) Manuels et lois pénales (8000), formulaires procès-verbaux, chemises préimprimées (50000). Jeux code de lois (200), bibliothèques juridiques de base (90), 40 registres différents x 100 à 200, 70.000 fiches prévenu (janv.96).
		Belgique	?		
1.1.8 Salaires et indemnités du personnel judiciaire		Trust F./PNUD	1.086.000	2.200.000	Primes salariales pour 1083 magistrats en 1996 (+ salaires divers personnel). Financement Pays-Bas, G.Bretagne, Espagne, Suisse, Finlande. 1997 et 1998 à prévoir.

Note (\*): Donateur / Exécutant

Légende: UE = Union Européenne

n.d.

= non disponible,

TPI

= Tribunaux de Première Instance

OBJECTIF 1. REORGANISATION DE L'APPAREIL JUDICIAIRE (suite) STRATEGIES ET ACTIVITES		DONATEUR / Organisation	SOMME ENGAGEE (\$ US)	SOMME REQUISE (\$ US)	PROGRES ACCOMPLIS / OBSERVATIONS
<b>1.2 Installation des institutions prévues par les Accords d'Arusha</b>					
1.2.1	Installation de la Cour suprême et du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM)	Allemagne	1.900.000	-	Besoins recensés par MINIJUST. Comprend aussi besoins Parquet Général Cour d'appel, et quelques meubles pour Ministère. Loi instituant le CSM adoptée janvier 96.
	Documentation Bibliothèques et formation		0	300.000	Belgique, Christian AID, UE, ACCT se sont montrés intéressés.
		RCN	n.d.	-	Documentation juridique de base (environ 40 ouvrages de droit rwandais)
<b>1.3 Accroissement du personnel qualifié des Cours, Tribunaux et Parquets.</b>					
1.3.1	Formation de nouveaux juristes	UNR	n.d.	-	Appui à la Faculté de droit à définir. Possibilité Trust F./PNUD, Belgique.
1.3.2	Formation de 300 magistrats non-juristes. Première formation de 100 Deuxième formation de 100 Troisième formation de 100 Quatrième formation envisagée	Belgique RCN Canada	550.000 534.000 372.000 0	- - - 350.000	Terminée en Nov.95. Fin : 27 janvier 96. Financement divers (UE, Trust f./PNUD) Formation du 15 janvier - 15 mai 96 + formation permanente. A prévoir en 1996.
1.3.3	Initiation de juristes de la diaspora au droit rwandais.	Canada	22.000	0	Formation prévue en 1996.
1.3.4	Formations de 100 substitués (2). Première formation de 50 Deuxième formation de 50 Troisième formation envisagée	RCN/Suisse RCN/Pnud Minijust	150.000 150.000 0	- - 150.000	Débutée : août 95. Terminée : septembre 95. Débutée : octobre 1995. Terminée: décembre 1995. A prévoir.
1.3.5	Formation de 100 agents de l'ordre judiciaire.	RCN/Suisse	300.000		Formation de 50 greffiers, 50 secrétaires de Parquet.
1.3.6	Réfection et agrandissement du Centre de formation de NYABISINDU	Suisse	600.000	0	Travaux de réhabilitation/agrandissement du bâtiment. Terminés avril 96.
	Bibliothèque juridique de base	RCN/UE(DG8), Belgique	30.000	0	600 volumes + notes de cours reproductibles (90 volumes)
	Equipement et fonctionnement du Centre	Belgique	0	400.000	Non confirmé.
<b>TOTAL OBJECTIF 1</b>			<b>8.904.000</b>	<b>4.800.000</b>	



OBJECTIF 2.	POURSUITE EN JUSTICE DES PRESUMES COUPABLES DE GENOCIDE ET DES MASSACRES	DONATEUR/ Organisation	SOMME ENGAGEE	SOMME REQUISE	PROGRES ACCOMPLIS / OBSERVATIONS
<b>2.1.</b>	<b>Renforcement temporaire des instances judiciaires nationales</b>				
2.1.1	Recherche et affectation de conseillers juridiques étrangers	Trust F./PNUD	600.000	-	10 conseillers seront affectés aux Parquets Cours et Tribunaux.
2.1.2	Recherche et affectation de magistrats nationaux	Minijust	-	-	Les primes salariales (1.1.8) attireront ces magistrats
<b>2.2</b>	<b>Mise en place du dispositif de défense des présumés coupables de génocide</b>				
2.2.1	Formation et honoraires de défenseurs en justice rwandais	Canada n.d.	263.000 0	- 1.600.000	Formation de 4 mois prévue de juin à sept. 96 pour 100 défenseurs. Estimation salaires (100 x 450 \$ x 12 mois x 3 années)
<b>2.3</b>	<b>Appui aux Commissions de triage Présectoriales et Communales</b>				
2.3.1	Mettre à disposition des moyens nécessaires à leur bon fonctionnement	Hollande/Pnud- MINIJUST SUEDE/PNUD Christian AID	1.860.000 500.000 n.d.	1.500.000 - -	Projet démarrage février 96 - juillet 96. Création de Sous-comités techniques (36) et de commissions de triage communales (146) La Suède a donné cette somme pour l'appui aux commissions. Appui reste à définir.
2.3.2	Former les membres sur procédures d'arrestation/ Ateliers de sensibilisation	Hollande/Pnud	30.000	20.000	Organisés et exécutés par le Minijust.
2.3.3	Inciter les membres à participer aux travaux (primes de participation)	Hollande/Pnud	91.000	-	Pour les membres des commissions et comités techniques/sur 6 mois.
<b>2.4</b>	<b>Aménagement du système judiciaire pour faciliter le jugement rapide des suspects de génocide et de crimes contre l'humanité</b>				
2.4.1	Mise à disposition de moyens de fonctionnement (matériel, équipement, divers)	n.d.	0	200.000	Création de structures adoptées à la situation actuelle.
<b>TOTAL OBJECTIF 2</b>			<b>3.344.000</b>	<b>3.320.000</b>	

OBJECTIF 3.	SENSIBILISER ET EDUQUER LA POPULATION EN MATIERE DE DROITS DE LA PERSONNE				
<b>3.1.</b>	<b>Création et appui au "Centre des Droits de l'Homme" au Ministère</b>				
3.1.1	Mise à disposition du matériel et équipements pour son fonctionnement	n.d.	-	60.000	Prévoir 1 véhicule 4x4, 2 ordinateurs, 1 photocopieuse, moyens de fonctionnement.
3.1.2.	Grande campagne de sensibilisation Diffusion de messages par voie de divers médias	HCDH, HCR/Minijust n.d./Minijust	50.000	- 25.000	Campagne nationale interministérielle par le moyen de diverses activités. Prévoir budget pour diffusion de messages radio, affiches, théâtre, etc.
3.1.3	Organisation et tenue d'ateliers/séminaires	UNHCDH, RCN HCR HCR n.d.	n.d. n.d. 25.000 10.000 -	n.d. n.d. - 50.000	Séminaires /ateliers sur divers thèmes: droit de la femme, droit des enfants, procédures d'arrestation et détention, etc. Documentation (Manuel Police Judiciaire, documentation législative). Appui programme HAGURUKA sur droits de propriété et succession des femmes dans communes. Prévoir budget d'appui aux activités organisées par le Centre.
<b>TOTAL OBJECTIF 3</b>			<b>85.000</b>	<b>135.000</b>	



OBJECTIF 4. RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SECURITE PAR LA CREATION D'UNE POLICE JUDICIAIRE NATIONALE		DONATEUR/ Agence Organisation	SOMME ENGAGEE (\$ US)	SOMME REQUISE (\$ US)	PROGRES ACCOMPLIS / OBSERVATIONS
<b>4.1. Formation et perfectionnement des Inspecteurs de police judiciaire</b>					
4.1.1	Perfectionnement des effectifs actuels	-	-	10.000	
4.1.2	Formation de 400 nouveaux IPJ	RCN/CCFD- Cafod,Hollan, HCR,Suisse, DG8	1.100.000 0	- 550.000	2 formations terminées en sept. 95 (2 x 150). Une nouvelle formation de 150 à prévoir en 1996.
4.1.3	Formation spécialisée en police scientifique	RCN/Belgique, UE (DG8)	n.d. 0	- 150.000	Terminées sept.95. 2 formations de base (8 jours, 2 x 10 pers.) Estimé pour une formation de 50 IPJ sur 6 semaines.
4.1.4	Création d'un fichier central informatisé	Canada,	n.d.	n.d.	Effectuée par gendarmerie canadienne. Début :avril 1996.
4.1.5	Appui à la redynamisation et organisation du secteur	n.d.	n.d.	n.d.	Affecter un expert en police judiciaire venant en appui au directeur.
<b>4.2 Mise en place des conditions matérielles nécessaires à leur fonctionnement</b>					
4.2.1	Réfection et agrandissement des bâtiments existants		0	150.000	
4.2.2	Mise à disposition de l'équipement (moyens de transport, labo, etc.)	Trust F./Phud, HCR	500.000	300.000	Reçus 170 Motos et casques pour IPJ. Prévoir le matériel technique police et 200 motos supplémentaires. (HCR; livrés 10 motos et trousses d'assistance pour IPJ)
		Belgique	n.d.	-	A livré 10 laboratoires photographiques.
4.2.3	Prise en charge de salaires		0	200.000	Prévisions salariales pour les 150 nouveaux IPJ qui seront formés en 1996. Montant non prévu dans le budget de l'Etat.
<b>TOTAL OBJECTIF 4</b>			<b>1.600.000</b>	<b>1.360.000</b>	

OBJECTIF 5. REFORME DE LA LEGISLATION					
<b>5.1. Création d'une commission d'experts juristes nationaux</b>					
5.1.1	Rédaction de la Loi Fondamentale par la Coordination des dispositions maintenues de la Constitution et des dispositions de l'Accord de Paix.	Allemagne et Belgique	-	-	Réalisée, y compris la traduction en kinyarwanda
5.1.2.	Rédaction et révision d'autres textes nécessaires à l'édification d'un Etat de Droit et conformes à la Loi Fondamentale et aux conventions internationales.	Allemagne	26.000	187.500	
5.1.3	Traduction et diffusion des nouveaux textes.	Belgique	17.500	132.500	Canada aussi intéressé.
<b>TOTAL OBJECTIF 5</b>			<b>43.500</b>	<b>320.000</b>	

OBJECTIF 6. REHABILITATION DU SYSTEME PENITENTIAIRE	DONATEUR/ Organisation	SOMME ENGAGEE	SOMM. REQUISE	PROGRES ACCOMPLIS / OBSERVATIONS
<b>6.1. Amélioration des conditions de détention afin de répondre aux normes de détention et de prévenir une catastrophe humanitaire</b>				
6.1.1 Réfection, agrandissement et équipement des centres de détention permanents (objectif : capacité totale augmentée de 26.000 détenus)	Holland/Pnud Holland/PNUD CICR CARTAS	1.200.000 350.000 ? ?	2.100.000 - ? ?	Réhabilitation prisons existantes + NSINDA (capacité 5.000 sept. 95). Capacité totale prisons augmentée de 11.950 (janv.96). Réhabilitation Cyanguu terminée mai 96(capacité de 700 à 3200). Prison Gitarama : agrandissement / annexe construite sept.95.
6.1.3 Aménagement et équipement de 5 centres de détention semi-permanents	Holland/Pnud DHA CICR	500.000 250.000 1.300.000	2.000.000	ONATRACOM (terminé mai 96) Somme disponible pour ces centres.
6.1.4 Construction de 3 nouveaux centres de détention permanents	-	-	6.000.000	Modèle Nsinda.
6.1.5 Ravitaillement des centres pénitentiaires	CICR UE,Belgique, Canada	5.000.000 1.500.000	- 500.000	La prise en charge par l'Etat de 60-70 % de cette somme est à l'étude.
6.1.6 Assistance médicale	CICR, OMS	720.000	300.000	
6.1.7 Transferts des détenus	MINUAR/CICR /HCDH	-	-	Appui technique et logistique.
6.1.8 Identification des détenus	Canada	n.d.	-	Projet identification des détenus dans tout le pays. Début : mars 96
6.1.9 Tenue des fiches d'écrou	RCN ECHO/JSF	25.000 n.d.	- -	120.000 fiches d'écrou. Nov. 95 : Projet pilote suspendu pour identification détenus à NSINDA.
6.1.10 Création de centres de détention pour les enfants et les mineurs	UNICEF	240.000 7.000	- -	Gitagata Kabuga: Isoler les mineurs. Le mur doit être construit par DHA.
6.1.11 Création de centres de détention pour les femmes - enfants	UNICEF Bornefonden	160.000 130.000	- -	Miyove Construction centre Miyove et achat ambulance.
6.2 Appui documentaire et matériel aux services administratifs	RCN	n.d.	n.d.	Impression de registres + 120.000 dossiers pénitentiaires + 17 kits matériel bureau.
<b>6.3 Accroissement et renforcement des ressources humaines</b>				
6.3.1 Perfectionnement des cadres et agents du système pénitentiaire	JSF / ECHO	130.000	-	Séminaire de formation des greffiers de prisons + aide matérielle.
6.3.2 Formation de nouveaux cadres et agents	RCN/ CAFOD, Suisse Trust F./PNUD	200.000 6.000	- 600.000	Formation des directeurs et dir. adjoints, des inspecteurs et greffiers de prisons. Formation des gardiens civil pour la prison de NSINDA. Prévoir formation tout personnel pour les autres centres de détention nouvellement créés.
6.3.3 Prise en charge des salaires et indemnités éventuelles	Trust F. PNUD	c.f. 1.1.8.		Prise en charge des salaires des greffiers de prisons.
<b>TOTAL OBJECTIF 6</b>		<b>11.718.000</b>	<b>11.500.000</b>	

OBJECTIF 7.	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION DU MINISTERE DE LA JUSTICE	DONATEUR /Organisation	SOMME ENGAGEE (\$ US)	SOMME REQUISE (\$ US)	PROGRES ACCOMPLIS / OBSERVATIONS
7.1.	Donner au Ministère les moyens nécessaires pour l'installation d'un Etat de Droit				
7.1.1	Aménagement de son bâtiment propre - Ameublement	Allemagne	1.000.000 300.000	- -	Bâtiment remis le 4 déc. 95. Eménagement mi-janvier 96. Meubles de cabinets et bureaux directeurs + (1 voiture 4x4)
7.1.2	Rééquipement du Ministère de la Justice	Etats-Unis RCN HCR	400.000 100.000 30.000	- - -	Voitures et matériel de bureau pour le Ministère. Oct-Déc.94 : photocopieur, 1 ordinateur, fourniture bureaux + papier Voiture pour le Ministère.
7.1.3	Fonds d'appui au Ministère	Belgique Hollande UNICEF	200.000 260.000 30.000	- - -	Travaux divers terminés. Fonds d'appui pour équipements, divers, fonctionnement. Compte tenu urgence, 50.000 \$ sont destinés à l'extension prison Gisovu.
7.2.	Renforcement des ressources humaines du Ministère				
7.2.1	Recrutement des cadres et agents	Minijust	c.f.1.1.8	-	En cours pour 1996: salaires des greffiers et secrétaires Parquet financés sur Trust Fund/PNUD.
7.2.2	Formation/perfectionnement des nouveaux cadres et agents		0	200.000	
7.2.3	Assistance technique	Trust F/Pnud Canada Hollande Holland/Pnud	160.000 1.100.000 240.000 40.000	- - - -	Cellule gestion: 1 expert gestion (DDSMS). Conseiller technique attendu. Cellule de gestion : 1 expert juriste, spécialiste rédaction législative Budget appui institutionnel, expertises conseils (+ de 10 sur 2.5 ans) 3 experts prévus. A la disposition du Ministre selon les besoins du Ministère.
7.3	Renforcement de la fonction de documentation et d'information juridiques et judiciaires				
7.3.1	Création d'un centre de documentation/d'information juridiques et judiciaires				
7.3.2	Traduction des principaux textes en Kinyarwanda et Anglais	RCN cf 1.1.7 -	n.d.	- -	40 ouvrages traduits kinyarwanda-français. 2 kinyarwanda-anglais. Traduction des textes du français vers l'anglais.
7.1.3	Reconstitution des archives du Ministère	T.Fund Pnud/Irlande	150.000		A définir.
7.3.4	Edition de codes, manuels et de recueils de texte.	RCN/Suisse	c.f. 1.1.7	?	Edition des principaux textes de loi.
TOTAL OBJECTIF 7			3.950.000	200.000	

	SOMME ENGAGEE (\$ US)	SOMME REQUISE (\$ US)	TOTAL
	29.644.500	21.625.000	51.372.500
POURCENTAGE DU TOTAL	58 %	42 %	100 %

N.B. : Des contributions engagées, soit 29.7 millions de \$ US, la somme réelle dépensée à ce jour est estimée à : 19.551.500\$ US (66 % des sommes engagées, 38 % du total)



PNUD / UNDP  
KIGALI  
RWANDA

B.P 445 KIGALI. Phone : 873 150 7444 Fax: (250) 76263 Cable: 22528

**FAX MESSAGE**

TO:

SRSG, Ambassador Kahn,  
United Nations Office in Rwanda

Mr. Ian Martin  
Chief of Mission  
HRFOR

Mr. Dan Toole  
Representative  
UNICEF

Mr. Roman Urassa  
Representative  
UNHCR

From:

Sukehiro Hasegawa  
Resident Representative  
UNDP

Date:

11 March 1995

Subject:

Update on judicial system and human rights situation in Rwanda

Following the recent developments in the judicial system I wish to use this occasion to invite you to a meeting on Thursday 14 March at 15:00 in the UNDP Conference Room for the purpose of sharing information on advancements in the sector. Mrs. Micheline Gilbert and Ms. Rebecca Symington will provide us with a briefing on the field.

Best regards.

RECEIVED

13 MAR 1996

OFFICE OF THE SRSG  
UNAMIR

**URGENT**

At the next meeting  
we will ask for follow up  
L. R. S. 143

## BRIEFING NOTE ON RECENT DEVELOPMENTS IN THE JUDICIAL SYSTEM

Following the International Conference on Genocide of November 1995, the Government has been considering options to handle cases of crimes of genocide. On February 16th the Council of Ministers reached a number of decisions regarding legal procedures to be followed once accepted by Parliament: (1) 'Specialised Chambers' would be set up at the level of Courts of First Instance under the existing judicial system; (2) crimes would be categorised according to levels of guilt and (3) a plea bargaining system would be set up which would offer offenders reduced penal sentence. The Ministry of Justice (MINJUST) is currently in the process of formulating the "organic law" enabling the operationalisation of these proposals. The law is expected to be presented before Parliament shortly for approval.

The decisions aim at maximising the use of scant personnel and material facilities available to the Rwandese judicial system. Interested members of the international community (bilateral development cooperation agencies, UN agencies and NGOs) were invited to discuss the new measures with national legal experts and MINJUST, represented by the Director of Cabinet and the Director General at a three day seminar held in Kigali between the 21 and 23 of February. The seminar's discussions were based on MINJUST's background paper on the Specialised Chambers, a Government press release issued on the 17 February regarding the Council of Ministers' decision and MINJUST's paper detailing its policies over the next three years issued in the context of the preparations of the Round Table Conference. Proposals for the operationalisation of the specialised chambers were discussed in detail at the seminar.

**Specialised chambers:** These would be responsible for handling cases related to acts of genocide and other crimes against humanity which occurred between October 1st 1990 and December 31st 1994. Each bench would be composed of three professional judges and two layperson assessors chosen from a pool of 150 within each tribunal in order to provide for popular participation with a view to contributing to reconciliation. The cases would also be heard in itinerant courts operating at the commune level. A team of prosecutors will investigate genocide cases, supervised regionally by the 'Parquet Général' of the court of appeal and nationally by the 'Procureur Général' of the Supreme Court.

**Categorisation by levels of guilt:** The background paper suggested that perpetrators be divided into five categories of guilt. At the last revision, this number was revised to three. Each category will have differing penalties, ranging from capital punishment, life imprisonment, up to 15 years imprisonment and alternative measures such as community service. The plea bargaining system will allow offenders to gain a reduced sentence upon detailed proven confessions. Whether the plea bargaining system will be made available to each category of crimes is still under discussion. It is unlikely to be made available for category (1) (planners). The plea bargaining system intends to benefit both the accused and the judicial system as a whole.

**Simplification of legal procedures:** Legal procedures will be simplified to enable a larger number of detainees to be seen before a court in a shorter period of time and adapt the system to the small number of qualified personnel available and the limited material resources at its disposal. At stake in this regard is the offenders' right to appeal. In MINJUST's original proposal no provision had been made for the right to appeal, principally due to the lack of material and human resources. The GOR recognizes the importance of the right to appeal on human rights' grounds. The difficulty remains that there is a prohibitively high number of detainees to provide all offenders with the right to appeal through the existing four courts of appeal.

It was recommended that working groups be set up by the MINJUST to address specific areas of difficulty: (1) information management; (2) organisation of court hearings; (3) the right to defense and (4) the need for mass information campaigns.

## BRIEFING NOTE ON RECENT DEVELOPMENTS IN THE JUDICIAL SYSTEM

Following the International Conference on Genocide of November 1995, the Government has been considering options to handle cases of crimes of genocide. On February 16th the Council of Ministers reached a number of decisions regarding legal procedures to be followed once accepted by Parliament: (1) 'Specialised Chambers' would be set up at the level of Courts of First Instance under the existing judicial system; (2) crimes would be categorised according to levels of guilt and (3) a plea bargaining system would be set up which would offer offenders reduced penal sentence. The Ministry of Justice (MINJUST) is currently in the process of formulating the "organic law" enabling the operationalisation of these proposals. The law is expected to be presented before Parliament shortly for approval.

The decisions aim at maximising the use of scant personnel and material facilities available to the Rwandese judicial system. Interested members of the international community (bilateral development cooperation agencies, UN agencies and NGOs) were invited to discuss the new measures with national legal experts and MINJUST, represented by the Director of Cabinet and the Director General at a three day seminar held in Kigali between the 21 and 23 of February. The seminar's discussions were based on MINJUST's background paper on the Specialised Chambers, a Government press release issued on the 17 February regarding the Council of Ministers' decision and MINJUST's paper detailing its policies over the next three years issued in the context of the preparations of the Round Table Conference. Proposals for the operationalisation of the specialised chambers were discussed in detail at the seminar.

**Specialised chambers:** These would be responsible for handling cases related to acts of genocide and other crimes against humanity which occurred between October 1st 1990 and December 31st 1994. Each bench would be composed of three professional judges and two layperson assessors chosen from a pool of 150 within each tribunal in order to provide for popular participation with a view to contributing to reconciliation. The cases would also be heard in itinerant courts operating at the commune level. A team of prosecutors will investigate genocide cases, supervised regionally by the 'Parquet Général' of the court of appeal and nationally by the 'Procureur Général' of the Supreme Court.

**Categorisation by levels of guilt:** The background paper suggested that perpetrators be divided into five categories of guilt. At the last revision, this number was revised to three. Each category will have differing penalties, ranging from capital punishment, life imprisonment, up to 15 years imprisonment and alternative measures such as community service. The plea bargaining system will allow offenders to gain a reduced sentence upon detailed proven confessions. Whether the plea bargaining system will be made available to each category of crimes is still under discussion. It is unlikely to be made available for category (1) (planners). The plea bargaining system intends to benefit both the accused and the judicial system as a whole.

**Simplification of legal procedures:** Legal procedures will be simplified to enable a larger number of detainees to be seen before a court in a shorter period of time and adapt the system to the small number of qualified personnel available and the limited material resources at its disposal. At stake in this regard is the offenders' right to appeal. In MINJUST's original proposal no provision had been made for the right to appeal, principally due to the lack of material and human resources. The GOR recognizes the importance of the right to appeal on human rights' grounds. The difficulty remains that there is a prohibitively high number of detainees to provide all offenders with the right to appeal through the existing four courts of appeal.

It was recommended that working groups be set up by the MINJUST to address specific areas of difficulty: (1) information management; (2) organisation of court hearings; (3) the right to defense and (4) the need for mass information campaigns.



**(1) Information management:** One of the greatest obstacles to achieving organized court hearings is the lack of management of information related to offenders. There is currently no alphabetical registration of the detainee cases, few detainees have 'dossiers' and where they do exist, there is no means by which 'parquets' can coordinate with one-another, nor is there a means by which prosecutions may be organised at a national level. The GOR and members of the international community currently working in this area have agreed that a national database should be designed, managed by the Procureur Général. The existing activities of the Governments of Canada, Belgium, Germany, in collaboration with HRFOR, UNDP and the NGO Juristes Sans Frontières will be coordinated to strengthen the GOR's ability to manage information related to genocide cases.

The 'commissions de triage' are expected to assist the information gathering process. The Government has initiated preparatory meetings to set up the new technical sub-committee and communal commissions. The commissions will give priority to the compilation of files pertaining to children, women and the elderly in the prisons and detainees currently held in the 'cachots communaux'.

**(2) Planning court hearings:** In spite of the formulation of legal structures, there is still a considerable level of work to be done to address the important logistical difficulties of planning court hearings. The GOR requires assistance to meet basic needs of carrying out trials such as transport for judges, witnesses and detainees. Security measures for legal personnel as well as offenders who confess or denounce still need to be addressed and provided for. The GOR has yet to nominate judges and assessors in order to constitute offenders' dossiers. Judges are expected to be nominated in April 1996, once the Magistrates' Supreme Council is in place, expected end of March 1996.

**(3) The right to defense:** The GOR's ability to provide offenders with the right to defense is seriously hampered by the dearth of qualified judicial personnel, the high level of public opinion against the offenders and the extreme disadvantaged circumstances in which survivors of genocide find themselves. However, the Government recognizes the accused's right to defense as a necessary measure to carrying out fair trials. The GOR is prepared to cooperate with the international community in finding ways of providing the accused with the right to defense. Suggestions put forward have included the possibility of having "mandataires en justice" (legal agents/ representatives which would receive four months' training); expatriate lawyers (though it would be costly and language difficulties may arise); or have detainees represent another (which has occurred in crimes unrelated to genocide). In spite of these options, the principle problem remains that a massive number of defense lawyers would be required and even if appointed, no lawyer can be compelled to represent an offender.

**(4) Mass information campaigns:** A working group will also be set up on mass information campaigns. It will aim at building public awareness of the entire judicial process, including the steps being taken by the 'commissions de triage', the plea bargaining system and reduced penal sentences. The provision of civic education is considered essential in order to create acceptance of decisions taken by the courts and the commissions' proposals and reduce the likelihood of recriminations being taken by the population. It is also necessary to make the population feel it is participating actively in the judicial process. Hence the role of the assessors will be emphasised in any mass information campaign, as will the decision making process of the courts and the 'commissions de triage'.

Kigali, le 02 NOV, 1995  
N° 552/02.3.2

RECEIVED on: 06 NOV. 1995		Son Excellence Monsieur	
Reg. No: 2376		le Premier Ministre	
File No: RWA/95/807		KIGALI	
Action by: RS	Compl. (sig):	- Madame Le Ministre	
Info:	CL RR DRR	de la justice	
		KIGALI	
		- Monsieur le Ministre du Plan	
		KIGALI	
		✓ - Monsieur le Représentant-	
		Résident du PNUD	
		KIGALI	

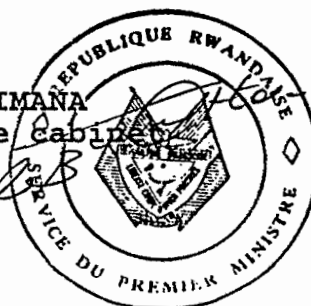
Objet : Aide-mémoire

Monsieur le Premier Ministre,  
Madame, Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Représentant-Résident  
du PNUD,

J'ai l'honneur de vous transmettre  
annexé à la présente, pour un meilleur suivi, un aide-mémoire  
portant sur les principaux points abordés lors de l'audience que  
S.E Mr le Premier Ministre a accordée à S.E. Mr le Représentant  
Résident du PNUD le 30 Octobre 1995.

Je vous en souhaite bonne réception et  
vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre,  
Madame, Monsieur le Ministre, Monsieur le Représentant-Résident  
l'expression de ma très haute considération.

Antoine BIZIMANA  
Directeur de Cabinet



*LA*  
*Ladjen*  
*gar*  
*9.11*

Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur  
le Président de la République  
KIGALI
- Son Excellence Monsieur  
le Vice-Président de la République  
KIGALI
- Son Excellence Monsieur  
le Président de la Cour Suprême  
KIGALI
- Monsieur le Ministre des  
Affaires Etrangères et  
de la Coopération  
KIGALI



REPUBLIQUE RWANDAISE  
SERVICES DU PREMIER MINISTRE  
B.P 1334 KIGALI

AUDIENCE ACCORDEE PAR S.E. Mr LE PREMIER MINISTRE PIERRE CELESTIN  
RWIGEMA A S.E. Mr SUKEHIRO HASAGAWA, REPRESENTANT RESIDENT DU  
PNUD A KIGALI LE 30 OCTOBRE 1995.

AIDE MEMOIRE

1) Etaient présents

a) Partie Rwandaise

1. S.E. Mr Pierre Célestin RWIGEMA, PREMIER MINISTRE,
2. Mme Marthe MUKAMURENZI, Ministre de la Justice,
3. Mr Jean Berchmans BIRARA, Ministre du Plan,
4. Mr Antoine BIZIMANA, Dircab du Premier MINISTRE,
5. Mr l'Ambassadeur NYANDWI Tharcisse, conseiller Politique et  
Diplomatique du Premier Ministre,
6. Colonel RUHASHYA Epimague, conseiller de Sécurité et de  
Défense,
7. Mr KAREKEZI Jean Marie, conseiller aux affaires Economiques  
et Financières du Premier Ministre,

b) Partie PNUD

1. S.E Mr SUKEHIRO HASAGAWA, Représentant Résident du PNUD à  
Kigali,
2. Mr CISSE BABACAR, Adjoint au Représentant Résident du PNUD,
3. Mr NGUYEN LUONG, économiste au PNUD,
4. REBECCA SyMINGTON, Agent du PNUD,

...../.....

Principaux points abordés et décisions prises.

Référence : Projet n°RWA/95/B07/A/6Y/01  
Appui à la réhabilitation du  
Système de la justice.

1. Experts judiciaires

- 1.1. Les experts seront pour la plupart des volontaires des Nations Unies
- 1.2. Leur arrivée est subordonnée à l'adaptation des textes légaux en cours de finalisation.
- 1.3. Les candidats seront soumis par le PNUD et agréés par le Gouvernement Rwandais.
- 1.4. Pour l'utilisation des 4 experts déjà arrivés le PNUD va contacter le MINIJUST pour leur affectation.
- 1.5. Les experts, dans l'accomplissement de leur mission devront se limiter à leur mandat.

2. Réadaptation du projet

- 2.1. Le but de cette réadaptation est de notamment intéresser les juristes rwandais du secteur privé.
- 2.2. Le MINIJUST a déjà dénombré une liste indicative de 162 juristes rwandais à qui le Gouvernement peut faire appel à condition de leur trouver un intéressement suffisant sous forme d'indemnités.

2.3. PROPOSITION MONTANT POUR INDEMNITES INDIVIDUELLES  
(NON-TAXABLES)

POSTES	INDEMNITES FORFETAIRES DE FONCTION (Frw/mois)	INDEMNITES DE LOGEMENT (Frw/mois)	INDEMNITES DE DEPLACEMENT (Frw/mois)	Total
1. Magistrat- juristes	50.000 Frw	50.000 Frw	50.000 Frw	150.000
2. Magistrats non juristes	30.000 Frw	10.000 Frw	10.000 Frw	50.000
3. Agents de l'ordre judiciaire	20.000 Frw	10.000 Frw	10.000 Frw	40.000

...../.....

N.B. : - Les indemnités de logement et de déplacement seraient octroyés respectivement aux magistrats auxquels l'Etat n'aurait pas affecté de logement officiel et à ceux qui ne sont pas déplacés par un véhicule de l'Etat.

2.4. La partie rwandaise a proposé d'affecter le budget du projet sous référence (environ 3.000.000DUS) dans les proportions de 60% aux juristes nationaux et de 40% aux experts étrangers et le PNUD a marqué son accord.

2.5. Un chapitre nouveau portant sur les conditions de travail des experts sera ajouté au projet en révision qui sera soumis au PNUD prochainement.

### 3. Matériel d'identification

3.1. Le PNUD a informé la partie rwandaise que le matériel d'identification des détenus se trouve aux MAGERWA et qu'il sera bientôt remis au MINIJUST.

3.2. Il a été convenu que le PNUD et le MINIJUST vont se rencontrer pour leur affectation.

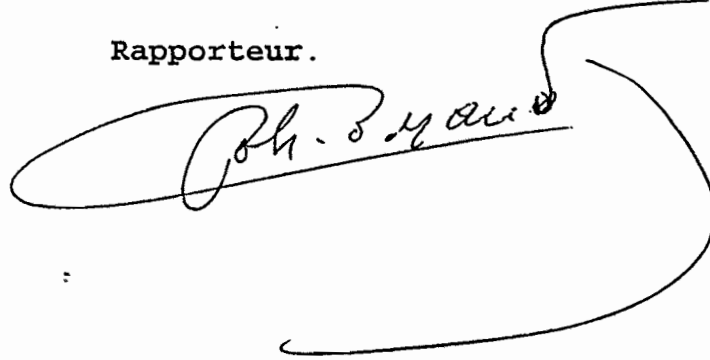
### 4. Remise des véhicules au MINIJUST

Un communiqué de presse ayant été diffusé sur les antennes avant la remise effective des véhicules, le PNUD a regretté ce contre-temps et a promis d'y parier au plus vite.

Fait à Kigali, le 31 Octobre 1995

Ambassadeur NYANDWI Tharcisse

Rapporteur.



MEETING WITH THE PRIME MINISTER  
MONDAY 30 OCTOBRE 1995

31/10/95

## PRESENT:

## GOVERNMENT:

Mr. Pierre Célestin RWIGEMA, Prime Minister  
Mr. Jean Berchmans BIRARA, Minister of Planning  
Mrs. Marthe MUKAMURENZI, Minister of Justice  
Mr. Antoine BIZIMANA, Director of Cabinet and  
Advisor on Security and Defense Matters  
Mr. Tharcisse NYANDWI, Advisor on External Political Matters  
Mr. Eustache MUNYANSHAGERE, Chief of Protocol

## UNDP:

Mr. Sukehiro HASEGAWA, Resident Representative, UNDP  
Mr. Babacar CISSÉ, Deputy Resident Representative, UNDP  
Mr. NGYUEN, Senior Economist, UNDP  
Ms. Rebecca SYMINGTON, Programme Officer, UNDP

## INTRODUCTIONS:

The Prime Minister opened the discussion with a summary of the project's progress to date, indicating that the Government had decided to delay the recruitment of the foreign legal experts until the Supreme Court had been appointed. Without it, he said, there would be no judicial staff with whom the expatriate advisors could work. Although four advisors have arrived, the Prime Minister said they could not be deployed for the same reason. The Prime Minister indicated that the Government had reformulated this component of the project to include a provision to recruit human resources within the country and give first consideration to national lawyers. However he noted the difficulty of attracting qualified staff to work for the Government. At present suitable candidates are working in the private sector or NGOs where remuneration is higher. A system which would encourage national staff to work for the Government was needed. The Prime Minister also said that it was unacceptable to have foreign staff who receive salaries of over 500,000 FRW a month advising national staff receiving only 20,000 FRW. He noted that the Government was preparing a short-list of qualified lawyers, adding that the recruitment of those expatriate staff who had signed contracts would be honoured. Asked how many national staff were on the recruitment list, the Prime Minister indicated 162 judicial experts had been short-listed, to be recruited for a 2-3 year period.

The UNDP Resident Representative thanked the Prime Minister for convening the meeting and shared his appreciation of the fact that the Government was ready to resume the Justice Programme now that the Supreme Court had been nominated. He requested clarification be given on the recruitment of National staff and the recruitment of international experts.

## NEW INCENTIVES FOR NATIONAL EXPERTS:

The Minister of Justice then gave the budget breakdown for salary incentives for recruiting qualified National staff:

'Magistrats Juristes' - per month:	FRW 50,000 - Basic salary
	FRW 50,000 - Housing allowance
	FRW 50,000 - Transport allowance
-----	
TOTAL	FRW 150,000

'Magistrats - non juristes':	FRW 30,000 - Basic Salary
	FRW 10,000 - Housing allowance
	FRW 10,000 - Transport allowance
-----	
TOTAL	FRW 50,000

Support staff (secretaries, clerks, judicial police inspectors etc):

FRW 20,000 - Salary	
FRW 10,000 - Housing	
FRW 10,000 - Transport	
-----	
TOTAL	FRW 40,000 - Transport

Total per month requirement FRW 57,522,000.

The Prime Minister indicated that this remuneration was considered to be low and does not pretend to be able to cover all the staff requirements.

#### FUNDING:

The Resident Representative said that he would have to review the sources of funding which were available. He announced that the UNDP had received pledges of US\$ 4.5 million for the justice sector. Although no resources had yet been disbursed, planning for its usage could still go ahead. Regarding the expatriate advisors the Resident Representative noted that the contracts had been suspended rather than cancelled, as cancellations would mean that compensations would have to be paid. The RR pointed out that they were hired as UNVs and as such were five times less expensive than usual advisors hired as expert consultants. The RR noted that it was important to use nationals where possible and to limit reliance on international expertise. However, he also indicated that they had been recruited he would be grateful if the Government could give consideration to respecting commitments made previously.

#### RECRUITMENT OF NATIONAL AND INTERNATIONAL EXPERTS:

The Prime Minister announced how the budget would be divided: 40% would be allocated to expenditure on International staff, while 60% would be committed to cover costs of recruiting and promoting local expertise. The Minister of Planning gave his support to this suggestion, adding that the hiring of National staff was also favourable as he feared international staff would search into files beyond the requirements of their immediate needs. The Prime Minister then said the project document would have to be revised to reflect the changes. The Resident Representative said he also welcomed the proposal and asked the Government to produce a revised document which he could discuss with bilateral donors contributing to the project.

The Minister of Justice indicated that she would now proceed with the recruitment of national staff. The Resident Representative requested that the recruitment of international staff should also go ahead. The Prime Minister indicated that the Government was concerned that the International staff all have appropriate qualifications. The Deputy Resident representative reminded the meeting that the Government had itself participated in the recruitment of the International Staff and had vetted all applications.

#### WORKING METHODS AND PROJECT EQUIPMENT:

The Prime Minister introduced the problem arising over some agencies' approach towards working with the Government. He found it unacceptable that, for example, some agencies entered prisons without first obtaining permission from the Ministry of Justice. Some even organised meetings within prisons without permission. He regretted that the Ministry of Justice had not been kept informed of work undertaken by the SRSG's prison team and that their document had not been translated into French as a matter of routine.

The Minister of Justice also raised the matter of equipment which the Ministry was expecting. She noted that the Centre for Human Rights had received material which was to enable the identification of detainees. The Minister asked why the HRFOR was still in possession of this equipment as it belonged to the Government.

The Prime Minister then noted his surprise at the issue of the press release regarding the transfer of vehicles, indicating that press releases are usually issued after an event has taken place. UNDP representatives acknowledged that the announcement was issued prematurely yet pointed out that the press release announced that the UNDP had approved the transfer, not that the transfer had been made. At the request of the UNDP representatives, the Government then gave their full approval for a lawyer to come to Rwanda to represent United Nations staff still held in detention.

R. Symington.  
31/10/95



Re  
legal

Zorrilla will  
discuss with  
SRS -  
23.10.95

**INTEROFFICE MEMORANDUM**

**Date:** 20 October 1995  
**To:** Ms. Isel Rivero, Special Assistant to the SRS  
**Copied to:** Mr. Ischlika, CSO (without attachments)  
Ms. Rafii, Legal/Political Officer (without attachments)  
**From:** Diego Zorrilla, Legal Officer *DZ*  
**Subject:** Situation of locally-recruited staff

1. I refer to the attached "Proposal for a plan of action for the protection of UN locally-recruited staff detained in Rwandan prisons".

2. Mr. Ischlika and myself have ascertained that the list of detainees attached is to the best of our knowledge accurate. The fact that they were or not working for the UN at the time of the genocide should not be the main factor to be considered; rather, they deserve our protection because of the fact that they were employed by the UN **at the time of their detention**. The reason for this is that the UN can only protect their rights with regard to the regularity of the procedure of their detention, ascertaining whether any of the privileges and immunities they are entitled to have been violated in this respect. If it is found that the arrest was made according to established procedures and they are accused of participation in the genocide, there is little the UN can do about their situation other than hoping for a speedy trial.

3. I believe it is necessary to ensure the SRS's approval and support to the proposed course of action. If I request to meet with the Procureur and ask details about some 20-odd cases, it is likely to stir some sensitivities; we will most likely be reminded (see paragraph 5 of attached note for the file of a meeting between General Kagame and the SRS) that these Rwandese are to be treated like any other.

4. I would therefore need to ensure that the SRS believes that this course of action is politically worth-while taking. Another possibility would be to pass on these cases to the HRFOR, which mandate might be more akin to this sort of investigations.

5. Thank you.

Proposal for a plan of action for the protection of  
UN locally-recruited staff detained in Rwandan prisons

As of today, some 20 Rwandan nationals which are UN locally-recruited staff are detained in Rwandan prisons (list attached). This worrying situation has been so far addressed by the CSO from a humanitarian perspective. Visits to most of these staff have been conducted in order to bring to them some measure of support and understanding. UNDP has led the way in efforts to bring a legal expert to Rwanda in order to address the legal issues involved in these cases. This expert has as yet not arrived, though he is expected any time soon.

I will attempt in this short paper to outline the measures that from a legal perspective could be taken in order to alleviate the plight of these detainees. These measures are as realistic and non-ambitious as possible. Obviously this does not allow us to be overly optimistic about the results this exercise will yield. However, I believe that it is necessary to undertake such action.

1. Basic assumptions

- a) Rwandese nationals are subject to the criminal jurisdiction of Rwanda;
- b) It is the obligation of the United Nations to seek the welfare and protection of its staff. In this connection, it has to be pointed out that these staff are entitled to certain privileges and immunities by the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations (CPI) and, in the case of UNAMIR staff, also by the Status of Mission Agreement (SOMA). It is UNAMIR's responsibility to defend these privileges and immunities. Particularly, **"officials of the United Nations shall be immune from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity..."** (art.V, section 18a CPI, and paragraph 28 SOMA);
- c) In most of the cases, these staff have been detained charged with participation in the genocide, not with any activity linked to their work with the United Nations. However, it is likely that the procedure under which they have been arrested is irregular. Therefore, in all likelihood in some cases there will no **judicial charges** against them; their imprisonment will have occurred following a mere accusation, which needs to be closely examined.

2. How to address the problem

UNAMIR should show all sympathy towards the Government for the immense burden they had to cope with in view of the scale of participation of the population in the genocide and the complete destruction of the justice system. In any event, the established criminal procedure (contained in the Code de Procédure Pénale de 1963, still valid) was not envisaged for the magnitude of the cases confronting now the Government. It would therefore not be realistic to pretend that the correct procedures for the arrests established by the law could or should have been followed in all cases.

There are however certain ad-hoc procedures that the Government itself maintains should be followed for the arrests. For example, before the arrest is made there must be an accusation based on accounts of at least three witnesses. Another ad-hoc mechanism established to review the adequacy of maintaining prisoners in "détention préventive" was

---



the creation of the Commissions de Triage.

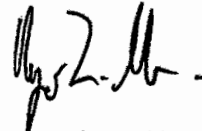
In practical terms, the first step the United Nations should follow in this case is to gain access to the judicial files of the detained locally-recruited staff. If the prisoner has indeed a file and the file shows that a certain ad-hoc procedure has been followed in the case of his arrest, there will be little we will be able to do, other than hoping that the actual trial of these cases will start as soon as possible. But there exists a distinct possibility that the prisoner would either not have any file at all (particularly if his arrest was done last year) or that the file would show that nothing short of an arbitrary procedure has been followed for his arrest.

If we ascertain that some of the detainees are in this situation, their cases should be presented to the Procureur in each Préfecture requesting that their situation be revised. Our legitimacy to do so is based on the fact that these detainees are staff of the United Nations and it is the duty of the United Nations to uphold their rights. Our legal argument stems from the fact that unless the correct procedure (or any sound ad-hoc procedure) has been followed, the United Nations will not know whether the privileges and immunities these staff are entitled to have been or not violated.

3. Proposed course of action:

- a) Ascertain whether all the individuals listed were working for the United Nations both at the time of their arrest;
- b) Ascertain whether these individuals were working for the United Nations at the time the crimes they are accused of took place;
- c) Request an interview with the Procureur of each of the Préfectures where locally-recruited staff are detained in order to gain access to their judicial files;
- d) Conduct interviews with the detainees in order to contrast their account of the facts with the account of facts contained in the judicial files.

4. The course of action proposed is very much what the work of a human rights officer involves. Once these actions will have been pursued it will be possible to individualize their cases and determine in which cases the United Nations can actually press the Procureur for a review of the situation of detention of these individuals, as opposed to the cases in which a certain procedure has been followed and therefore nothing in legal terms can be done.



Diego Zorrilla, 18 October 1995

Cc.	Ms. Rivero	-- Comments most welcome. Thank you.
	Mr. Ischlika	
	Ms. Rafii	

Birushya, L.	UNDP	Detained in Kigali since 13 March 1995
Byugura, A. x	UNICEF	Detained in Kigali since 4 April 1995
Cyimanizanye, E.	UNICEF	Detained in Kigali since 28 October 1994
Gahamanyi, P.	UNDP	Detained in Kigali since 12 April 1995
Habineza, V. ?	UNICEF	Detained in Kigali since 22 September 1994
Ndejeje, B. x	UNDP	Detained in Kigali since 11 November 1994
Ngendahimana, A. x	UNDP	Detained in Kigali since 25 March 1995
Nsinga, A.	UNAMIR	Detained in Kigali since 8 February 1995
Rusigariye, A.	UNAMIR	Detained in Kigali since 22 September 1994
Rutagungira, B.	UNICEF	Detained in Kigali since 20 June 1995
Sebyatsi, P.	WFP	Detained in Kigali since 6 December 1994
Mbanzatnihigo, A.	UNAMIR	Detained in Gitarama since 24 April 1995
Muvuny, J.	UNHCR	Detained in Gikongoro since 9 January 1995
Ndagijimariya, C.	UNICEF	Detained in Butare since 14 April 1995
Ngendahimana, C.	UNHCR	Detained in Gikongoro since 10 January 1995
Nsabimana, J.	UNHCR	Detained in Butare since 25 March 1995
Nsengiyaremye, M.	UNHCR	Detained in Cyangugu since 12 February 1995
Rwagaju, J.	UNHCR	Detained in Gikongoro since <u>January 1994</u>
Sibomana, T.	UNHCR	Detained in Butare since 29 December 1994
Ulimubenshi, J.	UNHCR	Detained in Cyangugu since 15 November 1994
Idanumbira, D.	UNDP	Missing since 1 November 1994

Meeting with Vice-President Paul Kagame

On Friday, 2 June, I met with Vice-President Kagame and discussed several issues.

1. Vice-President Kagame agreed to attend a dinner planned for the heads of delegations on 5 July, just before the opening of the Round Table Mid-term Review, 6-7 July 1995.

2. The Vice-President would welcome UNDP assistance to a communal police training programme, particularly for the rehabilitation of the training institute. He did not object to UNAMIR providing initial assistance to the training of communal police and gendarmarie, although he also wished to receive direct assistance from such bilateral sources such as Canada, Germany, the Netherlands, Switzerland and the United Kingdom.

3. The Vice-President attached the highest priority to building the capacity of the national justice system. To this end, he requested UNDP assistance in strengthening the Faculty of Law of the University of Rwanda. Responding to my query, the Vice-President confirmed that the National Assembly was still debating the efficacy of accepting expatriate foreign judges even though the Government had already requested them. He himself had no objection to the recruitment of defense lawyers, along with investigators and prosecutors, to conduct fair trials.

4. While I conveyed the serious concern of the international community over the increase in planned thefts and robberies, the Vice-President emphasized the complex nature and motives of these crimes. He believed several employees of UNAMIR and international organizations had merely pretended to have been attacked in order to sell the vehicles or equipment they claim were stolen. He also pointed to the deep resentment felt by many Rwandese at the fact that most of the equipment and materials being brought into the country is being kept by international organizations. The gendarmarie were dealing the cases they received as quickly and efficiently as possible, but, he added, they lacked necessary transport and communication facilities.

5. In response to the concern expressed by the highest authorities in New York regarding the detention of several UN agency national staff members, the Vice-President asserted that these national staff should be treated like all other Rwandese. Following an extensive discussion, he nevertheless agreed to the proposal that a legal officer from UN Headquarters visit Rwanda and discuss the matter with the Government, in particular with the Minister of Justice.

6. The Vice-President also said that either he himself or his senior staff would meet with the heads of UN agencies for a frank discussion on any issue of mutual concern.

SH/3 June 1995

(2)

## ORDRE DU JOUR

### RÉUNION TRIPARTITE

Projet RWA/95/007 - La Réhabilitation du Système de la Justice II.

Lieu : Salle Conférence du PNUD  
Heure : 15:00 heures  
Date : Lundi, 2 octobre 1995

*Lafaur. Seg 289*

#### Participants :

1. Ministère de la Justice
2. PNUD
3. Cellule de Gestion et de Coordination
4. UNHCHR/UNHREFOR
5. Réseau de Citoyens
6. USAID
7. IRC
8. Représentant des pays donateurs : Canada, Suisse, Pays-Bas, Royaume-Unis

La Réunion Tripartite sera présidée par le Représentant Résident, Mr. Sukehiro Hasegawa;

#### L'ordre du jour est le suivant:

1. Introduction du but de la Réunion Tripartite (PNUD) et introduction du rôle de la Cellule de Gestion et de Coordination (la consultante CTP);
2. Rapport d'examen du PNUD sur le projet de Réhabilitation du système de la justice - RWA/95/B07 (la Cellule de Gestion et de Coordination, Mme Micheline Gilbert);
3. Présentation du Représentant du Ministère de la Justice (le Directeur Général Gérard Ntashamaje);
4. Présentation des rapports d'avancement des agences de réalisation par les (représentants des organisations concernées);
5. Discussion sur :
  - (i) La conception du projet;
  - (ii) Les progrès accomplis;
  - (iii) Les problèmes opérationnels;
  - (iv) Le Plan de travail;
  - (v) Le système de coordination des activités;
6. Décisions et recommandations.

## REUNION DE CONCERTATION / SECTEUR JUSTICE

### SUIVI DE LA REVUE A MI-PARCOURS

Jeudi le 20 Juillet 1995

#### AGENDA

---

**BUT DE LA REUNION :** FAIRE LE POINT SUR LA REHABILITATION DU SYSTEME JUDICIAIRE ET SUR LA PROBLEMATIQUE DES PRISONS.

**A. Réhabilitation du Système Judiciaire**

Revue des recommandations issues de la réunion à mi-parcours de la Table Ronde.

- i) Recours à l'expertise internationale (projet d'amendement à la loi)
- ii) Coordination de l'assistance (Cellule de Coordination)
- iii) Besoins en matériels : Kigali et Préfectures

**B. Réhabilitation du Système pénitentiaire**

- i) Conditions de détention :

- . Réfection d'anciens centres
- . Transferts de prisonniers
- . Création de nouveaux centres :
  - Nsinda
  - 7 sites de détention temporaires à travers le pays

- ii) Surpopulation des prisons :

- . Procédures d'arrestation
- . Rôle des Commissions de Triage

**C. Divers**

---

## **RÉHABILITATION DU SYSTÈME JUDICIAIRE**

### **PROBLÈMES SOULEVÉS ET RECOMMANDATIONS**

---

**1. Problème : COORDINATION DE L'ASSISTANCE ÉTRANGÈRE**

**Recommandation :** *Poursuivre la mise en place des structures de coordination, notamment le Comité technique interministériel et la Cellule de Coordination et de Gestion au sein du Ministère de la Justice et lui donner les moyens d'assumer ses fonctions, et ce, afin d'optimiser les efforts déployés dans ce secteur.*

**2. Problème : RESSOURCES MATÉRIELLES ET HUMAINES INSUFFISANTES POUR PERMETTRE AUX INSTANCES JUDICIAIRES DE REMPLIR LEURS FONCTIONS.**

**Recommandation : a)** *Un appel est lancé aux donateurs afin d'accroître les moyens accordés jusqu'à maintenant aux instances judiciaires pour toutes les préfectures.*

**b)** *Amendement à la Loi Fondamentale pour permettre à des Magistrats étrangers d'exercer leurs fonctions au Rwanda.*

**3. Problème : INSUFFISANCE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT**

**Recommandations :** *Un appel est lancé aux donateurs afin de prendre en charge, sur une durée à moyen terme, les salaires du personnel judiciaire, et de contribuer à l'amélioration de leurs conditions salariales.*

**4. Problème : LES RÉFUGIÉS N'ONT PAS SUFFISAMMENT D'INFORMATION SUR LA SITUATION JUDICIAIRE PRÉVALANT AU PAYS.**

**Recommandation :** *Instaurer un mécanisme d'information destiné aux réfugiés sur les progrès réalisés en matière de justice.*

**5. Problème : SURPOPULATION DES PRISONS**

**Recommandations :** a) *Assurer une meilleure application des procédures d'arrestation, afin d'éviter les arrestations arbitraires et ainsi limiter l'engorgement des centres de détention.*

b) *Renforcer le rôle et les moyens d'action des Commissions de Triage.*

**6. Problème : CONDITIONS DE DÉTENTION NON ADÉQUATES**

**Recommandation :** *Afin d'améliorer les conditions de détention sur le plan de la santé, de l'alimentation et des infrastructures, un appel pressant est lancé aux donateurs.*

\*\*\*\*\*



MINISTRE DE LA JUSTICE  
B. P. 160 KIGALI

Réf. N° :

Annexe :

Objet :

Concerne : Assistance de Juristes étrangers dans le cadre  
du projet RWA\95\B07

Le Gouvernement a transmis à l'Assemblée nationale de Transition un projet de loi qui permettrait l'intégration de magistrats étrangers dans le système judiciaire Rwandais.

Ce projet de loi se proposait de lever provisoirement la condition de nationalité rwandaise pour les candidats à une fonction de magistrature.

Le projet de loi vient d'être renvoyé par l'Assemblée Nationale au Gouvernement pour que celui-ci fournisse plus de clarifications.

Ce rejet n'étant certes pas définitif, il y a néanmoins lieu d'envisager une autre utilisation de ces juristes qualifiés compte tenu des besoins urgents du ministère de la Justice. ce personnel qualifié en matière de justice pourrait donc servir dans plusieurs domaines en attendant la décision définitive de l'Assemblée Nationale.

1. Conseillers juridiques auprès du Ministère de la justice pour appuyer les 4 directions (Direction des Services Pénitentiaires et des Centres de Rééducation et de Production, Direction Législation et Contentieux, Direction de la Police Judiciaire Nationale, Direction des Parquets et des Relations avec les Services Judiciaires).
2. Conseillers juridiques auprès de la Cour Suprême qui comprend 5 sections (Département des Cours et Tribunaux, Cour de Cassation, Cour Constitutionnelle, Conseil d'Etat et Cour des Comptes).
3. Conseillers juridiques auprès des 4 Cours d'Appel (Ruhengeri, Nyabisindu, Kigali et Cyangugu).
4. Conseillers juridiques auprès des 12 tribunaux de Première Instance.
5. Conseillers juridiques auprès des Parquets (Parquets de la République, Parquets généraux près les Cours d'appel, Parquet général près la Cour Suprême)
6. Formation, essentiellement à la Faculté de Droit qui manque cruellement de Professeurs qualifiés.

La mise en oeuvre du projet RWA\95\B07 ne se trouverait donc pas compromise même si l'Assemblée Nationale de Transition rejetait définitivement le projet de loi ci-haut cité.



DRAFT

**Proposal on the Seminar for Rwandan Leaders on Preventing  
Impunity in the Context of Genocide**

Appealing Agency: UN High Commissioner for Human Rights

Activity: Realization of seminar

Executing Agency: UN High Commissioner for Human Rights

Realizing Agencies: President's office, Ministry of Justice,  
National Assembly, National University,  
CLADHO, Ministry of Defense/Gendarmerie,  
Ministry of Social Affairs, Ministry of  
Internal Affairs, Ministry of  
Rehabilitation, RPF Human Rights  
Commission, Grand Seminaire, Ministry of  
the Family and Women's Affairs

LA  
Sua  
26.5

Time Frame: July 12 through July 14, 1995  
(Tentative)

Date: May 18, 1995

**Objectives**

1. Contribute to the debate within Rwandan government and Rwandan society on how to resolve pressing and potentially explosive legal and human rights issues, particularly the need to prevent impunity for the genocide, including the manner in which past impunity facilitated the development of the genocide.
2. Compare and contrast the experiences of other countries which gone through political transitions from regimes which engaged in gross violations of human rights to successor governments committed to promoting respect for human rights.
3. Focus on the problem of impunity, its social consequences and the obligation under international law of successor governments to prevent it.
4. Analyze the prosecutorial strategy in the classical legal system.
5. Examine alternatives to the classical legal sanctions for participation in the genocide, including:

- a. using relevant Rwandan customary law
- b. initiation of plea bargaining to obtain guilty pleas
- c. seeking alternative sanctions (e.g. establishing work camps to rebuild infrastructure, special mechanisms for the rehabilitation of child participants)
- d. attaching criminal sanctions to violations of existing international human rights law
- e. establishing a Special Prosecutor's Office
- f. creating para-legal mechanisms such as a Truth Commission

#### **Reason for Request**

Rwanda has recently suffered one of the most traumatic events in world history. Within the brief period of two to three months last year, between one tenth to one fifth of its population was massacred in a genocide distinguished by an extraordinarily high level of participation by the society as a whole, including its women and children. The entire governmental apparatus was used to compel active involvement by a large percentage of the adult population.

The new Rwandan government is faced with tremendous problems in its pursuit of justice. The high-level of societal participation in the Rwandan genocide is virtually without historical precedent. Consequently, its prison population has grown to enormous proportions. The sheer number of potential defendants threatens to completely overwhelm the newly-emerging legal system.

To move forward in its efforts to effect justice under these circumstances, the Rwandan government must now examine various possible enforcement mechanisms. The proposed seminar intends to provide a forum during which the relevant governmental and non-governmental leaders can discuss options and alternatives, and devise appropriate policies and procedures, in a context where international experts are available for consultation.

#### **Structure of the Seminar**

This seminar would bring top scholars and practitioners with expertise in the law of impunity for human rights abuse

to Rwanda for a three-day working session with governmental and non-governmental leaders.

The individuals from abroad to be invited should include:

1. the UN High Commissioner for Human Rights
2. the UN Special Rapporteur on Impunity
3. the UN Special Rapporteur on Civil Compensation for Gross Human Rights Violations
4. the UN Special Rapporteur on Summary and Arbitrary Executions
5. the UN Special Rapporteur on Violence Against Women
6. the heads of the Truth Commission of El Salvador, Chile's Rettig Commission, the 1986 Ugandan Commission of Inquiry into Violations of Human Rights, the Truth and Justice Commission in Haiti, Argentina's Sabato Commission and the Argentine chief prosecutor in military cases, and the legal advisor to the president in Ethiopia.
7. leading scholars (e.g., Kader Asmal, South African/ANC lawyer involved in issues of impunity associated with the former South African government; James Paul, first dean of law school founded in Ethiopia and expert on the use of imposing criminal sanctions for violations of international human rights law; Cherif Bassiouni, law professor at De Paul University in Chicago, Illinois and on the Commission of Experts in the former Yugoslavia)
6. directors of major human rights NGO's (e.g., Amnesty International, Human Rights Watch/Africa, International Human Rights Law Group, and La Federation des Droits de L'Homme)

The Rwandan invitees would include:

1. the Minister of Justice
  2. the Minister of Social Affairs
  3. the Minister of Internal Affairs
  4. the speaker of the National Assembly
-

5. the chef de cabinet of Ministry of Rehabilitation
6. the chef de cabinet of the President's office
7. the deputy chief of staff of Gendarmerie
8. representative of the National University
9. representative of Rwandan legal practitioners
10. representative of local human rights groups (CLADHO)
11. president of the RPF's Human Rights Commission
12. abbey of the Grand Seminaire
13. Minister of the Family and Women's Affairs

In general, the format of the seminar would resemble a working group. First, there would be short presentations by the foreign and Rwandan participants on specific topics including the following:

1. the experiences in other countries which have dealt with the problem of impunity in the context of a political transition
2. the social consequences of impunity
3. the obligation under international law to prevent impunity, especially in the case of genocide
4. the prosecutorial strategy in the classical legal system
5. alternatives to the classical legal sanctions, including:
  - a. using relevant Rwandan customary law
  - b. initiation of plea bargaining to obtain guilty pleas
  - c. seeking alternative sanctions (e.g., establishing work camps to build infrastructure, special mechanisms for the rehabilitation of child participants)
  - d. attaching criminal sanctions to violations of existing international human rights law

- e. establishing a Special Prosecutor's office
- f. creating para-legal mechanisms such as a Truth Commission
- g. establishing a "Holocaust museum" for the genocide

5. The problem of impunity in Rwanda, including how impunity in the past facilitated the development of the genocide

These presentations would be followed by a focused discussion in each area. At the end of each discussion, a summary of the group's conclusions would be drawn up. These conclusions would be compiled at the end of the three days to produce a brief position paper with proposals for follow-up including use of the mass media for stimulation of public debate on these topics.

**Broadcasting and replicating the seminar in each of the eleven prefectures:**

The seminar would be limited to a small, select group of Rwandan leaders and foreign experts, of somewhere between 25 to 30 participants. It could be held as retreat in a location such as Gisenyi, perhaps at the Meridien Hotel there. This more removed, less formal setting for the three days of the seminar would facilitate more social and spontaneous exchange among the participants.

In order to increase the effect of the seminar in stimulating public debate, the presentations and discussions could be videotaped by Rwanda Television. The tapes could then be shown in "human rights halls", i.e., special locales reserved for human rights activities, in each of the eleven prefectures.

Following the showing of the videos, discussions in each prefecture could be organized with the prefectural representatives of each of the national Rwandan institutions present at the seminar itself. The human rights field officers would be available for consultation on the areas covered by the foreign experts.

In order to replicate, in effect, the seminar at the prefectural level, it would be necessary to identify and rehabilitate a building in each prefecture to serve as the human rights hall. A screen, projector and satellite dish would also be needed in each location.

The human rights halls could be used later for other activities such as meetings of local human rights groups and educational seminars. The screen, projector and satellite dish could be used in the future to broadcast coverage of the International Tribunal in Arusha, which would increase the Rwandan society's sense of participation.

### Financial Summary

#### 1. Transportation

Airfare for invited experts	30,000 USD
Helicopter transport to seminar site	in-kind UNAMIR
Mini-bus	in-kind HRFOR
Salary for driver	in-kind HRFOR

#### 2. Accommodation Costs for Invited Experts

Hotel expenses (two nights in Kigali)	3,750
Hotel expenses (three nights in Gisenyi)	2,500
Per diem for two days in Kigali	1,500

#### 3. Honoraria for invited experts 30,000

(with suggestion that it be  
donated to genocide survivors  
organizations)

#### 4. Personnel

Consultants	4,000
Salary of full-time coordinator	18,000
Office assistant	5,000
Translators/Interpreters	5,000

#### 6. Cost of Seminar Location

Hall for 35 people for 3 days, plus food service (welcoming and final receptions, breakfast, tea, lunch, tea, dinner)	20,000
--	--------

7. Equipment for Seminar Secretariat

(in office of the President)

FAX machine	1,000
computer and printer	15,000
vehicle	in-kind HRFOR
photocopier	8,000
printing press	25,000
office supplies	4,000

8. Broadcasting and Replication of Seminar  
at the Prefectural Level

a. building rehabilitation for human rights halls (11)	150,000
b. video players/projectors (11)	4,000
c. satellite dishes (11)	22,000
d. generators (11)	<u>in-kind UNAMIR</u>

<b>TOTAL</b>	<b>348,750</b>
--------------	----------------

**Executive Summary of memorandum entitled**  
**"Special Tribunals/Special Laws- The Ethiopian Experience"**

1. Outline of Ethiopian experience
2. Lessons for Rwanda
3. Current and future options for Rwanda



## **Outline of Ethiopian experience**

1. Legal problems faced in Ethiopia in 1993, two years after the fall of the Mengistu regime, were similar to those of Rwanda now.

a. All arrests, of former government officials and others accused of human rights violations, were considered arbitrary because they did not comply with Ethiopian legal procedure. (No formal legal system existed when the arrests were made.)

b. There was no coordinated prosecutorial strategy.

c. There was no national body for collecting evidence and information on the human rights abuses which had occurred.

2. The creation of a Special Prosecutor's Office solved these problems.

a. It establishing a mechanism for "regularizing" the arrests. (Defendants could petition for review of the legal sufficiency of the evidence in their files.)

b. Having a central office allowed for the development of a coherent, sustainable prosecutorial strategy.

c. The office became a national body responsible for collecting information and compiling a comprehensive historical record.

3. Experience of the Special Prosecutor's Office:

a. The Special Prosecutor's Office concluded that the classical justice system could not provide an adequate response to the criminal acts of the past regime because it would have taken far too much time (over 20 years) to put on all of the necessary trials.

b. The Special Prosecutor's Office considered dividing the defendants into two groups:

(1) The top 200 to 400 officials would be tried under the Penal Code.

(3) The other 1,000 to 2,000 would be tried under a special law, the International Human Rights Law Proclamation (which provided for criminal sanctions under international human rights law).

#### 4. Criminal sanctions under international human rights law

a. The idea was to attach criminal sanctions to international human rights law which was already binding upon the state.

(1) There would be a lower burden of proof and as a result, easier and quicker trials.

(2) Consequently, there would be a much lower penalty.

(3) Defendants with a lesser degree of participation would presumably be motivated to make guilty pleas and to provide the state with valuable evidence against defendants higher up.

b. Ultimately, this idea was defeated by "hard-liners" who didn't want to see any lesser punishments.

c. **Widespread impunity has been the result.** (As of today, fewer than 50 people have been tried in Ethiopia.)

### **Lessons for Rwanda from the Ethiopian experience**

1. There are practical legal ways to rectify the problem of arbitrary arrests and detentions, that is, when the arrests were made under special circumstances.

A Special Prosecutor's office with a review procedure and/or habeas corpus proceedings can "regularize" the detentions.

2. Systematic, extensive information collection and processing is critically important for creating a coherent prosecutorial strategy.

Without having some ability to classify the defendants on rational criteria, it is virtually impossible to maximize the use of prosecutorial resources and to establish a policy on alternatives.

3. The ability of the normal legal system to respond to an exceptional situation, such as gross human rights violations by the state as in Ethiopia or genocide as in Rwanda, is very limited.

4. Without a coherent, sustainable policy on prosecutions and alternative measures, the result will be prolonged arbitrary detentions, violations of the rights of the victims and the accused, and ultimately, widespread impunity.

5. Creativity is required in order to craft a solution which balances the rights of the victims and the accused when there have been gross human rights violations by the state.

### **Current and future options for Rwanda**

1. Currently, there are three possible fora in which trials for genocide could be held:

a. the International Criminal Tribunal-- which will probably be able to try 30 to 150 people at most

b. the national court system in Rwanda-- which might under the best of circumstances be able to try 2,000 to 5,000 people

c. the national courts of other countries, e.g., Belgium, Switzerland and Canada, which have international legal obligations to try human rights criminals whom they choose not to extradite-- the number of people tried will probably be very low

2. Ideas for increasing the number of people to be tried or in some way brought to justice or held accountable for genocide:

a. Special Prosecutor's office

b. special tribunals and/or special laws

c. guilty pleas/plea bargaining

d. alternative penal institutions

e. customary law

f. Truth Commission

## SPECIFIC GENOCIDE RESPONSE INITIATIVES

1. Presidential<sup>National</sup> Commission of Inquiry to do a systematic collection and processing of information.

This project was developed by an Inter-Ministerial Working Group. Over 600 Rwandese representing the Ministry of Justice, Ministry of Defense, and Ministry of Interior collect information (conduct preliminary investigations) throughout the country. This information would be processed by a multi-relational database that would provide a comprehensive global view of the genocide and the systematic human rights abuses. This global view would allow policy-makers to make informed decisions regarding a viable governmental response to the genocide and allow prosecutors to create an efficient investigative strategy.

2. Presidential Commission to Examine Alternatives for developing an appropriate response to the genocide.

These alternatives include:

- a. Rwandese customary law,
- b. A Truth Commission with para-legal sanctions (as in Ad-hoc Commission in El Salvador),
- c. Plea bargaining/guilty pleas,
- d. Alternative detention and punishments, and
- e. Criminalization of human rights law.

This for example could lead to a multi-tiered response to the genocide could distinguish among the following categories:

- a. Leaders and planners of the genocide who are outside the country to be tried by the International Tribunal (20 people).
- b. Leaders and planners of the genocide who are in Rwanda to be tried by the regular Rwandese courts with full legal protections and punishments (2000 people).
- c. Active participants in the genocide who could be tried by special human rights tribunals which would require a lower burden of proof and mete out limited punishments (e.g., 5-10 years). This could be combined with alternative sanctions, for example work camps for building infrastructure.
- d. Participants in the genocide who admit their guilt could receive even lower sentences.
- e. Participants with limited education and limited participation, who plead guilty, could be transferred to "customary tribunals" for receiving a civil penalty meaningful to Rwandese society.

3. Seminar for Rwandese Government leaders on alternatives to the classical justice system (e.g., Truth Commissions, para-legal possibilities, and alternatives within the classical justice system).

This seminar would bring to Rwanda the top scholars and practitioners in the area of impunity for human rights abuses, for a three-day working session with Governmental leaders.

**DRAFT**

**Proposal for a Multi-Relational Database on the Genocide**

Appealing Agency: UN High Commissioner for Human Rights  
Activity: Creation of a multi-relational database  
Executing Agency: UN High Commissioner for Human Rights  
Realizing Agencies: National Legislative/Presidential  
Commission of Inquiry Into the Genocide,  
Ministry of Justice, Ministry of  
Internal Affairs, and Ministry of  
Defense/Gendarmerie  
Time Frame: June through August 1995  
Date: May 18, 1995

**Objectives**

Create a coordinated effort to systematically collect data regarding genocide which will:

1. provide national and international prosecutors the type of data that they need in order to begin focused investigations;
2. help Rwandan policy-makers develop a comprehensive strategy on how to prevent impunity for the genocide by giving them a global picture of what happened; and
3. contribute to creating a credible historical record.

**Reason for the Request**

Rwanda has recently suffered one of the most traumatic events in world history. Within the brief period of two to three months last year, between one tenth to one fifth of its population was massacred in a genocide distinguished by an extraordinarily high level of participation by the society as a whole, including its women and children. The entire governmental apparatus was used to compel active involvement by a large percentage of the adult population.

The new Rwandan government is faced with tremendous problems in its pursuit of justice and attempts to heal the Rwandan society after the enormous trauma suffered. In

order to formulate an overall policy on how to prevent impunity, including the possibility of using a multi-tiered approach with alternative justice mechanisms and sanctions, and to establish a credible historical record, the government needs comprehensive, accurate data on exactly what happened.

At present, the following governmental bodies are actively collecting data on the genocide: Ministry of Justice; Ministry of Internal Affairs; Ministry of Defense/Gendarmerie; Ministry of Rehabilitation; Ministry of Social Affairs; and the RPF's Human Rights Commission. Also, the local human rights coalition, CLADHO, as well as international NGO's have been involved in data collection. In addition, UN human rights field officers have done some research in this area.

However, there is little collaboration and no agreed-upon format. This means that there has been considerable duplication of effort and inefficiency. What is needed now is a massive, systematic, rigorous data collection project.

There are now 42,000 people in prison accused of participation in genocide but there is very little data on their cases and no practical way to utilize information on one individual, event or area in other contexts.

The sheer number of killings and the number of accused perpetrators makes prioritizing cases and creating an effective prosecutorial/investigative strategy next to impossible without effective use of modern database technology.

This process could be part of a national campaign to encourage people to come forward with information. This could help facilitate societal healing from the trauma of the genocide by giving people a forum for telling their own and their families' stories.

#### **Structure of the Project**

650 people will be employed in this project. They will be drawn from candidates chosen by the Ministry of Justice, the Ministry of Internal Affairs and the Ministry of Defense/Gendarmerie. These three ministries are the ones which are legally empowered to do genocide investigation.

600 of the personnel will be engaged in systematic data collection on the genocide. The other 50 will be employed in data entry work. The Technical Cooperation Unit of the UN Human Rights Field Operation will facilitate training.

The entire process, data collection, data entry and creation of the database, will be directed by the National Legislative/Presidential Commission of Inquiry into the Genocide, with assistance from the Technical Cooperation Unit of the UN Human Rights Field Operation. The National Legislative/Presidential Commission of Inquiry into the Genocide is a commission which is currently in the process of being set up by the National Assembly of Transition and the President's office.

The data collectors will be deployed in teams of at least two persons for each of the communes in Rwanda. Larger communes will receive somewhat larger teams. The UN human rights field officers will assist in coordination at a prefectural level. The teams will be deployed for 3 months.

The data collection teams will collect information in accordance with a form developed by the Database Committee of the National Commission. Database specialists will be available to advise this committee.

#### **Equipment Needed**

The major expense of the database project will be infrastructure. Vehicles and motorcycles, as well as computers, will be needed because the government is almost entirely lacking in resources in this area. This equipment can later be used by the three ministries involved in implementing the project (Justice, Internal Affairs and Defense/Gendarmerie).

A budget for fuel and spare parts is needed to ensure functioning of the vehicles and motorcycles. It would be advisable to have this shipped in at the same time as the motor vehicles.

#### **Financial Summary**

1. Pick-up trucks (80)	2,000,000 USD
2. 4-ton trucks (2)	80,000
3. Motorcycles, off-road (200)	800,000
4. Spare parts and fuel fund	504,000
5. Salary support (125 USD x 3 x 650)	253,750
6. Computer/database system	906,400



a. 20 computers for central database/  
data entry

b. 11 computers, one for each  
prefecture (with modem)

c. printers: 12 deskjets;  
2 laser printers

d. heavy-duty photocopiers

e. foreign experts, fixed-term  
3 months

f. foreign consultants, short-term

g. local experts and personnel

7. Office materials fund 100,000

(e.g., paper, typewriters)

**TOTAL** **4,644,150**

Ishami ry'Umuryango w'Abibumbye riharanira Amajyambere

Info: SRSG return  
L.A.  
CAD  
21-6-95  
12.

Réf : ADM/250/26  
019/95

**NOTE VERBALE**

Le Bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Kigali présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise et a l'honneur de lui demander de bien vouloir intervenir auprès des services judiciaires et pénitentiaires concernés, pour que le personnel des Agences du Système des Nations Unies au Rwanda détenus dans la Prison Centrale de Kigali puissent bénéficier, une fois par semaine, pendant les heures normales de visite, de la nourriture en provenance de leurs familles respectives. Vous trouverez en annexe la liste des personnes concernées.

Le Bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement remercie à l'avance le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Fait à Kigali, le 19 juin 1995

Ministère des Affaires Etrangères  
et de la Coopération  
KIGALI

cc: - Ambassadeur SHAHARYAR KHAN  
SRSG, UNAMIR RWANDA

- Ministère de la Justice  
KIGALI



# UN AGENCY STAFF IN DETENTION

Mise à jour le 19/06/1995

AGENCY	NAME OF STAFF MEMBER	REASON FOR DETENTION	LOCATION HELD	DATE OF ARREST	BLOCK
UNDP	Luc BIRUSHYA	Held on charges of Genocide	Kigali Prison	13/03/1995	B1
UNDP	Benoit NDEJEJE	Held on charges of Genocide	Kigali Prison	01/11/1994	B3
UNDP	Athanasie NGENDAJIMANA	Held on charges of Genocide	Kigali Prison	26/03/1995	B3
UNDP	Prosper GAHAMANYI	---	Kigali Prison	12/04/1995	B7
WFP	Pascal SEBYATSI	---	Kigali Prison		B3
UNICEF	Vincent HABINEZA	Held on charges of Genocide	Kigali Prison	25/08/1994	B2
UNICEF	Eliezer CYIMANIZAMYE	Held on charges of Genocide	Kigali Prison	20/04/1994	B10
UNICEF	Aloys BYUNGURA	Possession of an illegal fire (a machine gun)	Muhima Brigade	04/04/1995	
UNICEF	Cloilde NDAGIJIMANA	Held on charges of Genocide	Rucare Prison	14/04/1995	
UNHCR	Charles NGENDAJIMANA	Held on charges of Genocide	Gikongoro Prison	January 1995	
UNHCR	Jean Christostome MUVURUYI	Held on charges of Genocide	Gikongoro Prison	January 1995	
UNHCR	Jean Bosco RWAGAJU	Held on charges of Genocide	Gikongoro Prison	January 1995	
UNHCR	Mathieu NSENGIYAREMYE	Held on charges of Genocide	Cyangugu Prison	12/02/1995	
UNHCR	Jean Marc ULIMUBENSHI	Held on charges of Genocide	Cyangugu Prison	November 1994	
UNAMIR	Alfred RUSIGARIYE		Kigali Central Prison		B2
UNAMIR	Alfred NSINGA		Kigali Central Prison		B2

Send to SRSG marked 'urgent' - hand delivery + telephone  
(11004) (11004) (11004) (11004) (11004) (11004) (11004) (11004) (11004) (11004)

UNITED NATIONS  
HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS  
FIELD OPERATION IN RWANDA



NATIONS UNIES  
HAUT COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME  
OPERATION SUR LE TERRAIN AU RWANDA

Human Rights Field Office  
Kigali

17 May 1995

File 1000

Mr Babacar Cissé  
UNDP Resident Representative, a.i.  
Kigali

The difference of approach  
between HRFOR and UNDP has  
worse. Something has to be done. P. Enescu.  
ED  
LA

Dear Mr Cissé

**UNDP PROJECT RWA/95/007: SUPPORT FOR THE REHABILITATION OF THE JUSTICE SYSTEM, PHASE II**

I am deeply concerned at the lack of progress with the joint project on the rehabilitation of the justice system in Rwanda, which UNHRCFOR is carrying out in cooperation with UNDP.

You will recall that on 30 April 1995, the Chief of the Centre for Human Rights's Technical Cooperation Branch in Geneva, Mr Jamal Benomar, held meetings in Kigali to discuss the project with the Minister of Justice and his Chef de Cabinet, as well as with representatives of UNDP. Following these meetings an agreement was reached with all parties involved, including UNDP. Your officials agreed to incorporate the changes agreed upon during these meetings into the project document which had been given to the Minister of Justice on 20 April 1995. A revised copy was to be handed to the Minister. This final agreement was, I would emphasise, the culmination of over three months of discussions.

On 3 May 1995, the Minister presented the up-dated project document to a donor meeting organised by UNDP. The document had been changed by UNDP from that agreed on 30 April. Two days later, UNDP met with our Technical Cooperation Unit and told them that DDMS was going to subcontract Citizens Network to contract and deploy the foreign legal professionals. (I understand that Citizens's Network has subsequently decided not to participate). On 10 May, 1995, HRFOR was sent a note which was supposed to serve as a basis for the final arrangements between the partners which included UNDP's changes to the project document. This document speaks of a budget of US\$ 2.9 million and is significantly different from the agreed project document.

While I appreciate that you are operating under some organisational requirements, I am nonetheless concerned that we appear to be rapidly losing ground. An agreement was reached after months of negotiation and I am at a loss to understand why changes were subsequently made at all and certainly why they were made without prior consultation. If, as I understand it, the document must be divided into two in order to meet UNDP New York's regulations, then it would seem a simple matter to create two parts based on the agreed document. I would suggest that the first part includes the portion related to infrastructure and the second

the parts related to personnel. As presently envisaged, UNDP's document unnecessarily complicates matters and will likely seriously jeopardise the successful implementation of the project.

I am requesting as a matter of urgency to avoid further unnecessary delay, that UNDP returns to the agreed project document and begins immediate implementation according to the modalities defined by HRFOR.

Yours sincerely

William Clarence  
Chief, HRFOR

cc UNHCHR, Geneva

PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT




UNITED NATIONS  
DEVELOPMENT PROGRAMME

PNUD / UNDP  
KIGALI  
RWANDA

B.P. 445 KIGALI

Phone : 250 75381 Fax : 250 76263

FAX MESSAGE

TO :	Mr. Ambassador, Mr. Representative, Mr. Chief of Mission, Mr. Delegate	Date :	27 April, 1995
		Nr of pages :	1
		File :	PRO RWA\95\003
From :	 Sukehiro Hasogawa Resident Representative	Draft by :	Lorenzo J. Jimenez de Luis
		Account to debit :	UNDP

FAX NR: MISC. 291

I regret to inform you, that at the request of the Ministry of Justice, the meeting on "Support to the Rehabilitation of the Judicial System" planned for Friday, 28 April, 1995, has been postponed until next Wednesday, 3rd May, 1995, at 09.00 a.m..

We apologize for any inconvenience that this may have caused you.

Best regards,

cc: LA

PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT



UNITED NATIONS  
DEVELOPMENT PROGRAMME

PNUD / UNDP  
KIGALI  
RWANDA

B.P 445 KIGALI  
Phone : 250 75381 Fax : 250 76263

### FAX MESSAGE

IN 1272

<b>TO :</b> Mr. Ambassador, Mr. Representative, Mr. Chief of Mission, Mr. Delegate	<b>Date :</b> April 20, 1995  <b>Nr of pages :</b> 1  <b>File :</b> PRO RWA\95\003
<b>From :</b> <u>Sukehiro Hasegawa</u> Représentant Résident	<b>Draft by :</b> Lorenzo J. Jimenez de Luis  <b>Account to debit :</b> PNUD

FAX NR: \_\_\_\_\_

I regret to inform you that the meeting on "Support to the Rehabilitation of the Judicial System" planned for Friday, 21 April, 1995, has to be postponed until next Friday, 28 April, 1995, at 10.00 a.m., for technical reasons.

I apologize for this late notice and any inconvenience that this may have caused you.

Best regards.

*Pl. note  
I shall go ✓*

*S. Lauer*

*⊗ postponed again, to  
Wednesday 3 May 95 lke*

*PASS*

Ishami ry'Umuryango w'Abibumbye riharanira Amajyambere

Kigali, le 17/04/95

JUSTICE  
N° 177

Monsieur l'Ambassadeur,  
Monsieur le Représentant,  
Monsieur le Consul,  
Monsieur le Chef de Mission,  
Monsieur le Délégué,

**OBJET :** Appui à la Réhabilitation du Système de la Justice

Dans le cadre de la coordination de l'assistance extérieure pour la réhabilitation du système de la justice, j'ai le plaisir de vous inviter à une réunion ce vendredi 21 avril 1995 à 10:00 heures à la salle de conférence du PNUD.

Cette réunion a pour but d'une part, de présenter une proposition de structure de coordination de l'assistance étrangère dans ce secteur et de recueillir vos points de vues sur cette structure et d'autre part, de présenter le plan d'opérationnalisation pour la venue des magistrats étrangers.

Veuillez agréer, Messieurs les Ambassadeurs, Messieurs et Madame les Représentants, Consul, Chef de Mission, et Délégués, l'expression de ma franche collaboration.

  
Sukehiro HASEGAWA  
Représentant Résident

Son Excellence Monsieur August Hamel  
Ambassadeur d'Allemagne - KIGALI

Son Excellence Monsieur Frank de CONINCK  
Ambassadeur de Belgique - KIGALI

Monsieur Claude LATULIPPE  
Conseiller et Consul du Canada  
KIGALI

Son Excellence Monsieur David RAWSON  
Ambassadeur des Etats Unies  
KIGALI



LA may pl. attend.  
See.  
19.4  
Meeting cancelled  
KSC  
21/4



*Son Excellence Monsieur Jacques COURBIN*  
*Ambassadeur de France*  
KIGALI

*Monsieur Van LOOSDRECHT*  
*Représentant des Pays-Bas*  
KIGALI

*Madame Lilian WONG*  
*Représentant Diplomatique de la Grande Bretagne*  
KIGALI

*Docteur Kurt REINEGER*  
*Chef de Mission, Ambassade de Suisse*  
KIGALI

*Monsieur Robert SCHRIEWER*  
*Chef de la Mission de Coopération Belge*  
KIGALI

*Monsieur Myron GORDEN*  
*Directeur de l'USAID - KIGALI*

*Son Excellence Monsieur Shaharyar KHAN*  
*Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies*  
KIGALI

*Monsieur Randolph KENT*  
*Représentant UNREO - DIIA - KIGALI*

*Monsieur William CLARENCE*  
*Représentant du Haut Commissaire au Droits de l'Homme*  
KIGALI

*Monsieur Julio GAMBA*  
*Représentant de la Banque Mondiale*  
KIGALI

*Monsieur Roman URASSA*  
*Délégué du HCR - KIGALI*

*Monsieur Jean-François SANGSUE*  
*Chef de Délégation du CICR*  
KIGALI

*Monsieur Jean-François BONIN*  
*Représentant ACCT - Mille Collines KIGALI*

*Madame Jeanne-Marie COL*  
*DDSMS - NEW YORK*



Isihami ry'Umuryango w'Abibumbye riharanira Amajyambere

**URGENT**

Kigali, le 24/03/1995 .

RWA/95/003  
N° 140

Monsieur le Ministre,

Objet: RWA/95/003 "Programme d'Appui à la Réhabilitation du Système de la Justice.  
Réunion d'examen de projet.

J'ai le plaisir de vous inviter à vous faire représenter à une réunion portant sur l'examen du Document de Programme susmentionné qui se tiendra le jeudi 30 mars 1995 à 15:00 heures à la salle de Conférence du PNUD. Vous trouverez en annexe le document en question.

Les Bailleurs de fonds, les organisations et ONG, ainsi que les ministères techniques qui me l'ont en copie sont priés de se faire représenter à cette réunion compte tenu de l'ampleur et de l'intérêt suscité par ce domaine d'intervention.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

*Latou should accompany me p1*  
*Sue*  
*293.*

*S. Hasegawa*  
Sukehiro HASEGAWA  
Représentant Résident

Monsieur le Ministre du Plan  
KIGALI

S/C et CC: Monsieur le Ministre des Affaires  
Etrangères et de la Coopération  
KIGALI.

CC: Monsieur Alphonse Marie NKUBITO  
Ministre de la Justice  
KIGALI.

Son Excellence Monsieur l'ambassadeur de Suède  
NALIN

*Attended*  
*in*  
*21.3*

*Latou*



*Son Excellence Monsieur August HUMMEL  
Ambassade d'Allemagne  
KIGALI.*

*Son Excellence Monsieur Jacques COURBIN  
Ambassade de France  
KIGALI.*

*Son Excellence Monsieur Shunsuke HORIUCHI  
Ambassade de Japon  
NAIROBI.*

*Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Espagne  
NAIROBI.*

*Monsieur Michael ZELETZKI  
Consul Général Honoraire d'Autriche  
KIGALI.*

*Monsieur Pierre Antonio COSTA  
Consul Honoraire d'Italie  
KIGALI.*

*Monsieur Robert SCHRIEWER  
Chef de Mission de Coopération Belge  
KIGALI.*

*Monsieur VAN LOOSDRECHT  
Représentant des Pays-Bas  
KIGALI.*

*Monsieur Claude LATULIPPE  
Conseiller et Consul du Canada  
KIGALI.*

*Madame Lilian WONG  
Représentant Diplomatique de la Grande Bretagne  
KIGALI.*

*Monsieur Kurt REINER  
Chef de Mission  
Ambassade de Suisse  
KIGALI.*

*Monsieur Achim KRATZ  
Envoyé Spécial de la Commission  
des Communautés Européennes  
KIGALI.*

*Monsieur Myron GORDEN  
Directeur de l'USAID  
KIGALI.*

Monsieur Shaharyar KHAN  
Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies  
KIGALI.



Monsieur William CLARENCE  
Chef des Opérations, Centre des Droits de l'Homme  
KIGALI.

Monsieur Randolph KENT  
Coordinateur de l'Assistance Humanitaire (UNREO)  
KIGALI.

Monsieur Julio GAMEA  
Représentant Résident de la Banque Mondiale  
KIGALI.

Monsieur Roman URASA  
Délégué du HCR  
KIGALI.

Monsieur Jean François SANGSUE  
Chef de Délégation du CICR  
KIGALI.

Madame Caroline PETIAUX  
Représentante de Citizen Network  
KIGALI.



UNITED NATIONS  
HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

**PROGRAMME OF TECHNICAL ASSISTANCE  
IN HUMAN RIGHTS FOR RWANDA**

(SHORT-TERM ADMINISTRATION OF JUSTICE PROPOSALS)

*Lauren R  
Sum  
11/2*

**ROUND TABLE CONFERENCE**

**18 - 19 JANUARY 1995  
GENEVA**

## I. EXECUTIVE SUMMARY

1. The country of Rwanda has been devastated by war and massive violations of human rights. As a result, both the physical institutions of Government as well as principles of human rights have been destroyed. In rebuilding civil society and in creating the atmosphere of stability in which Rwandese displaced persons and refugees will return to their country and homes, a special emphasis has to be given to establishing human rights principles in the framework of the administration of justice.
2. To provide this support, a programme of technical assistance to emphasize human rights in the administration of justice can be created. In order to achieve some immediate results and improvements, such a programme must consider and include provisions to address shorter-term, as well as longer-term, problems. Addressing these different but inter-related goals will provide the most assistance possible, in the shortest time, and with the most efficient use of resources.
3. The United Nations High Commissioner for Human Rights has established a human rights field operation in Rwanda. Together with the resources of the High Commissioner's Office in Geneva, this field operation can provide the structure and personnel to coordinate all human rights programmes in Rwanda, including those directed at technical assistance for the administration of justice. Using the coordination abilities of the High Commissioner's Office will ensure that important needs of Rwanda are not neglected.
4. The elements for a successful shorter-term programme include providing Rwanda with assistance to review and process the 15,000 or more cases of those being detained for human rights and other violations, to provide humane treatment to those being incarcerated while their cases are being reviewed, to implement mechanisms in which property and other civil disputes among Rwandese can be peacefully resolved, to train a civilian police force in human rights principles, and to provide human rights education material to the schools and mass media.
5. Longer-term projects would consist of the renovation and rehabilitation of judicial and law enforcement buildings and equipment, the establishment of training for attorneys and magistrates and other legal personnel, the revision of Rwandese law to conform with international human rights instruments, and the establishment of governmental and non-governmental institutions for the protection of human rights.
6. To accomplish the shorter-term objectives, both financial support and expert personnel will be required. A total of some US\$ 4.83 million and the recruitment of over fifty legal, police, and prison administration experts will be needed to establish an effective programme, which can in a relatively short time provide meaningful improvements in human rights protection.

This rule, along with the loss of personnel, makes it impossible for the Government of Rwanda to resolve its many judicial issues without substantial assistance from donor countries.

**b. Judicial Buildings and Equipment Have Been Destroyed**

11. An additional problem is the lack of infra-structure and support for judicial and law enforcement personnel. Buildings, files, word processing equipment, furniture and other support facilities have been destroyed or damaged. Basic items, such as vehicles, typewriters and file cabinets, which every country's judiciary and police take for granted, do not exist. Electrical and communications systems have been disrupted. So, there are far fewer than needed people, places, and things to support the administration of justice.

**c. Prisons Are Overcrowded With Cases Which Cannot Be Reviewed**

12. Without having any of its basic personnel or support needs being met, the Rwandese system of justice has to deal with over 15,000 people who have been jailed on various charges of human rights and other violations. The central jail in Kigali is approaching 6000 inmates (it was built in 1930 to house 2000); the Butare facility, built for 1200, holds more than 3000; the Gitarama prison, built for less than 1000, now holds over 2500; there are a dozen more regional jails and an unknown number of small facilities used by the Rwandese Patriotic Army (RPA) to house detainees.

13. The conditions in prisons cannot be described sufficiently. In Kigali, the lack of adequate food, hygiene, and sanitation create conditions in which a handful of people die in jail every day. Yet, the prison populations will continue to grow, without there being any process by which cases can be sorted out.

14. Evidence available against people being jailed varies greatly between those who have confessed involvement in massacres to those who are being held on the basis of speculative hearsay, sometime the word of a neighbour making an accusation for ulterior motives (i.e., to obtain that person's house or farm). No matter what the quality of evidence, very few cases or dossiers can be processed because of the lack of personnel, files, and other equipment.

**d. No Mechanism to Resolve Property and Other Civil Disputes Exists**

15. In addition to the thousands and thousands of criminal dossiers which need to be processed are the thousands of civil claims (mostly property disputes) which also inhibit the return of Rwandese to their homes. In numbers which are difficult to substantiate, Rwandese who return are often finding their homes and farms occupied by their neighbours, by strangers, and even by refugees who fled Rwanda during wars now ten to fifteen years old. There is no current process for a returning Rwandese to make claim to his or her property. At present, the person can seek the intervention of the préfet or bourgmestre or RPA official in the area. These officials are not trained to

20. The activities described in this proposal, which will be coordinated by the Office of the High Commissioner for Human Rights, focus on the shorter-term solutions to rebuild civil society in Rwanda and to encourage the voluntary return of Rwandese to their country. It has the added benefit, however, of creating an infra-structure which will support longer-term programmes and efforts. In addition, as the Office will become the clearinghouse for technical assistance programmes, it can ensure that longer term efforts use the personnel, facilities, and gains made by the shorter-term agenda.

21. As just one example of this programme coordination, in November 1994, the Board of Trustees of the Voluntary Fund for Technical Cooperation in the Field of Human Rights decided to give immediate assistance to the Rwandese Ministry of Justice, while waiting for additional programmes to be implemented. This assistance, in the form of six experts for the Direction of Penitentiary Services, the Direction of Legislation and Administration, and the Division of Judicial Police, has been taken into account and incorporated into this programme.

22. General categories for technical assistance to Rwanda for the administration of justice can be placed in these shorter- and longer-term categories:

**a. Shorter-Term Projects**

- (1) review of criminal cases of those being detained
- (2) improvements in prison administration
- (3) establishment of civil dispute resolution mechanisms
- (4) recruitment of and training for civilian police
- (5) support for supplementary dispute resolution mechanisms
- (6) restoration of some infra-structure and equipment to support shorter-term projects
- (7) introduction of human rights materials in the media and education programmes.

**b. Longer-term Projects**

- (8) support for establishment of bar associations, human rights commission, and NGOs
- (9) training and education for law enforcement, judiciary, and legal personnel



charges of human rights violations, and the third unit would provide technical assistance, especially to the administration of justice.

26. The High Commissioner's HRFOR, working with staff in his office in Geneva (the Centre for Human Rights), established this structure, which provides an ideal means to provide technical assistance and to coordinate such efforts and programmes. Against a total goal of up to 147 human rights officers, there already are over 80 such officers working in the field operation. A special Technical Cooperation Unit has been created, staffed with individuals with UN, academic, NGO, and field experience in technical assistance programmes. This Unit coordinates with the Technical Cooperation Branch of the Centre for Human Rights in Geneva and with ten to fifteen human right field offices which have been or soon will be established in the various prefectures of Rwanda.

#### **IV. A SHORT-TERM PROGRAMME OF ASSISTANCE FOR RWANDA**

27. There are seven separate needs to be addressed in any short term programme: (a) assistance to review criminal cases of those being detained; (b) improvements in prison administration; (c) creation of a system or resolve civil and property disputes; (d) implementation of police training; (e) establishment of supplementary dispute resolution mechanisms by local Rwandese authorities; (f) restoration of some infra-structure and equipment to support shorter-term projects; and (g) introduction of human rights materials in the media and education programmes.

28. This shorter-term programme can provide the structure to support the longer-term efforts described above. As some examples of this programme integration, the experts recruited for the shorter-term assignments may chose to stay to develop the longer-term training in each of their disciplines. The magistrates, judges, and other legal personnel recruited may become the advisors on the revision of Rwandese law. Any equipment and building restoration obviously will assist and make that much less the equipment and building restoration required for longer-term projects.

##### **a. Processing Charges Against Those Being Detained**

29. While it may be unrealistic to begin full trials or other adjudications of 15,000 or more people being incarcerated, it is not unrealistic to review the dossiers of and evidence against this many people in a short period. To do this, the following steps will be required, all to be undertaken by or with the Government of Rwanda:

- (1) the experts supported through the Voluntary Fund and the Technical Cooperation Unit of the HRFOR will help establish criteria for what constitutes "probable cause" or "reasonable cause" to believe that a person committed a punishable offense;

the Technical Cooperation Unit of the HRFOR and Rwandese officials to establish the criteria by which a person can prove his or her claim to property;

(2) use of an existing Rwandese legal document or creation of a new certificate will be decided so that a tribunal can issue its ruling in a manner which will be recognized by local and other officials as the official decision of property ownership;

(3) 15 to 20 magistrates/judges to make up panels of 3 with Rwandese magistrates to hear civil disputes will be recruited; and

(4) those recruited and the Rwandese counterparts will create a process, schedule, and location(s) for hearing cases.

**d. Create and Train an Interim Civil Police Force**

32. An atmosphere of law and order (and stability) is hard to achieve without the establishment of some non-military police force. Such a force, in turn, also would be useful in assisting with the investigations of the cases of those being detained and to carry out the decisions rendered in property disputes. To accomplish this within the time frame, the proposal will include:

(1) use of the experts supported through the Voluntary Fund and the Technical Cooperation Unit of the HRFOR to work with the United Nations Assistance Mission in Rwanda (UNAMIR) in the current training programmes to establish a corps of civilian police;

(2) establishing a process for additional training of Rwandese officials to become police officers; and

(3) recruitment of five other experts in police training and deployment to assist in the creation of a core police force in each prefecture;

(4) the provision of sufficient vehicles and other equipment to establish civil police patrols in each prefecture; and

(5) the solicitation of salary contributions for such a civil police force.

**e. Establishment of Supplementary Dispute Resolution Mechanisms**

33. Rwandese society always has included local dispute resolution. Local mediation and conciliation, through the *gacaca* system should become part of the efforts for the administration of justice. This system relied on village "wise persons" to whom parties in a dispute deferred. This local mechanism cannot substitute for courts in the most serious criminal cases which exist. However, it might be able to supplement dispute resolution in civil and property disputes.

down as follows:

**PERSONNEL**

Recruitment of legal professionals for criminal case review (20)	-	US\$ 1,200,000
Recruitment of prison admin. experts (5)	-	US\$ 180,000
Recruitment of civil magistrates (20)	-	US\$ 1,200,000
Recruitment of police training experts (5)	-	US\$ 180,000

**SALARY SUPPORT**

Salary support for Ministry of Justice	-	US\$ 450,000
Salary support for Other Ministries	-	US\$ 250,000

**MATERIAL**

Prison and prisoner equipment and supplies	-	US\$ 75,000
Database equipment for prison registry	-	US\$ 10,000
Vehicles and maintenance	-	US\$ 400,000
Computer hardware and software	-	US\$ 31,000
Office equipment and files	-	US\$ 10,000
Training materials and publications	-	US\$ 25,000
Other publications and written materials	-	US\$ 25,000
Building and furniture renovation and costs	-	US\$ 690,000
Radio, education material production costs	-	US\$ 10,000

---

TOTAL (excl. programme cost)		US\$ 4,836,000
------------------------------	--	----------------

Ishami ry'Umuryango w'Abibumbye riharanira Amajyambere

RWA/95/003  
N° 127

Kigali, le 17 Mars 1995

This is a second  
page here (key on  
English copy)

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

Leton R. 213

Objet: RWA/95/003 - Projet d'appui à la réhabilitation du système de la Justice :  
Document de projet.

J'ai le plaisir de vous faire parvenir le document de projet RWA/95/003 susmentionné dûment  
signé au nom du Gouvernement Rwandais et du PNUD.

Afin de faciliter le démarrage rapide des activités prévues dans ce cadre, j'aimerais faire à  
nouveau référence à la requête du Ministère de la Justice concernant le concours de vos ingénieurs  
pour les travaux de réhabilitation et de mise sur pieds de structures carcérales. A ce propos une  
première réunion de concertation aura lieu prochainement sous les auspices du Ministère de la  
Justice.

Je vous prie d'agréer, Excellence Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma haute  
considération.

  
Sukehiro HASEGAWA  
Représentant Résident

Excellence Monsieur l'Ambassadeur  
MINUAR - KIGALI

CC : Général TOUSIGNANT  
Commandant en Chef  
MINUAR - KIGALI

21/3/95

They have an initial  
draft in English - once  
it has been finalised,  
they will send a copy  
of it to you.

Thanks

KMC



# PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

## DOCUMENT DE PROJET

Numéro du Projet : RWA/95/003/A/91/99

Titre du Projet : Appui à la Réhabilitation du système de la Justice

Secteur : Logement et Infrastructure (0920)

Durée du Projet : 6 mois

Date prévue de démarrage : 1 mars 1995

Organisme Gouvernemental chargé d'exécution: Ministère de la Justice

Agences de Coopération : Opération sur le terrain du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme (UNHCDH), UNAMIR et CICR.

Apport du PNUD : 980,000 \$ US (Trust Fund)

Contribution du PNUD et des coûts		
PNUD:		
CIP:	-	\$
Autres:	-	\$
Trust funds:	980,000	\$
Partage des coûts:		
Gouvernement:	-	\$
Institutions financières:	-	\$
Partie tierce:	-	\$
Total:	980,000	
SAO:		
CIP:	-	\$
Autres:	-	\$
Engagement pour Investissement		

### Description Succincte:

Afin de rendre les instances juridiques fonctionnelles rapidement, le projet vise, d'une part, la réhabilitation minimale des Parquets, Prisons, Cour d'Appel et Tribunaux de 1ère Instance et de Cantons, et d'autre part, à doter ces instances du matériel nécessaire à leur bon fonctionnement. Il vise également l'amélioration des conditions de détention des prisonniers par le désengorgement des pénitenciers de Kigali, Butare et Gitarama.

Au nom : Nom/Titre

Du Gouvernement : DIRARA  
Ministre du PLAN

Du PNUD

Isike  
Rep



Date

9.3.1995

9.3.1995

## I. CONTEXTE

Les événements dramatiques qu'a connus le Rwanda récemment ont abouti à la destruction quasi-totale de l'Appareil Judiciaire pré-existant. Les estimations du Ministère de la Justice montrent que seuls sont disponibles moins de 20 % des juristes de formation d'avant guerre. La majorité sont réfugiés ou encore ont été tués. Ce manque en personnel de formation juridique se fait d'autant plus ressentir que l'ensemble de l'infrastructure du système judiciaire a été endommagé ou encore volé, d'où la nécessité immédiate de le réhabiliter et de le rendre fonctionnel.

Aujourd'hui, la situation au Rwanda en matière de justice est préoccupante. Sur les 17 prisons existantes avant la guerre, seulement dix fonctionnent actuellement et leur situation est précaire. La prison centrale de Kigali compte plus de 7000 détenus alors qu'elle a la capacité officielle d'en recevoir un maximum de deux milles. Moins d'un mètre carré est donc alloué par détenu. La prison de Gitarama comprend 4500 prisonniers alors qu'elle a une capacité officielle de 750. Il en va de même pour la prison de Butare qui contient 4.500 prisonniers, alors que sa capacité est de 1.000 détenus. Dans l'ensemble, le nombre de prisonniers est évalué à plus de 23.000 détenus et va en augmentant. Or la réhabilitation ou l'extension des centres de détention existant ne constituerait qu'une solution partielle et nettement insuffisante, car en toute évidence les capacités d'accueil dans ce cas ne peuvent créer que quelques centaines de places de plus. Au vu de l'urgence de la situation, la seule solution est l'ouverture immédiate de nouveaux centres de détention. Ces derniers seraient naturellement sous la responsabilité du Gouvernement Rwandais. La capacité prévisionnelle de ces nouveaux lieux de détention ne devrait pas aller en dessous de 30.000 personnes eu égard à une situation conjoncturelle.

Les magistrats instructeurs qui ont la charge de la prison centrale de Kigali sont au nombre de sept, y inclus le Procureur de la République. Le nombre de dossiers à traiter constitue une charge impossible compte tenu du peu de moyens dont disposent ces magistrats. Les Parquets ne disposent pas de véhicules pour faire les enquêtes sur le terrain, ni d'appareils photographiques pour l'identification des prévenus ni de machines à écrire pour la rédaction des procès-verbaux. Bref, l'institution judiciaire n'est pas à même de mener à bien les enquêtes dans des conditions acceptables au regard des normes nationales et internationales des droits de l'homme.

## II. JUSTIFICATION DE L'ASSISTANCE

En réponse à la requête du Gouvernement Rwandais d'assistance pour la réhabilitation du système de la Justice, une mission conjointe d'experts a été organisée sous les auspices du PNUD et du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies en

décembre 1994. Face aux besoins criants de ce secteur, la mission a dégagé outres les solutions de long terme, des solutions à court terme et de portée immédiate, il s'agit notamment des actions suivantes:

**Les actions de court terme:**

1. Réhabilitation des bâtiments endommagés et approvisionnement en matériel de bureau et de fonctionnement pour les cours, parquets et autres administrations judiciaires .
2. Appui au système carcéral pour améliorer le traitement des prisonniers.
3. Recrutement de Juges de pays étrangers à système juridique compatible pour assister le gouvernement et former de nouveaux juges.
4. Appui au Ministère de la Justice par la mise à disposition de conseillers auprès des quartiers généraux.
5. Appui aux organisations du système judiciaire telles que le Barreau et le Conseil Supérieur de la Magistrature.
6. Appui aux procureurs et à la police judiciaire enquêtant sur les suspects détenus en prison en attendant d'être jugés.
7. Appui à la police judiciaire dans le cadre de ses activités et promotion d'une police équitable pour redonner un sentiment de sécurité à la population.
8. Etude de mécanismes permettant de trouver des solutions alternatives au litiges, ainsi que des solutions traditionnelles lorsqu'elles sont applicables.

En accord avec le Gouvernement, le projet actuel vise des actions à portée immédiate, principalement à travers les deux premières interventions de réhabilitation et d'amélioration des conditions des détenus.

Deux axes stratégiques par conséquent sous-tendent ce projet :

1. Renforcer la capacité des instances judiciaires Parquets, Tribunaux de première instance et Cantons, à mener à bien les enquêtes juridiques en leur attribuant les moyens nécessaires pour remplir leurs fonctions.
2. Améliorer les conditions de détention et la gestion des services pénitentiaires, notamment grâce au désengorgement des prisons sous la responsabilité du Ministère de la Justice.

Les Parquets ainsi que les Tribunaux de première instance se trouvent à l'heure actuelle dans une situation de blocage. Le travail est rendu impossible par manque de personnel qualifié et manque de matériel minimum nécessaire pour leur permettre de fonctionner. Or, le Parquet est l'institution chargée d'enquêter et de mettre en accusation les responsables du génocide. Le manque de ressources du Procureur de la République empêche la conduite systématique des enquêtes, créant ainsi des difficultés quant à la détermination des affaires prioritaires à traiter et permettant par la même occasion, la pratique de procédures illégales d'arrestation et de détention.

Les conditions de détention dans les établissements carcéraux sont déplorables. Les détenus sont entassés dans le plus grand dénuement et les conditions alimentaires, hygiéniques et sanitaires quasi-inhumaines créent un terrain favorable à la propagation de la dysenterie et du paludisme. Dans ces conditions, nous pouvons constater un taux de mortalité alarmant dans les prisons les plus surpeuplées. D'où l'importance d'ouvrir rapidement de nouveaux lieux de détention qui recevront entre autres une grande partie des prisonniers de Kigali, Butare et Gitarama.

### III. ASSISTANCE EN COURS ET PROGRAMMÉE

L'*USAID* a engagé 450,000 \$ US pour l'achat de matériel pour l'Administration Centrale du Ministère de la Justice et les Parquets. Cette assistance comprend notamment des véhicules et ordinateurs. Le Gouvernement des Etats Unies entend accordé une aide de 4 millions de dollars pour le système de la justice. Une mission est attendue le 15 mars. Elle va aider le Ministère de la Justice à définir ses besoins.

*La Coopération canadienne et la Coopération Belge*, en coopération avec *l'Union européenne* ont déjà accordé une assistance pour le paiement des salaires des fonctionnaires du Ministère de la Justice pour une période de 2 mois ainsi que pour l'alimentation des prisonniers (distribution effectuée par le PAM) et quelques travaux de reconstruction. Cette assistance devraient être renouvelée pour les quatre premiers mois de l'année 1995. Une mission canadienne se rendra à Kigali du 02 au 26 mars 1995 pour déterminer l'action à entreprendre et les fonds nécessaires.

*La Coopération Belge* entend également accroître son soutien aux centres pénitentiaire par notamment la fourniture de médicaments et de nourriture ainsi que d'une assistance juridique pour les détenus. Elle entend étudier quelles sont les possibilités pour les détenus d'effectuer des travaux, et également appuyer l'appareil judiciaire par la mise à disposition de magistrats internationaux pour les instances juridiques. (cette assistance sera détaillée ultérieurement). Un expert en législation et gestion de l'administration fourni un appui institutionnel actuellement au Ministère de la Justice.



Le *Gouvernement Allemand* a alloué une somme de 26,000 \$ US au Ministère de la justice pour l'aider à évaluer la situation dans laquelle se trouve l'Appareil judiciaire.

Le *Gouvernement français* apportera un appui à l'appareil judiciaire par la mise à disposition de magistrats pour un montant d'environ 600,000 \$ US, ceci par l'entremise de l'ACCT. Le Gouvernement Français va également appuyer le Ministère de la Justice en matière de documentation et dans le domaine de la formation.

Le *Gouvernement Hollandais* sur les 30 millions de dollars américains accordés au Gouvernement Rwandais 15 millions seront utilisés pour le Trust fund et 15 autres millions pour la Coopération Bilatérale dont 5 millions réservés pour le secteur de la Justice.

Le *Gouvernement de Norvège* entend réhabiliter, dans la préfecture de Cyangugu, le Tribunal de 1ère instance et le Parquet de la République.

L'*UNICEF* a engagé 500,000 \$US afin de mettre sur pieds des facilités de détention pour les juvéniles et faciliter l'élaboration du code juridique pour les mineurs.

Le *Gouvernement de Grande Bretagne* entend apporter une assistance au Tribunal International de 200 000 £ pour la mise à disposition de procureurs.

La *Police Civile de la MINUAR* est engagée dans la formation des Gendarmes. En juin 1995, environ 450 gendarmes seront formés.

La *MINUAR* mettra à la disposition du Gouvernement des ingénieurs civils afin d'appuyer les travaux de réhabilitation.

*Citizens Network* assure pendant trois mois la formation de 150 Inspecteurs de Police Judiciaire, celle-ci prendra fin aux environs du mois d'avril 1995.

#### IV. COORDINATION DE L'ASSISTANCE

Ce projet s'insère dans le cadre des priorités énoncées par le Gouvernement Rwandais lors de la Conférence de la Table Ronde tenue à Genève en janvier 1995. Il participe aux efforts de réhabilitation de l'appareil et du système judiciaire rwandais.

Le Ministère de la Justice, chargé de son exécution et par ailleurs responsable de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de justice, assurera la parfaite coordination de cette intervention avec celles en cours et/ou à venir d'autres donateurs.

#### V. STRATEGIE ET MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le Gouvernement est mis à contribution dans l'exécution du projet afin de permettre une responsabilisation nationale. Le Gouvernement est responsable vis-à-vis du PNUD de l'obtention des résultats et de l'utilisation efficace des ressources que les Pays-Bas ont confié à la gestion du PNUD.

Selon l'accord PNUD/DHA et en vue d'en informer le Gouvernement Hollandais, le PNUD transmettra périodiquement un rapport d'avancement sur les activités et les dépenses engagées sur ce projet à la Division des Affaires Humanitaires (DHA).

Ce projet sera exécuté principalement par le gouvernement rwandais avec l'assistance technique du Centre des Droits de l'Homme au Rwanda en ce qui regarde le volet du renforcement de la capacité des instances juridiques, et celle du Comité International de la Croix Rouge en ce qui concerne le deuxième volet d'amélioration des conditions de détention et de la gestion des services pénitentiaires. En outre, la MINUAR est disposée à fournir au gouvernement un appui technique et matériel notamment pour la mise en place de périmètres de sécurité et pour le transfert des prisonniers.

En conformité avec les normes humanitaires applicables aux personnes détenues ou privées de liberté, le comité international de la Croix-rouge (CICR), de par sa nature, ce mandat, son expérience et sa capacité à vérifier les besoins spécifiques du milieu carcéral, assume la tâche du contrôle des conditions matérielles et psychologiques de détention y compris le traitement réservé aux détenus enfin qu'ils soient conformes aux exigences d'un traitement humain et aux normes prescrites. Ainsi le CICR poursuivra ses activités traditionnelles en matière de détention tant dans les lieux de détention existants que dans les lieux qui seraient ouverts.

## VI. OBJECTIFS, PRODUITS ET ACTIVITES

### OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT

Rétablir la confiance envers le système judiciaire en appuyant la mise sur pied d'un système judiciaire efficient, transparent et qui soit apte à engager les procédures légales adéquates.

#### OBJECTIF IMMEDIAT 1 :

Renforcer la capacité des instances juridiques (Parquets, Tribunaux de premières instances et Cantons, Cour d'Appel) à démarrer leurs activités et à effectuer leur travail d'enquêtes judiciaires au sein des dix Préfectures du Rwanda.

PRODUIT 1 : Les bâtiments du Parquet, Cour d'Appel, des Tribunaux de premières Instances et de quelques cantons sont réhabilités et fonctionnels

Activités: 1.1. Etablir les devis des bâtiments prioritaires à réhabiliter.  
1.2. Acquérir le matériel nécessaire et réhabiliter les bâtiments préalablement choisis.

PRODUIT 2 : Les instances juridiques chargées des enquêtes démarrent ou consolident leurs activités.

Activités:

- 2.1. Fournir un lot de matériel constituant le minimum nécessaire afin de permettre aux Parquets de démarrer leurs activités et de recevoir les 150 IPJ qui seront en place à la fin de leur formation en avril 1995 (moyens de locomotion et fourniture de bureau, voir la liste en annexe)
- 2.2. Faciliter l'élaboration des dossiers des détenus au sein des Parquets grâce à un appui en matériel nécessaire à la constitution des dossiers (appareil photographique, encre, papeterie, etc.). Voir liste en annexe.
- 2.3. Fournir un lot de matériel minimum aux Tribunaux de Première instance et de quelques Tribunaux de cantons (5 par Préfecture) ou Cour d'Appel afin de leur permettre de démarrer leurs activités.

OBJECTIF IMMEDIAT 2 :

Améliorer les conditions de détention des prisonniers par le désengorgement des prisons ainsi que par la réhabilitation de certaines prisons prioritaires sous la responsabilité du Ministère de la Justice et en ouvrant d'autres lieux de détention pour recevoir 30.000 détenus.

PRODUIT 1 : D'autres lieux de détention sont disponibilisés par le gouvernement.

Activités:

- 1.1. Effectuer les devis d'aménagement des lieux de détention et de réhabilitation de certaines prisons prioritaires.
- 1.2. Entreprendre des travaux d'aménagement des lieux afin de les rendre aptes à accueillir 30.000 détenus (avec l'assistance technique du CICR en ce qui concerne particulièrement la santé et l'hygiène) et les travaux de réhabilitation de certaines prisons prioritaires.

PRODUIT 2 : Les services pénitentiaires les plus

importants (Kigali, Butare, Gitarama) sont soulagés d'une partie des détenus.

Activités:

- 2.1. Fournir un véhicule par prison et du matériel de bureau afin de faciliter la gestion des prisons de Kigali, Butare et Gitarama et de permettre l'opération de transfert de prisonniers.
- 2.2. Appuyer l'organisation du transport des prisonniers dans les nouveaux lieux de détention.

VII. APPORTS DES PARTIES

1) Apports du PNUD

La contribution du PNUD portera principalement sur trois catégories d'apport:

- a) Personnel : un expert associé sera engagé dans le cadre du projet afin d'appuyer le Gouvernement dans le suivi du projet et rendre compte de l'exécution des activités grâce à la production de rapports d'avancement, ceci au bénéfice du Gouvernement, du PNUD et du Gouvernement Hollandais. Le PNUD s'occupera du recrutement du Consultant en accord avec le Ministère de la Justice.
- b) Sous-traitance: Une provision de 500,000 US \$ est prévue pour la réaffectation des bâtiments et l'aménagement des nouveaux lieux de détention.
- c) Equipement: une provision de 443,000 US \$ est prévue pour l'achat d'équipement consommable et matériel non-consommable. Ce matériel est listé en annexe pour chacune des instances.

## 2) Apports du Gouvernement

La contribution du Gouvernement Rwandais consistera principalement à la mise à disposition d'un homologue qui travaillera en collaboration avec l'expert associé du PNUD, afin d'assurer le soutien nécessaire au travail de suivi du projet.

## 3) Apports de l'Opération Droits de l'Homme au Rwanda

L'Opération Droits de l'Homme au Rwanda apportera son assistance technique au gouvernement, pour faire fonctionner le système judiciaire par l'entremise de leurs équipes déjà en place sur le terrain.

## 4) Apports du CICR

Le CICR est prêt à fournir informations et conseils afin d'appuyer le Gouvernement dans le suivi du projet et rendre compte de l'exécution des activités grâce à la production de rapports d'avancement ceci aux bénéficiaires du Gouvernement et du PNUD. Il apportera également une assistance technique en fonction des besoins notamment dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de l'assainissement des eaux.

## 5) Apports de la MINUAR

La MINUAR apportera son assistance technique et matérielle liée notamment aux périmètres de sécurité des nouveaux lieux de détention.

## VIII. SUIVI DU PROJET

Le projet fera l'objet d'un examen Tripartite (Gouvernement, PNUD, Agence de Coopération) au cours de son exécution: une réunion Tripartite de démarrage, et une rencontre Tripartite Finale.

Une Cellule de coordination et suivi des activités du projet sera mise sur pied. Elle sera composée des trois parties, soit de l'expert associé sur le projet et du responsable du suivi du Trust Fund au PNUD, de l'Unité de coopération technique du Centre des Droits de l'Homme et d'un représentant du Ministère de la Justice.

Le Consultant est responsable :

De la collecte des informations sur le terrain auprès des autres parties et du suivi des travaux de réhabilitation et l'achat de matériel. Il devra élaborer les rapports d'avancement périodiques. Les autres parties lui assurent leur collaboration et leur soutien dans ses fonctions.

La cellule de coordination est responsable:

De transmettre un rapport mensuel d'avancement des activités au PNUD, qui de son côté sera redevant envers la Représentation des Pays-Bas.

## BUDGET PREVISIONNEL

<u>RUBRIQUES</u>		<u>\$ US</u>
	<u>COUT PAR LOT</u>	<u>TOTAL</u>
<b>FONDS DE REHABILITATION (sous-traitance)</b>		
Matériel pour la réhabilitation de Parquets, Cour d'Appel, Tribunaux 1ère Instance, Cantons(5 Préf.) et pour l'aménagement des nouveaux lieux de détention.		<b>500,000</b>
<b>LOT POUR PARQUETS (10)</b>		
1 voiture pick-up	(23 000\$)	230,000
2 motos	( 6,000\$)	60,000
<b>Constitution des dossiers</b>		
2 machines écrire (non-élect.)	( 600\$)	6,000
1 appareil photo (3 profils) et films photo	( 1,000\$)	10,000
Matériel pour empreintes digitales et		
Matériel de bureau et Papeterie	( 1,500\$)	15,000
		<hr/>
		<b>321,000</b>
<b>LOT POUR TRIBUNAUX 1ère INSTANCE (10)</b>		
<b>COUR D'APPEL ET/ou CANTONS(5 x 10 préfectures) (50)</b>		
1 Machine à écrire/lot (60)	( 300\$)	18,000
Matériel de bureau/Papeterie (par Préf.)	( 500\$)	5,000
		<hr/>
		<b>23,000</b>
<b>LOT PAR PRISON (3)</b>		
1 camionnette long chassis	(32,000\$)	96,000
1 machine à écrire	( 300\$)	900
Matériel de bureau/Papeterie	( 700\$)	2,100
		<hr/>
		<b>99,000</b>
<b>POSTE DE CONSULTANT</b>		<b>27,000</b>
<b>Divers et Maintenance</b>		<b>10,000</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<hr/> <hr/> <b>980,000 \$</b>

Consolidated Project Budget for Executing Agent GVT  
(in US dollars)

Annexe 1

Project Number: RMA/95/003  
Project Title: APPUI A LA REHABILITATION DU SYSTEME DE LA JUSTICE  
Revision Code: A  
Source of Funds: **91 Netherlands Trust Fund**  
AOS Source of Funds: 91 Netherlands Trust fund  
Executing Agent: GVT

Budget Cmp Line	Line Description	AOS Provider	Project Total (1995-1995) m/m \$ Cost	Year 1 1995 m/m \$ Cost	\$ AOS
10	PROJECT PERSONNEL				
11.	Experts	GVT	2.7 27,000	2.7 27,000	
11.52	CONSULTANT		2.7 27,000	2.7 27,000	
11.99	Subtotal				
13.	Admin. Support Personnel	GVT	5,000	5,000	
13.01	SUPPORT ADMINISTRATIF		5,000	5,000	
13.99	Subtotal				
15.	Travel Costs	GVT	5,000	5,000	
15.01	Mission		5,000	5,000	
15.99	Subtotal				
19.	Component Total		2.7 37,000	2.7 37,000	
20	SUBCONTRACTS				
21.	Subcontract A				
21.01	REHAB. PRISONS, PARQUETS, TRIBUNA	GVT	500,000	500,000	
21.99	Subtotal		500,000	500,000	
29.	Component Total		500,000	500,000	
40	EQUIPMENT & SUPPLIES				
45.	Local Procurement	GVT	371,000	371,000	
45.01	VEHICULES ET MOTOS		24,900	24,900	
45.02	MACHINES A ECRIRE	GVT	10,000	10,000	
45.03	APPAREILS PHOTOS	GVT	22,100	22,100	
45.04	MAT. BUREAU ET EMPR. DIGITALES	GVT	10,000	10,000	
45.05	ENTRETIEN	GVT	438,000	438,000	
45.99	Subtotal				

Project Number: RWA/95/003  
 Project Title: APPUI A LA REHABILITATION DU SYSTEME DE LA JUSTICE  
 Revision Code: A  
 Source of Funds: 02 UNDP - IPF (Add-on Fund)  
 AOS Source of Funds: 91 Netherlands Trust Fund  
 Executing Agent: GVT

Budget Cmp Line	Line Description	AOS Provider	Project Total (1995-1995) m/m \$ Cost	\$ AOS	Year 1 1995 m/m \$ Cost	\$ AOS
49.	Component Total		438,000		438,000	
50	MISCELLANEOUS					
51.	Miscellaneous	GVT	5,000		5,000	
51.01	DIVERS		5,000		5,000	
51.99	Subtotal					
59.	Component Total		5,000		5,000	
90	TOTAL					
99.	Budget Total		2.7 980,000		2.7 980,000	



## ANNEXE 2

### Modalités de Gestion Financière

## MODALITES DE GESTION FINANCIERE

Le projet fonctionnera sur la base d'avances de fonds ou de paiements directs.

### Avances de fonds

Les avances de fonds sont accordées au projet sur une base trimestrielle.

Pour recevoir une avance de fonds, le projet doit soumettre au Représentant Résident du PNUD quinze (15) jours avant le début du trimestre considéré, un formulaire standard (voir en annexe) reflétant ses besoins en trésorerie pour un trimestre estimés conformément au plan de travail et les disponibilités budgétaires.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes d'avances de fonds si les rapports visés ci-dessous n'ont pas été soumis.

### Demandes de paiement direct

Sur demande du Ministère de la Justice exprimée à travers un formulaire standard de demande de paiement direct dûment certifié (voir modèle en annexe) accompagné des originaux des pièces justificatives, le PNUD peut payer directement pour le compte du projet des fournisseurs de biens ou de services.

Pour veiller à ce que le paiement effectué par le PNUD soit fait exactement comme le souhaite le Ministère de la Justice et conformément aux procédures en vigueur au PNUD, un représentant autorisé du Gouvernement, en l'occurrence du Ministère de la Justice, doit attester la régularité des transactions, opération qui est communément appelée certification.

Dans le cadre des responsabilités de gestionnaire qui incombent en ce qui concerne l'administration des ressources du PNUD, le Gouvernement s'engage à suivre un processus selon lequel un agent dûment désigné et autorisé (ci-après dénommé "l'équipe de direction du projet") doit certifier par écrit chaque transaction financière. Plus précisément, le PNUD exige une certification de l'équipe de direction du projet dans les cas suivants:

- Demande d'avances de fonds aux fins du projet;
- Demande tendant à ce que le PNUD décaisse directement des fonds aux fins du projet; et

Rapports financiers concernant le Projet.

La délégation de la responsabilité de certification doit se faire par écrit.

### Rapports requis par le PNUD

Les directives en vigueur au PNUD concernant l'exécution des projets par les entités nationales, font l'obligation au Gouvernement de rendre compte de tous les fonds alloués par le PNUD au projet.

Le Gouvernement doit soumettre chaque trimestre au Représentant Résident deux (2) rapports financiers :

- un rapport sur les décaissements effectués ;
- un rapport sur le rapprochement de l'encours de l'avance du PNUD et de l'état des fonds.

Ces rapports ont pour but de donner au PNUD les informations dont il a besoin concernant l'utilisation des fonds qu'il a avancés au Gouvernement. Les rapports ont été conçus de manière à refléter les transactions réalisées au titre d'un projet spécifique, et le Gouvernement ne doit donc pas faire figurer dans ces rapports des informations concernant plus d'un projet.

L'attention du Gouvernement est appelée sur le fait qu'une présentation ponctuelle de ces rapports est importante pour la continuité du financement du projet. Le Représentant Résident ne donnera pas suite aux demandes d'avances de fonds si les deux rapports n'ont pas été reçus du Gouvernement.

### Rapport sur les décaissements effectués par le Gouvernement

Le rapport est établi sur la base des décaissements effectués au titre de chaque élément/rubrique budgétaire au cours des premier, deuxième, troisième mois du trimestre considéré, grâce aux fonds avancés au projet par le PNUD.

Son but est de rendre compte au PNUD des décaissements effectués au cours d'un trimestre déterminé. Ce rapport permet de vérifier le solde disponible au budget à une date donnée, et de connaître l'encours de l'avance du PNUD et de l'état des fonds.

Tout remboursement éventuellement reçu par le Gouvernement d'un fournisseur doit figurer dans ce rapport en déduction des décaissements effectués au titre de l'élément/de la rubrique budgétaire qui s'y rapporte.

### Rapprochement de l'encours de l'avance du PNUD et de l'état des fonds

Le rapprochement de l'encours de l'avance du PNUD et de l'état des fonds a pour objet de déterminer le montant des fonds que le PNUD a avancés à un Gouvernement, mais qui n'ont pas encore été décaissés à une date donnée. Cette opération a pour but de calculer le montant net que le Gouvernement doit au PNUD, lequel, s'il n'est pas décaissé aux fins du projet, doit être remboursé au PNUD.

Ce rapport est également utilisé par la section de la comptabilité du PNUD pour faire apparaître les gains ou pertes de change dans les comptes des fonds de fonctionnement du Gouvernement.

#### Journaux et registres comptables

Dans le cadre d'une gestion transparente des fonds avancés par le PNUD, le Gouvernement doit mettre en place un système comptable comportant des livres, des écritures et des contrôles suffisants pour assurer l'exactitude et la fiabilité des informations financières concernant le projet. Le système de comptabilisation du projet doit également être tel que la réception et le décaissement des fonds du PNUD soient identifiés comme il convient et que les catégories de dépenses budgétaires approuvées dans le descriptif de projet ne soit pas dépassées.

Pour aider le Gouvernement à se conformer à ces dispositions, et aussi pour faciliter la préparation des rapports requis par le PNUD, il a été inclus en annexe dans le descriptif de projet un certain nombre de journaux et de registres suggérés.

Chacun d'entre eux est décrit et illustré dans les sous-sections ci-après.

#### Journal des encaissements et décaissements

Le journal des encaissements et décaissements est un livre fondamental dans lequel sont passés les écritures originales. Il a pour but de comptabiliser de façon permanente, dans l'ordre chronologique, tous les fonds portés au crédit ou au débit d'un compte en banque déterminé.

Pour ce faire, le Gouvernement doit ouvrir et tenir un compte en banque distinct pour la réception et le décaissement des fonds du PNUD alloués au projet. Ce compte fonctionnera sous la double signature du coordonnateur national et de l'agent comptable.

Le registre des décaissements du Gouvernement a pour objet : (i) de permettre de comptabiliser de façon permanente et cumulative, par élément/rubrique budgétaire, les décaissements effectués par le Gouvernement au titre d'un projet, (ii) de permettre au Gouvernement de contrôler immédiatement le solde du budget disponible pour chaque élément/rubrique budgétaire, et (iii) de faciliter la préparation du rapport sur les décaissements effectués par le Gouvernement.

## ANNEXE 3

### Dispositions concernant l'Equipement

## **DISPOSITIONS CONCERNANT L'EQUIPEMENT**

### Dispositions concernant l'équipement

Le PNUD lancera un avis d'appel d'offres locales pour l'acquisition des équipements et matériel pour le compte du Gouvernement.

L'équipement financé par le PNUD aux fins du projet devient la propriété du Gouvernement dès sa livraison et après que les formalités de transfert aient été effectuées.

Le Gouvernement doit veiller à ce que l'équipement et les fournitures acquis au moyen des ressources du PNUD soient utilisés exclusivement aux fins du projet, comme convenu avec le PNUD, et soient entretenus comme il convient. Il doit fournir au Représentant Résident, sur sa demande, les informations nécessaires concernant l'utilisation de l'équipement et des fournitures.

JUSTICE

DRAFT

ASSISTANCE TO REHABILITATE THE JUSTICE SYSTEM IN RWANDA

---

USAID:

- ☐ 450.000 USD has already been committed for logistics support.
- ☐ Funding is available for 10-20 foreign Magistrates to come and work in Rwanda for one year.
- ☐ Desire to assist the administration in the Ministry. A mission is expected the 15 March 1995 with the objective to:
  - define the contents of a direct assistance to the Ministry of Justice;
  - assist the Ministry to elaborate the terms of reference for the foreign Magistrates who will work on a temporary basis in Rwanda.
- ☐ 1.000.000 USD are committed to the International Tribunal.

GERMANY:

- ☐ Approximately 27.000 USD has been disbursed 1993-1994 for the adaptation of Rwandese legal texts to the Arusha Accords. This activities can be taken up again if deemed necessary.

Germany is ready to commit funds for logistics support to the Ministry while waiting for the arrival of an evaluation mission to determine the contents and form of an assistance to the justice system.

CANADA:

An evaluation mission is in Kigali from the 2 to 26 March 1995 to determine actions to be undertaken and funds to be made available to the Ministry of Justice.

FRANCE:

- ☐ The French assistance to the Rwandese justice system will be implemented by the ACCT and will be covering the following areas:
  - 2.000.000 FFR will be available for french speaking Magistrates and

- assistant justice personnel to come and work in Rwanda;
- training of local staff and experts (in real estate law, traditional mechanisms for settlement of disputes, review of laws, creation of a Bar), 700.000 FFR;
- 100.000 FFR are committed to the creation of an information center, advice and judicial assistance for women;
- 100.000 FFR will be available for human rights training;
- 500.000 FFR will be used for the creation of a database over judicial data and information.

#### WORLD BANK:

Once priorities are established the World Bank is ready to reinforce, on a short-term basis, the institutional and logistical capacities of the Ministry of Justice. In relation to the logistics support the World Bank will only cover costs for importations (necessary for the reconstruction).

The World Bank is ready, on a mid-term basis, to assist in the establishment of a trade court by placing an expert in the Ministry of Justice with the task to study the implementation of a structure to deal with the settlement of commercially related disputes.

#### HOLLAND:

- Holland is committing 30.000.000 USD in 1995 for assistance to Rwanda. Half of this amount is available through the Trust Fund and the other half through direct bilateral cooperation. 1 to 5 million USD of the second half (bilateral) will be set aside for the rehabilitation of the justice system.
- 100.000 USD are committed to the International Tribunal.

#### BELGIUM:

- 1.000.000 USD are committed to the International Tribunal.
- A Belgian expert, Mr Marc van Wymeersch, is assisting the Ministry of Justice in questions concerning the reconstruction of courts, prosecutors offices and other buildings (5.000.000 BFR). Another 5.000.000 BFR are planned to be made available once a second phase of the assistance is identified.
- 125.000.000 Rwandese Francs are made available to the Government to



improve conditions for detainees in the prisons.

The possibility of training some 100 magistrates not having a formal judicial training/background is being studied by an identification mission. A first training session is being elaborated by the mission. There are some logistical problems in the rehabilitation of a training center.

The training of the OPJ is being done by Citizens Network, with Belgian funds.

Discussions with the Ministry of Education are being carried out concerning the training of jurists at the Department of Law (Butare). There is a desire to direct this training more towards the work of Magistrates and the exercise of judicial authority.

Subvention of foreign Magistrates to come and work in Rwanda is envisaged.

Citizens Network is, in collaboration with the University of Antwerpen, going to publish some volumes of the Rwandese legal code (four volumes could be available in 2.000 copies, in 3-4 months time). A general inventory is also being made of the library of the Department of Law in Butare in order to estimate its need of replenishment.

Finally, Belgium is paying, together with Canada and the EC, the salaries of Ministry of Justice officials. This assistance is ending March-April 1995 but could be extended if necessary. A decision concerning this question will be taken on the 7 March 1995.

#### SWITZERLAND:

- ☐ 1.000.000 USD are committed to the Prefecture Tribunals. The rehabilitation of the Prosecutors Office in Kigali is presently studied and will shortly be effectuated.
- ☐ The Ministry of Foreign Affairs is planning the following emergency measures (2.000.000 SFR are available as a first phase):
  - financial and, if necessary, logistical assistance for the setting up of a Higher Magistrate Council;
  - subvention of foreign Magistrates to come and work in Rwanda;
  - funding for the repair of buildings and the purchase of office supplies;
  - participation in the training of judicial police and gendarmerie (with Swiss policemen through UNAMIR);
  - review the university study program offered by the Department of Law in Butare and in collaboration with the Swiss Institute for Comparative

- Law offer seminars on human rights and on minority protection;
- assistance in questions concerning judicial documentation and information, i.e. through the creation of a Fund for the library of the Department of Law in Butare. Training of Rwandese librarians in Switzerland (in collaboration with different Cantons);
- assistance in the elaboration and realization of seminars on real estate problems, on customary law and on mediation;
- support to human rights educational projects.

A list of needs is anticipated from the Department of Law in Butare. This list will enable Switzerland to consider and study the form and content of further assistance to the Department.

The NGO Synergie has been requested to elaborate a project to employ foreign Magistrates to come and work in Rwanda as well as a project to train Rwandese Magistrates.

Switzerland is particularly interested to assist in the rehabilitation of the Nyabisindu Magistrate School. A specialist from Citizens Network is presently working on the project.

#### GREAT BRITAIN:

- 200.000 £ are committed to the International Tribunal.

OBJECTIFS SPECIFIQUES	STRATEGIES	ACTIONS	MOYENS (coût est. en USD)	ECHEANCE LIER	ACTEURS POTENTIELS
1. Réorganisation de l'appareil judiciaire	1.1. Installation des institutions prévues par l'Accord d'Arusha et mise en oeuvre de la nouvelle législation en matière d'organisation judiciaire.	1.1.1. Installation de la Cour Suprême.	p.m.	en cours	MINIJUST. GOUVERNEMENT. ASS. NAT. idem + SUISSE
		1.1.2. Installation du Conseil Supérieur de la Magistrature (C.S.M.).	p.m.	en cours	
		1.1.3. Installation des juridictions militaires.	p.m.	nov. 1994	
	1.2. Création des conditions matérielles nécessaires au bon fonctionnement de l'appareil judiciaire.	1.2.1. Réfection des bâtiments existants.	2 000 000	juillet 1995	MINIJUST. MINTRAPE USAID. TRUSTFUND. NORVEGE. SUISSE
		1.2.2. Construction de nouveaux centres judiciaires regroupant les Cours, Tribunaux et Parquets.	4 000 000	déc. 1995	
		1.2.3. Construction de bâtiments pour les juridictions militaires.	1 000 000	déc. 1995	MINIJUST. MINTRAPE baillieux à identifier
		1.2.4. Rééquipement des Cours, Tribunaux et Parquets.	3 000 000	juillet 1995	
		1.2.5. Documentation juridique et judiciaire.	360 000	sept. 1995	MINIJUST. BELGIQUE. ACCT.
		1.2.6. Prise en charge des salaires et indemnités éventuelles.	5 500 000	12 mois	
	1.3. Renforcement en nombre et en qualité des ressources humaines des Cours, Tribunaux et Parquets.	1.3.1. Formation de nouveaux juristes.	p.m.	à partir de 1995	MINESUPRES. UNR. BELGIQUE. CANADA. ACCT MINIJUST. BELGIQUE. CANADA. ALLEMAGNE. ACCT
		1.3.2. Formation de 300 magistrats non-juristes.	1 500 000	à partir de mai 1995	
		1.3.3. Initiation d'environ 60 juristes de la diaspora au droit rwandais.	10 000	mai 1995	
		1.3.4. Perfectionnement des juristes rwandais non-magistrats.	10 000	juin 1995	MINIJUST. RCN. CANADA. ACCT

OBJETS SPECIFIQUES	STRATEGIES	ACTIONS	MOYENS (coût est. en USD)	ECHÉANCIER	ACTEURS POTENTIELS
2. Poursuite en justice des présumés coupables du génocide.	2.1. Renforcement temporaire des instances judiciaires nationales.	1.3.5. Formation de 450 agents de l'ordre judiciaire.	1 650 000	à partir de juin 1995	MINJUST, RCN, ALLEMAGNE, ACCT
		2.1.1. Recherche et affectation de magistrats étrangers.	15 000 000	à partir d' avril 1995	ACCT, ALLEMAGNE, BELGIQUE, USAID, SUISSE
		2.1.2. Mise à la disposition des magistrats étrangers de moyens logistiques (véhicules, bureaux et matériel de bureau).	3 000 000	à partir d' avril 1995	GOVERNEMENT, ACCT, ALLEMAGNE, BELGIQUE, USAID
		2.1.3. Initiation des magistrats étrangers au droit rwandais.	10 000	à partir d' avril 1995	MINJUST, CANADA, RCN, ACCT
		2.1.4. Recherche et affectation de 75 enquêteurs policiers (assistance technique et enquêtes).	3 750 000	12 mois à partir d' avril 1995	MINJUST, CANADA, <i>bailliens à identifier</i>
		2.1.5. Mise à la disposition des enquêteurs de moyens logistiques (véhicules, bureaux, matériel de bureau).	1 000 000	à partir d' avril 1995	MINJUST, CANADA, <i>bailliens à identifier</i>
		2.2.1. Recherche et affectation d'avocats nationaux et internationaux.	5 000 000	à partir d' avril 1995	MINJUST, HCDH, UIDH, CLADHO, ONG
		2.2.2. Mise à la disposition des avocats des moyens logistiques (véhicules, bureaux, matériel de bureau).	1 000 000	à partir d' avril 1995	MINJUST, HCDH, UIDH, CLADHO, ONG
		2.2.3. Initiation des avocats étrangers au droit rwandais.	10 000	à partir d' avril 1995	MINJUST, RCN, CANADA
		2.3.1. Mise à disposition de locaux destinés au Parquet du Tribunal International.	p.m.	à partir d' avril 1995	GOVERNEMENT
	2.3. Appui au Tribunal International.	2.3.2. Participation aux frais de fonctionnement du Tribunal International.	4 000 000	à partir de nov. 1994	BELGIQUE, CANADA, ETATS UNIS, GRANDE BRETAGNE, PAYS BAS

OBJETIFS SPECIFIQUES	STRATEGIES	ACTIONS	MOYENS (coût est. en USD)	ECHÉANCIER	ACTEURS POTENTIELS
3. Renforcement du système de sécurité par la création d'une Police Judiciaire Nationale.	3.1. Renforcement institutionnel.  3.2. Renforcement en nombre et en qualité des ressources humaines de la Police Judiciaire.	3.1.1. Elaboration d'un Statut particulier de la Police Judiciaire.	p.m.	en cours	MINIJUST, ALLEMAGNE, ACCT
		3.2.1. Perfectionnement des effectifs actuels.	10 000	juin 1995	MINIJUST, RCN,
		3.2.2. Formation de 450 nouveaux OPJ/PL.	1 650 000	en cours	MINIJUST, RCN, UNION EUROPEENNE BELGIQUE, CANADA, SUISSE, ONG.
		3.3.1. Réfection et agrandissement des bâtiments existants.	200 000		MINITRAPE, ALLEMAGNE, USAID, TRUST FUND, SUISSE
4. Réhabilitation du système pénitentiaire.	4.1. Amélioration des conditions de détention.	3.3.2. Construction de nouveaux bâtiments.	1 800 000	déc. 1996	MINIJUST, MINITRAPE <i>baillieurs à identifier</i>
		3.3.3. Equipement (moyens de transport, labo...)	3 000 000	juillet 1995	USAID, ALLEMAGNE, TRUST FUND, SUISSE, ACCT, BANQUE MONDIALE
		3.3.4. Prise en charge des salaires et indemnités éventuelles.	675 000	12 mois	MINIFIN, FONDS DE REEMPLOI, USAID, TRUST FUND
		4.1.1. Réfection des centres pénitentiaires existants.	100 000	avril 1995	MINIJUST, MINITRAPE, TRUST FUND, CICR, MINUAR
		4.1.2. Equipement des centres pénitentiaires existants.	350 000	avril 1995	MINIJUST, TRUST FUND, BANQUE MONDIALE
		4.1.3. Construction et équipement de 4 nouveaux centres pénitentiaires.	6 400 000	URGENT !	MINIJUST, MINITRAPE, MINADEP, TRUST FUND, CICR, MINUAR
		4.1.4. Ravitaillement des centres pénitentiaires.	1 500 000	12 mois	MINIJUST, MINIFIN, FONDS DE REEMPLOI, CICR
		4.1.5. Assistance médicale.	500 000	12 mois	MINISANTE, CICR, FONDS DE REEMPLOI, OMS, ONG
		4.1.6. Assistance juridique et judiciaire (voir aussi sous 2.2.).	500 000	12 mois	MINIJUST, CICR, HCDH, ACCT, ONG

OBJECTIFS SPECIFIQUES	STRATEGIES	ACTIONS	MOYENS (coût est. en USD)	ECHANGEUR	ACTEURS POTENTIELS
	4.2. Renforcement des ressources humaines en nombre et en qualité.	4.1.7. Appui aux mesures administratives visant le désengorgement des centres pénitentiaires (commissions de triage, compléments d'en- quête, descentes sur terrain...)	300 000	6 mois	MINIJUST. CICR. HCDH
		4.2.1. Perfectionnement des cadres et agents du système pénitentiaire.	114 000	en cours	MINIJUST. RCN <i>baillieurs à identifier</i>
		4.2.2. Formation de nouveaux cadres et agents.	200 000	juin 1995	MINIJUST. RCN <i>baillieurs à identifier</i>
5. Réforme de la législation.	5.1. Création d'une Commission d'experts juristes nationaux.	4.2.3. Prise en charge des salaires et indemnités éventuelles.	667 025	12 mois	MINIJUST. FONDS DE REEMPLOI. TRUST FUND. USAID
		5.1.1. Rédaction de la Loi Fondamentale par la coordination des dispositions maintenues de la Constitution et des dispositions de l'Accord de Paix.		en cours	MINIJUST. ALLEMAGNE. CANADA
		5.1.2. Rédaction et révision d'autres textes nécessaires à l'édification d'un Etat de droit et conformes à la Loi Fondamentale et aux conventions internationales.	213 500	en cours	MINIJUST. ALLEMAGNE. CANADA
6. Renforcement des capacités de gestion du Ministère de la Justice.	6.1. Création des conditions matérielles nécessaires au bon fonctionnement du Ministère de la Justice.	5.1.3. Traduction et diffusion des nouveaux textes.	150 000	juin 1995	MINIJUST. CANADA
		6.1.1. Aménagement d'un bâtiment propre au Ministère.	1 000 000	déc. 1995	MINIJUST. MINITRAPE. MINIFIN. ALLEMAGNE
		6.1.2. Rééquipement du Ministère de la Justice.	550 000	à partir de mars 1995	MINIFIN. USAID. ALLEMAGNE. BELGIQUE. BANQUE MONDIALE
		6.1.3. Réfection et aggrandissement du Centre de formation de NYABISINDU.	600 000	urgent	MINIJUST. RCN. MINIJUST. SUISSE

Ministère de la Justice

OBJECTIFS SPECIFIQUES	STRATEGIES	ACTIONS	MOYENS (coût est. en USD)	ECHÉANCE 1995	ACTEURS POTENTIELS
6.2. Renforcement des ressources humaines du Ministère.		6.1.4. Equipement du Centre de formation de NYABISINDU.	400 000	sept. 1995	MINIJUST, SUISSE, BELGIQUE
		6.1.5. Reconstitution du fonds documentaire et des archives du ministère.	100 000	à partir de mars 1995	MINIJUST, SUISSE, CANADA, BELGIQUE, ACCT
		6.1.6. Prise en charge des salaires et indemnités éventuelles.	200 000	12 mois	MINIFIN, FONDS DE REEMPLOI, TRUST FUND, USAID.
		6.2.1. Recrutement de cadres et agents.	p.m.	en cours	MINIJUST, MINIFOP, MINIFIN.
		6.2.2. Formation/perfectionnement des nouveaux cadres et agents.	20 000	à partir de juin 1995	MINIJUST, RCN, bailleurs à identifier
		6.2.3. Assistance technique.	300 000	36 h/m	ALLEMAGNE, CANADA, BELGIQUE, ETATS UNIS bailleurs à identifier
6.3. Renforcement de la fonction de documentation et d'information juridiques et judiciaires.		6.2.4. Consultants nationaux.	25 000	24 h/m	FRANCE, ACCT.
		6.3.1. Création d'un centre de documentation et d'information juridiques et judiciaires.	200 000	sept. 1995	
		6.3.2. Traduction des principaux textes en kinyarwanda et en anglais.	250 000	à partir de juin 1995	MINIJUST, CANADA
		6.3.3. Edition de manuels et de recueils de textes.	250 000	à partir de juin 1995	MINIJUST, ACCT, SUISSE, BELGIQUE

TOTAL :

74 024 525

from Kizileu Sall

POLITICAL ANALYSIS  
MILITARY OBSERVER SECTOR COMMANDER CONFERENCE  
11 MARCH 1995

General Observations:

There is a substantial increase in the number of arrests, many of which are arbitrary, which are being carried out by the Gendarmerie, judicial police officers, bourgmestres, RPA commanders, and even individual soldiers. It is estimated that 1300 individuals are arrested and imprisoned daily throughout the country. The total number incarcerated is believed to be 27,000.

There is intense screening of returnees, mostly centering on possible involvement in the genocide.

There is increasing hesitancy on the part of the population to provide information to, or even speak with, UNAMIR officials.

There is an escalation in intimidation on the part of the RPA, in some cases in coordination with local civilian officials, perhaps in response to a perceived threat from the Hutu population.

There is rising tension between old-caseload and new-caseload refugees. In some cases, old case-load returnees who are already settled are making active efforts to identify and accuse new case-load returnees of participation in genocide.

There is a spiralling number of cases of illegal occupation of property and land, most of which are old case-load returnees occupying the property of new case-load returnees.

The judicial system is, on the whole, not functional. Although in a few cases, real efforts are being made to follow correct procedures, in general, arrests are being made arbitrarily and individuals are being detained without trial. Since evidence is not being collected in preparation for trials and therefore no case file exists, the release of suspects is cause for suspicion and controversy and often results in even greater human rights abuses.

The Judicial System

Of the eleven Courts of First Instance, nine are currently staffed with a functioning Prosecutor's Office. This court requires a legal quorum of three judges in order to try cases, and since, with a few exceptions including Butare, the large majority do not meet this requirement, most have not held trials since the war.

No action has yet been taken to put the Supreme Court and the five Appellate Courts in place. Four of the approximately 143 communal courts are functioning.



On a positive note, the parliament is currently in the process of naming the President and Vice-President of the High Council of Magistrates, who, in turn, will have the authority to name judges and magistrates from the level of the communal court up to the level of the Supreme Court.

The UN Centre for Human Rights is facilitating a study of Customary Law which is being carried out by the National University at Butare's Institute for Science and Technological Research. It is hoped that this study will generate creative means with which to deal with the genocide, as well as a system which will handle accomplices to genocide of various categories.

There is concern that: (a) prosecutors are hesitant to try cases because of fear of reprisals; there is no appeal structure in place, thus in case of protest, the only recourse is revenge or violence; and (b) the release of a suspect by a prefect or a prosecutor as a result of a lack of evidence could potentially engender even greater human rights abuses. The lack of evidence is simply due to the fact that no investigation has been carried out and no evidence has been collected. It is in no way an indication of innocence, and the release of such a suspect therefore creates suspicion and could potentially result in violence.

There are several initiatives which have been proposed to address these problems. One involves the establishment of 147 (one for each commune) teams of three investigators, of which one member is named by the Ministry of Interior, one by the Ministry of Justice and one by the RPA. These teams would collect evidence and prepare dossiers for trial.

The Conseil de Ministres has recommended the placement of expatriate legal personnel in order to initiate action in the judicial system and in order to train Rwandan staff. The donors are preparing to finance such a project, however, there are concerns that the appointment of expatriate judges and magistrates at a time when no background investigation has been done to prepare dossiers, will be ineffective. The fundamental issue which the Government must resolve is how to deal with the April 1994 genocide. A clear policy and plan of action must be developed. Only the Government and the Rwandan people can make these important and sensitive decisions. No solution or decision can be imposed on Rwanda, and neither the Government nor the population will act until it is ready to do so.

### Reconciliation

#### Current Efforts

Several returnees have been appointed as bourgmestres. Prefects are addressing crowds and holding meetings on the subject of reconciliation.

Steps are being taken in certain areas to streamline arrest procedures and to educate the population on human rights.

#### Detrimental Factors

The arbitrary arrests being carried out by some bourgmestres are certainly detrimental to reconciliation.

The exhumation of bodies from mass graves is seen by some as potentially detrimental in that it revives bitter emotions and memories.

#### Other Factors

The unique attitudes and personalities of bourgmestres, prefects and RPA commanders in each sector are very important. The personal suffering that each individual has experienced appears to play an important role in determining this attitude.

From a political perspective, the Government's attitude towards reconciliation is very strongly influenced by the survival instinct and the accompanying fear of demonstrating weakness.

#### Recommendations

In the context of one million lives lost to the genocide, nearly every Tutsi family was personally affected by the massacres. Underlying every harrowing account of killing is the fear that it might all happen again. The most pressing concern which the Government must address is how to deal with this fear. Given the facts that (a) the Tutsis are a minority; (b) that there is a large Hutu population both inside and outside Rwanda's borders; and (c) that there is an intact army in Zaire under the same leadership that perpetrated the recent genocide, it is not surprising that the Government is reluctant about democratic compromise. In their view, they were betrayed by their belief in the Arusha compromise, and is unlikely that they will put their faith in a similar compromise. The importance of the survival instinct cannot be underestimated.

Reconciliation, therefore, should not be precipitous. Given the scope of the trauma that must be worked through, bringing the two sides together while bodies are still being exhumed from graves for reburial, is hardly conducive to reconciliation. Bringing people together without addressing the fear that drove them apart is not logical; reconciliation cannot take place if either one or both sides have reason to fear the other.

It appears that more effort should be devoted to resolving the issues that block reconciliation; addressing the fear and trauma which are the consequences of genocide is the difficult and enormous task facing both the Government and the Rwandan people.

Mtg SRSa / minjust 20

22 Feb

3 topics

- Cabinet decided to recruit foreigners to assist re  
want: qualifications, categories of personnel, how many  
• what UN can do to speed up process  
as discussed in Bujumbura, #1 priority re  
processing of prisoners justice system  
• prosecutors, clerks of court, magistrates,  
languages / other qualifications

As a friend of R, what are these people and you  
doing up in R, pix of jails in R, what  
the R Govt is doing; to discourage returnees  
- so, what exactly does govt need re  
assistance in these areas

min : had made forecast -

{ at least 600 magistrates to distr  
in each prefecture <sup>ENOTS</sup> mainly for  
criminal juris (?)

- can put up chart: already  
wrote to our Foreign Affairs re,  
will send a chart / table of  
our requirements, #s,  
qualifications, whether  
francophone or anglophone

viz. prisons, very serious, situation; cabinet  
discussed; input from donors for new bldgs, more space,  
at same time est justice system

⊕ why at UNDP this afternoon (to discuss  
same

WPP mtg: to distr \$900,000 earmarked for justice  
in Trust fund

SRSC: yesterday, mtg re Trust fund, 3 levels

- 1) system of justice: processing cases of persons in jail
- 2) how to improve physical situation of the jails
- 3) probably most important: new jails, perhaps temporary jails, utilising presently empty structures, finding re

and slowly, justice system to pick up process

Rein: not on \$900,000

SRSC: No, more money for

at Bujumbura, made point that justice not only a  
try criminals, but also properly cases eg, &  
having operational justice system

SRSC: Prosecutor / Tribunal: start work;  
not fast enough, but in process. Colon Post  
& co here now; Rakotonirahana will be coming  
on (off) periodically - should probably explain  
to yr public that the <sup>Pross</sup> work is proceeding  
they're looking for more permanent premises,  
offices & residential.

Also, perhaps could have mtg with donors, HRCOR,  
etc; viz background to re-run, data is needed  
to organise such mtg, & start recruiting ASAP  
for tech assistance immediate in this area  
\* donors likely to increase their assistance re

Min:

will send it right away to our clinic

SRSG: re UN personnel (local) in jail; one already released, thanks. But others still in. enquiring re

Min: Prosecutor looked at cases; those with no evidence, released; others in process. viz children in jail same; those with evidence to be transferred to certain centres; request assistance: vehicles, security

SRSG agrees re letter

Min will visit facilities that can be used as temporary jails

attend UNDP mtg this afternoon?

organize mtg of donor countries, viz figures given by Minjustice

Minjustice

viz Power-General: rumour that Minjustice has to see Power-General to see how to coop with national / will join. Min reluctant; have already promised coop. If in resolution, ok, willing to help, even with staff re investigations. But won't want to pressure them; or impose things not in resolution.

Please speak urgently  
19 12  
LA

16 February 1995  
OSRSG/LA/010

## **BRIEFING NOTE**

### **Immediate Assistance to the Rwandese Law-Enforcement and Judicial System**

Of the short-term priorities identified in the UNDP/Joint Mission programme on the Rehabilitation of the Judicial System in Rwanda (as further developed by the Inter-Ministerial Working Group under UNDP-HRFOR coordination), the most urgent ones, in my estimation, are:

1. Assistance to the Rwandese Prosecutor's Office in the investigation and processing of cases for trial; and
2. Immediate recruitment of foreign magistrates and judges to re-establish Rwandese courts to begin the trial of cases.

These two priorities do not preclude the pursuit of other immediate measures (such as the provision of office equipment, transportation, etc.), or of short-term and medium-term measures (such as the rehabilitation and expansion of prisons). But the two areas listed above have the greatest potential for immediate payoff in reducing the prison population and in resolving property disputes related to the return of refugees.

#### **1. Assistance to Rwandese Prosecutors in the processing of cases for trial**

Any expectation that the International Tribunal for Rwanda will take care of all or most of the cases of persons accused of genocide and other war crimes in Rwanda, including the thousands of suspects currently in Rwandese prisons, may turn out to be

unfounded. Whatever the number or category of cases to be handled by the Tribunal, it is quite clear that the courts of Rwanda will have to undertake the trial of many thousands of suspects currently held in Rwandese prisons.

Each of the suspects being held under deplorable conditions in the prisons is presumed innocent until proven guilty. Many of them have not even been formally charged with any offence. A number of them die daily without ever having been tried to establish their guilt for any crime. The humanitarian problem of accommodating, feeding, and attending to the medical needs of the prisoners (or more accurately, suspects awaiting trial) must be tackled with the necessary urgency. But there must also be a simultaneous effort to process their cases, through the collection, or rather the evaluation of evidence for purposes of trial. If there is no evidence to be evaluated, it should follow that the suspect must be released, there being no grounds for the arrest and detention. The personnel making such decisions should not have to fear any adverse consequences.

Such process of evaluation should lead to: (a) the outright release of those suspects against whom no evidence exists or no triable offence can be established; and (b) the conditional release (pending trial) of those against whom only relatively minor charges can be established (e.g, other than murder, genocide, or the higher categories of offences). Both of these categories of suspects should constitute a significant proportion of the present prison population.

For this, and for prosecuting the triable cases, an immediate infusion of foreign personnel is needed to make up for the acute shortage of Rwandese personnel. The Government has already acknowledged this need. Two categories of personnel will be needed, namely: (a) detectives and investigators, and (b) lawyers with some prosecution or criminal law experience (perhaps, a minimum of 2 years).

These personnel should be recruited from the following categories of countries, in order of preference or suitability for Rwanda:

- (a) Francophone African countries;
- (b) Other French-speaking countries;

- (c) Other civil law countries;
- (d) Common-law countries.

Direct contacts should be initiated and sustained with the requisite countries. The numbers of personnel needed should be determined in consultation with the Rwandese Government. Some of the Human Rights personnel in Rwanda now could serve this purpose. Funding could be either through the funds already pledged from the Roundtable, or through other bilateral sources.

## **2. Recruitment of Magistrates and Judges**

Here again, the Government has acknowledged the need for foreign personnel to supplement the greatly-reduced numbers of Rwandese magistrates and judges, pending the training of Rwandese personnel.

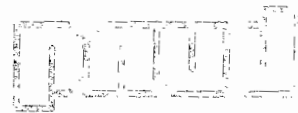
The restoration of the Rwandese courts is urgent not only in respect of the trial of criminal cases, but also of property cases related to the return of refugees (both 1959 and more recent). The same countries of preference as above will also apply here. Direct approaches need to be made; numbers established, and funding earmarked as above.

  
**I. Minta**  
**Legal Adviser**

cc: **SRSG**  
**ED**  
**Humanitarian**

---





Ishami ry'Umuryango w'Abibumbye riharanira Amajyambere

PRO/301/HR  
080/95

**URGENT**

Le 20/02/1995

Monsieur le Représentant Spécial,


**Objet : Réunion de coordination/secteur de la Justice**

J'ai le plaisir de vous inviter à prendre part à une réunion de concertation sur le secteur de la justice que le PNUD organise conjointement avec la Mission des Droits de l'Homme au Rwanda, le mercredi 22 février à 14:30 heures dans la salle de Conférence du PNUD.

L'objet de la réunion est de faire le point des priorités et besoins exprimés par le Gouvernement et de s'assurer que les efforts fournis jusqu'à ce jour dans le domaine de la justice puissent s'articuler de manière coordonnée.

Vous trouverez, en annexe de la présente une synthèse des actions en cours et/ou programmées dans le domaine de la Justice. Cette synthèse sera complétée et enrichie sur la base de vos observations et commentaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant Spécial, les assurances de ma haute considération.

  
Babacar CISSE  
Représentant Résident a.i.

Monsieur Shaharyar KHAN  
Représentant Spécial du Secrétaire Général  
des Nations Unies au Rwanda  
KIGALI

LA

I attended  
Feb.  
22



---

**ASSISTANCE EN COURS ET PROGRAMMÉE**

---

**1. RÉHABILITATION INSTITUTIONNELLE ET PHYSIQUE**

L'**USAID** a engagé 450,000 \$ US pour l'achat de matériel pour l'Administration Centrale du Ministère de la Justice et les Parquets. Cette assistance comprend notamment des véhicules et ordinateurs. Le Gouvernement des Etats Unies entend accordé une aide de 4 millions de dollars pour le système de la justice.

Le **Gouvernement Allemand** a alloué une somme de 26,000 \$ US au Ministère de la justice pour l'aider à évaluer la situation de l'Appareil judiciaire.

La **Coopération Belge** fournit un appui institutionnel au Ministère de la Justice. Un expert en législation et gestion de l'administration publique effectue actuellement une première mission de trois mois au sein de ce Ministère.

Le **Gouvernement français** apportera un appui à l'appareil judiciaire par la mise à disposition de magistrats internationaux, ceci par l'entremise de l'ACCT, pour un montant d'environ 600,000 \$ US.

Le **PNUD** a élaboré un projet de 980,000 \$ US qui pourrait être financé par le fonds fiduciaire (Trust Fund) initié par le Secrétaire Général des Nations Unies. Ce projet vise la réhabilitation partielle des instances juridiques (Parquets, Cour d'Appel, Tribunaux) afin de rendre ces dernières fonctionnelles le plus rapidement possible et améliorer les conditions des détenus par le désengorgement des prisons de Kigali, Butare et Gitarama et la réhabilitation et/ou l'ouverture des prisons de Nyanza, Gikongoro, et Kibuye (transfert de prisonniers vers ces trois prisons).

Le **Gouvernement de Norvège** entend réhabiliter le Tribunal de Première instance et le Parquet de la République dans la préfecture de Cyangugu.

La **MINUAR** mettra à la disposition du Gouvernement des ingénieurs civils afin d'appuyer les travaux de réhabilitation.

**2. ETABLISSEMENTS CARCÉRAUX**

La **Coopération canadienne et la Coopération Belge**, en coopération avec l'**Union européenne** ont déjà accordé une assistance pour le paiement des salaires des fonctionnaires du Ministère de la Justice pour une période de 2 mois ainsi que pour l'alimentation des prisonniers (distribution effectuée par le PAM) et quelques travaux de reconstruction. Cette assistance devraient être renouvelée pour les quatre premiers mois de l'année 1995.

La **Coopération Belge** entend également accroître son soutien aux centres pénitentiers par notamment: la fourniture de médicaments, de la nourriture, et une assistance juridique pour les détenus (fonds d'assistance juridique). Elle entend également étudier les possibilités afin

que les détenus puissent effectuer des travaux, et aussi appuyer l'appareil judiciaire par la mise à disposition des instances juridiques des magistrats internationaux. (Cette assistance sera détaillée ultérieurement.)

L'*UNICEF* a engagé 500.000 \$US afin de mettre sur pieds des facilités de détention pour les juvéniles et faciliter l'élaboration du code juridique pour les mineurs.

Le *Comité International de la Croix Rouge*, qui a pour mandat l'amélioration des conditions des détenus, intervient également dans la réhabilitation des établissements carcéraux. Plusieurs prisons ont déjà été réhabilitées.

### **3. FORMATION**

La *Police Civile de la MINUAR* est engagée dans la formation des Gendarmes. En juin 1995, environ 450 gendarmes seront formés.

*Citizens Network* assure pendant trois mois la formation de 150 Inspecteurs de Police Judiciaire, celle-ci prendra fin aux environs du mois d'avril 1995.

### **4. EDUCATION**

Le *Programme Aurichien de Réhabilitation* ont mis sur pieds un programme d' "Action réconciliation" centré sur la réconciliation nationale et basé sur la réflexion et l'animation de divers milieux (documentation, formation, séminaires, information et diffusion).

La *Mission des Droits de l'Homme au Rwanda (MDHR)*, en collaboration avec *CLADHO* et le *MINIFAPROFE* ont organisé un séminaire sur "l'Education aux Droits de l'Homme en général et Droits de la Femme en particulier". La MDHR a déjà organisé quelques formations sur l'Education aux Droits de l'Homme et élabore actuellement d'autres séminaires et formations de ce genre.

### **5. GÉNOCIDE**

Le *Gouvernement de Grande Bretagne* entend apporter une assistance au Tribunal International de 200 000 £ pour la venue de procureurs internationaux au Rwanda.

...

## LISTE DES INVITES

- Ministre de la Justice
  - Ambassadeur d'Allemagne
  - Ambassadeur de Belgique
  - Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique
  - Ambassadeur de France
  - Conseiller et Consul, Ambassade du Canada
  - Chef de Mission, Ambassade de Suisse
  - Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Rwanda
  - Envoyé Spécial, Communautés Européennes
  - Représentant des Pays-Bas
  - Chargée d'Affaires, Ambassade de la Grande Bretagne
  - Directeur de l'USAID
  - Chef de la Mission de Coopération Belge
  - UNHCHR (Opération sur le Terrain au Rwanda) UNREO; HCR; Banque Mondiale; UNICEF; PAM; FAO; OMS; FNUAP; IOM; UNESCO; Citizens Network; CICR
-

UNITED



NATIONS

Human Rights Field Operation  
in Rwanda  
(HRFOR)

LA 5042  
22 17

INFO - SHEET

Technical Cooperation Unit

- THE SECRETARY GENERAL OF THE UNITED NATIONS ASKED THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS IN 1994 TO COORDINATE ALL RESOURCES AND ACTIVITIES IN RWANDA CONCERNING THE SYSTEM OF JUSTICE.
- THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS WILL PUBLISH EARLY NEXT WEEK THE COMPREHENSIVE PROJECT. THE DEVELOPMENT OF THIS COMPREHENSIVE PROJECT BEGAN IN NOVEMBER 1994. FOLLOWING EXTENSIVE CONSULTATION WITH THE MINISTER OF JUSTICE AND OTHER RELEVANT MINISTRIES IN THE RWANDAN GOVERNMENT THIS COMPREHENSIVE PROJECT HAS BEEN AGREED.
- THIS PROJECT TAKES INTO ACCOUNT THE ROLES OF ALL GOVERNMENTS, UN AGENCIES AND NGOS. THE CHIEF OF THE HRFOR, THE CHIEF OF THE TECHNICAL COOPERATION BRANCH OF THE CENTRE FOR HUMAN RIGHTS, THE CHIEF OF THE SPECIAL PROCEDURES BRANCH OF THE CENTRE FOR HUMAN RIGHTS AND THE HEAD OF THE TECHNICAL ASSISTANCE PROGRAMME FROM RWANDA MET YESTERDAY WITH MR SUKEHIRO HASEGAWA RES REP FOR RWANDA AND WILL BE MEETING HIM AGAIN ON FRIDAY AS THE PROJECT IS FINALISED.
- THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS WILL BE SENDING COPIES, AND LETTERS, TO ALL CONCERNED PARTIES BY THE END OF NEXT WEEK. AT THIS TIME IT WILL BE CLEAR WHAT ROLE ALL INTERESTED ORGANISATIONS WILL PLAY IN THE REESTABLISHMENT OF A SYSTEM OF JUSTICE.

CONCERNING THE 1 MILLION USD THAT WILL BE RELEASED IMMEDIATELY:

- THE HRFOR, WHICH HAS HAD 15 TRAINED LAWYERS WORKING ON TECHNICAL ASSISTANCE FOR THE SYSTEM OF JUSTICE SINCE NOVEMBER 1994, AND HAS HAD EXTENSIVE CONSULTATION WITH THE DUTCH GOVERNMENT AND OTHER GOVERNMENTS CONCERNING URGENT AID FOR THE JUSTICE SYSTEM WORKED ON A PROJECT IN DECEMBER CONCERNING MOST URGENT NEEDS. THE DUTCH GOVERNMENT SUPPORTED THE HRFOR PROJECT.

WE HAVE CONSULTED WITH PROSECUTORS, JUDGES, OPJS, IPJS, PRISON ADMINISTRATORS AND THE GENDARME THROUGHOUT THE COUNTRY ABOUT THEIR MOST URGENT MATERIAL AND OTHER NEEDS. ALL OF THIS WORK WAS CLOSELY COORDINATED WITH THE MINISTER OF JUSTICE. THIS TOOK INTO ACCOUNT THE URGENT NEED FOR PRISON REHABILITATION AS WELL AS THE NEEDS OF JUDICIAL AUTHORITIES.



**DATE: 20 January 1995**  
**REF: OSRSG/LA/015**

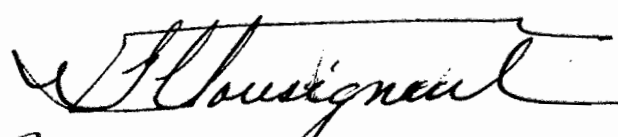
**Your Excellency,**

**SUBJECT: Request for Financial Aid**

This is to acknowledge receipt of your letter of 17 January 1995 on the above subject.

The Special Representative of the Secretary General is currently abroad on official business, including attending the roundtable conference in Geneva on International assistance for Rwanda. I believe he will be in a position to provide a more definite response to your request on his return to Kigali.

**Yours sincerely,**

  
*for* **Shaharyar M. Khan**  
**Special Representative**  
**of the Secretary-General for Rwanda**

**His Excellency Mr. Alphonse NKUBITO**  
**Minister of Justice**  
**Kigali**

(translation)  
REPUBLIC OF RWANDA  
MINISTRY OF JUSTICE  
P.O. Box 160 - Kigali

17 January 1995

Head of United Nations Assistance  
Mission for Rwanda

Subject: Request for financial aid

Dear Sir,

I refer to our meeting in my office and would like the United Nations Assistance Mission in Rwanda to provide the Ministry of Justice with financial aid to help the latter pay the wages of magistrates and judicial police inspectors who are about to be recruited.

As you know, the Ministry of Justice must relaunch activities of judiciary departments which were brought to a halt by the war. To this end, we need to recruit 43 magistrates for the Supreme Court with its five sections (Supreme Court, Constitutional Court, State Council, Court of Auditors, Department of Courts and Tribunals) and the General Prosecution, 50 magistrates for the four courts of appeal and their four General Prosecution departments, 324 magistrates for first level courts and the Prosecution of the Republic attached to them, 425 magistrates for regional courts and 213 inspectors of judicial police to work with public prosecution officers.

Enclosed in an explanatory note with all relevant details.

In an effort to follow procedures, we have also established a commission to investigate the cases of several suspects who have been arrested without their cases being filed in order to release innocent people and try those who are presumed guilty. We are therefore turning to you for material and logistical support from CIVPOL for this operation which is very important given the limited capacity of our jails.

I hope that you will be able to meet our requests and extend my deepest gratitude to you.

Sincerely yours,

NKUBITO Alphonse Marie  
Minister of Justice

cc.

- His Excellency the President of the Republic
- His Excellency the Prime Minister
- The Minister of Foreign Affairs and Cooperation
- The Minister of Defense

REQUEST FOR ASSISTANCE TO THE MINISTRY OF JUSTICE TO PAY  
SALAIRES OF JUDICIARY PERSONNEL  
-----

In order to make the judicial system in Rwanda operational again, financial aid to purchase equipment and pay staff to be recruited is necessary and urgent. In conformity with the Fundamental Law, the Supreme Court and its various departments must be reestablished. Another document listing all requirements in equipment has been drafted. In terms of staff, we now only have 7 magistrates for the Supreme Court, the State Council and the Court of Auditors. With the establishment of the Supreme Court and its five sectors, namely the Constitutional Court, the Supreme Court, the State Council, the Court of Auditors and the Department of Courts and Tribunals, there should be no less than 44 magistrates altogether.

Figures from 31 March 1994 indicate that there were 785 legal personnel (magistrates) working in courts, tribunals, and prosecutors offices, as opposed to only 114 today. There were 235 judiciary police inspectors for the five prosecutors offices, including the office of the general prosecutor at the Supreme Court and 4 general prosecutors offices for Courts of Appeal (KIGALI, NYABISINDU, CYANGUGU, RUHENGARI) and the 12 offices of the prosecutor of the Republic (KIGALI, RUSHASHI, NYAMATA, GITARAMA BUTARE, GIKONGORO, CYANGUGU, KIBUYE, GISENYI, RUHENGARI, BYUMBA, KIBUNGO) although only 22 showed up on 15 October. We suggest to recruit 343 IJP, one IPJ per commune (or a total of 145) and 16 per office of the prosecutor of the Republic. These new recruitments would help the Police system restart, which is a necessity to ensure the security of goods and people. We also need to hire 369 clerks, 126 secretaries, 276 typists and 413 guards and night watchmen. The overall amount of monthly salaries to be paid amounts to RWF 48,453,511 or USD 358,000.

The Minister of Justice  
NKUBITO Alphonse-Marie





MINISTRE DE LA JUSTICE  
B.P. 160 Kigali

Kigali, le 17 JAN. 1995

N° 78/06-07

→ Interprète Unit  
→ for translation in English.  
010 ED/08256 18/1/95

Réf. N°:

Annexe:

Objet : Demande d'aide  
financière.

Monsieur le Chef de Mission des  
Nations Unies pour l'Assistance au  
RWANDA - KIGALI.

Monsieur le Chef de Mission,

Référence faite à notre entretien  
dans mon bureau, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir  
intervenir auprès de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance  
au Rwanda pour obtenir en faveur du Ministère de la Justice une aide  
financière qui lui permettra de payer les salaires des magistrats et  
des inspecteurs de Police Judiciaire à recruter.

En effet, Monsieur le Chef de Mission,  
le Ministère de la Justice doit relancer les activités des services  
judiciaires qui ont été arrêtées suite à la guerre que le Rwanda vient  
de connaître. A ce titre, il faudra recruter 43 magistrats de la Cour  
Suprême avec cinq sections (Cour de Cassation, Conseil d'Etat,  
Cour Constitutionnelle, Cour des Comptes et le Département des Cours et  
Tribunaux) et son Parquet Général, 50 magistrats des quatre Cours  
d'Appel et de leurs quatre Parquets Généraux, 324 magistrats des  
Tribunaux de Première Instance et des Parquets de la République y  
attachés, 425 magistrats des Tribunaux de Canton et 213 inspecteurs de  
Police Judiciaire devant oeuvrer aux côtés des Officiers du Ministère  
Public.

J'annexe à la présente une note  
explicative.

Aussi et puisque plusieurs suspects  
ont été appréhendés sans dossiers et sans respecter les procédures,  
nous avons institué une commission pour trier ces gens afin de libérer  
les innocents et déférer devant la Justice les présumés coupables.

.../...

Nous sollicitons donc de votre bienveillance l'appui matériel et logistique de la civilpol à cette opération que nous estimons très urgente vu la capacité d'accueil de nos établissements pénitentiaires.

Avec l'espoir que cette demande trouvera une suite qu'elle mérite, je vous saurais infiniment gré, Monsieur le Chef de Mission, de bien accepter l'expression de ma profonde gratitude.

MUBIRO Alphonse Marie,  
Ministre de la Justice.



Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République  
FIGALI.
- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre  
FIGALI.
- Monsieur le Ministre des Affaires  
étrangères et de la Coopération  
FIGALI.
- Monsieur le Ministre de la Défense  
FIGALI.

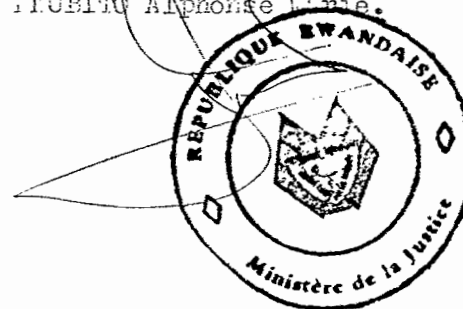
DEMANDE D'APPUI AU MINISTRE EN MATIERE DES SALAIRES  
DU PERSONNEL JUDICIAIRES

---

Afin de refaire fonctionner l'appareil judiciaire au RWANDA, une aide financière pour l'achat du matériel et le paiement des salaires du personnel à recruter s'avère nécessaire et urgente. Conformément à la loi fondamentale, il faut installer la Cour Suprême et ses différents services. Concernant le matériel, un autre document détaillant les besoins a été préparé. Quant au personnel, nous comptons actuellement 7 magistrats seulement de la Cour de Cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes. Avec la création de la Cour Suprême et ses cinq sections à savoir: La Cour Constitutionnelle, La Cour de Cassation, le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes et le département des cours et tribunaux, les magistrats ne seront pas en dessous de 44.

Au 31 mars 1994, les cours, tribunaux et parquets du pays, la situation du personnel (magistrats) montrait qu'il y avait 785 magistrats tandis qu'actuellement, nous n'avons que 114. Le nombre d'inspecteurs de police judiciaire pour tous les 5 parquets (parquet général près la Cour de Cassation et 4 parquets généraux des cours d'appel (KIGALI, NYABISINDU, CYANGUGU, RUHENGURI), et les 12 parquets de la République (KIGALI, RUSHASHI, NYAMATA, CITARAKA, BUTARE, GIKONGORO, CYANGUGU, KIBUYE, GISURU, RUHENGURI, BYUMBA, KIBUNGO) s'élevait à 235 au 15 octobre 1994, il s'est présenté uniquement 22 IPJ. Nous nous proposons de recruter 343 IPJ, un IPJ par commune (145) et 16 par parquet de la République. Ce nombre permettrait au système de la Police de refonctionner. Ceci est impérieux pour pouvoir restaurer la sécurité des biens et des personnes. De même, il faudrait recruter 369 greffiers, 126 secrétaires, 276 dactylographes et 413 plantons et veilleurs (pour tous les services judiciaires). Globalement, le paiement des salaires mensuels de ce personnel se chiffre à 48.453.511 Frs. soit 358.000\$.

Le Ministre de la Justice,  
MUBITO Alphonse Marie.



**DOCUMENT CADRE D'INTERVENTION**  
**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT**  
**(PNUD)**

<b>Titre du Projet</b>	:	<b>APPUI À LA RÉHABILITATION DU SYSTÈME DE LA JUSTICE (PHASE II)</b>
<b>Numéro du Projet</b>	:	RWA/95/004/A/91/99
<b>Secteur</b>	:	Justice
<b>Durée du Projet</b>	:	6 mois
<b>Date démarrage</b>	:	1 mai 1995
<b>Agence Coordination &amp; Réalisation</b>	:	Ministère Justice
<b>Agence d'exécution:</b>	:	Services d'Appui aux projets des NU (UNOPS)
<b>Agences Coopération</b>	:	UNHCDH, MINUAR, DDSMS, UNV, CICR.
<b>PHASE I</b>	:	<b>980,000 \$ US</b> (Fonds Fiduciaire - Approuvé)
<b>PHASE II</b>	:	<b>3,450,000 \$ US</b> (Contributions des donateurs)
		_____
		_____
		_____

**Justificatif :**

*Compte tenu de l'urgence des besoins en ressources humaines dans le secteur de la justice et de l'importance de rendre les instances juridiques fonctionnelles rapidement, la phase II du programme a pour but d'apporter d'une part, un appui aux formations du personnel local dans le domaine juridique et de l'administration pénitentiaire, et d'autre part, de permettre la venue rapide (mois de mai) de 50 expatriés juges d'instruction et enquêteurs afin de faciliter la préparation des premiers procès et donner leur assistance aux formations du personnel local.*

<u>Au nom</u>	:	<u>Titre et Signature</u>	<u>Date</u>
<b>Du Gouvernement :</b>		_____	_____
		Ministre du PLAN	
<b>Du PNUD</b>	:	_____	_____
		Représentant Résident	

## I. CONTEXTE

*(ce chapitre reste inchangé)*

Les événements dramatiques qu'a connus le Rwanda récemment ont abouti à la destruction quasi-totale de l'Appareil Judiciaire pré-existant. Les estimations du Ministère de la Justice montrent que seuls sont disponibles moins de 20 % des juristes de formation d'avant guerre. La majorité sont réfugiés ou encore ont été tués. Ce manque en personnel de formation juridique se fait d'autant plus ressentir que l'ensemble de l'infrastructure du système judiciaire a été endommagé ou encore volé, d'où la nécessité immédiate de le réhabiliter et de le rendre fonctionnel.

Aujourd'hui, la situation au Rwanda en matière de justice est préoccupante. Sur les 17 prisons existantes avant la guerre, seulement dix fonctionnent actuellement et leur situation est précaire. La prison centrale de Kigali compte plus de 7000 détenus alors qu'elle a la capacité officielle d'en recevoir un maximum de deux milles. Moins d'un mètre carré est donc alloué par détenu. La prison de Gitarama comprend 4500 prisonniers alors qu'elle a une capacité officielle de 750. Il en va de même pour la prison de Butare qui contient 4.500 prisonniers, alors que sa capacité est de 1.000 détenus. Dans l'ensemble, le nombre de prisonniers est évalué à plus de 25.000 détenus et ce nombre ne cesse de croître. La réhabilitation ou l'extension des centres de détention existant ne constituerait qu'une solution partielle et nettement insuffisante, car en toute évidence les capacités d'accueil dans ce cas ne peuvent créer que quelques centaines de places de plus. Au vu de l'urgence de la situation, la seule solution est l'ouverture immédiate de nouveaux centres de détention. Ces derniers seraient naturellement sous la responsabilité du Gouvernement Rwandais. La capacité prévisionnelle de ces nouveaux lieux de détention ne devrait pas aller en dessous de 30.000 personnes eu égard à la situation conjoncturelle.

Les magistrats instructeurs qui ont la charge de la prison centrale de Kigali sont au nombre de sept, y inclus le Procureur de la République. Le nombre de dossiers à traiter constitue une charge impossible compte tenu du peu de moyens dont disposent ces magistrats. Le palliatif à la crise actuelle en personnel consiste à l'envoi d'experts qualifiés qui pourraient assurer une sorte d'intérim en attendant la formation de Rwandais. Les Parquets ne disposent pas de véhicules pour faire les enquêtes sur le terrain, ni d'appareils photographiques pour l'identification des prévenus ni de machines à écrire pour la rédaction des procès-verbaux. Bref, l'institution judiciaire n'est pas à même de mener à bien les enquêtes dans des conditions acceptables au regard des normes nationales et internationales des droits de l'homme.

## II. JUSTIFICATION DE L'ASSISTANCE

### *Elargissement de la stratégie par la prise en compte des besoins en ressources humaines*

En réponse à la requête du Gouvernement Rwandais d'assistance pour la réhabilitation du système de la Justice, une mission conjointe d'experts a été organisée sous les auspices du PNUD et du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies en décembre 1994. Face aux besoins criants de ce secteur, la mission a dégagé, outre les solutions de long terme, des solutions à court terme et de portée immédiate. Il s'agit notamment des actions suivantes:

#### **a) Les actions de court terme et de moyen terme :**

1. Réhabilitation des bâtiments endommagés et approvisionnement en matériel de bureau et de fonctionnement pour les cours, parquets et autres administrations judiciaires .
2. Appui au système carcéral pour améliorer le traitement des prisonniers.
3. Recrutement de Juges, Magistrats, Avocat de la défense, et enquêteurs de pays étrangers à système juridique compatible pour assister le gouvernement et former de nouveaux juges.
4. Formation de nouveaux Magistrats, Juges, Procureurs et Enquêteurs rwandais afin de permettre au système de la justice de fonctionner normalement.
5. Appui aux procureurs et à la police judiciaire enquêtant sur les suspects détenus en prison qui attendent d'être jugés.
6. Appui au Ministère de la Justice par la mise à disposition de conseillers auprès des quartiers généraux et des formations.
7. Appui aux organisations du système judiciaire telles que le Barreau et le Conseil Supérieur de la Magistrature.
8. Appui à la police judiciaire dans le cadre de ses activités et promotion d'une police équitable pour redonner un sentiment de sécurité à la population.
9. Etude de mécanismes permettant de trouver des solutions alternatives au litiges, ainsi que des solutions traditionnelles lorsqu'elles sont applicables.

#### b) Le Programme National

En accord avec le Gouvernement, le projet actuel vise des actions de portée immédiate et à moyen terme, principalement à travers les quatre premières interventions, soit la réhabilitation, l'amélioration des conditions des détenus, la venue d'expatriés juristes et enquêteurs et la formation de personnel local. Ce projet s'inscrit également dans le cadre du "Plan d'Action du Ministère de la Justice", plan actuellement en cours de finalisation.

#### c) La Stratégie visée

Deux axes stratégiques sous-tendent ce projet :

1. Renforcer la capacité des instances judiciaires Parquets, Tribunaux de première instance et Cantons, à mener à bien les enquêtes juridiques en leur attribuant les moyens et les ressources humaines nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.
2. Améliorer les conditions de détention et la gestion des services pénitentiaires sous la responsabilité du Ministère de la Justice, notamment grâce au désengorgement des prisons.

Les Parquets ainsi que les Tribunaux de première instance se trouvent à l'heure actuelle dans une situation de blocage. Le travail est rendu impossible par manque de personnel qualifié et manque de matériel minimum nécessaire pour leur permettre de fonctionner. Le Parquet est l'institution chargée d'enquêter et de mettre en accusation les responsables du génocide. Le manque de ressources du Procureur de la République empêche la conduite systématique des enquêtes, créant ainsi des difficultés quant à la détermination des affaires prioritaires à traiter et permettant par la même occasion, la pratique de procédures illégales d'arrestation et de détention.

Les conditions de détention dans les établissements carcéraux sont déplorables. Les détenus sont entassés dans le plus grand dénuement et les conditions alimentaires, hygiéniques et sanitaires quasi-inhumaines créent un terrain favorable à la propagation de la dysenterie et du paludisme. Dans ces conditions, nous pouvons constater un taux de mortalité alarmant dans les prisons les plus surpeuplées. D'où l'importance d'ouvrir rapidement de nouveaux lieux de détention qui recevront entre autres une grande partie des prisonniers de Kigali, Butare et Gitarama.

### III. ASSISTANCE EN COURS ET PROGRAMMÉE

*(Ce chapitre reste inchangé)*

L'*USAID* a engagé 450,000 \$ US pour l'achat de matériel pour l'Administration Centrale du Ministère de la Justice et les Parquets. Cette assistance comprend notamment des véhicules et ordinateurs. Le Gouvernement des Etats Unies entend accordé une aide de 4 millions de dollars pour le système de la justice. Une mission est attendue le 15 mars. Elle va aider le Ministère de la Justice à définir ses besoins.

*La Coopération canadienne et la Coopération Belge*, en coopération avec l'*Union européenne* ont déjà accordé une assistance pour le paiement des salaires des fonctionnaires du Ministère de la Justice pour une période de 2 mois ainsi que pour l'alimentation des prisonniers (distribution effectuée par le PAM) et quelques travaux de reconstruction. Cette assistance devraient être renouvelée pour les quatre premiers mois de l'année 1995. Une mission canadienne se rendra à Kigali du 02 au 26 mars 1995 pour déterminer l'action à entreprendre et les fonds nécessaires.

*La Coopération Belge* entend également accroître son soutien aux centres pénitentiaire par notamment la fourniture de médicaments et de nourriture ainsi que d'une assistance juridique pour les détenus. Elle entend étudier quelles sont les possibilités pour les détenus d'effectuer des travaux, et également appuyer l'appareil judiciaire par la mise à disposition de magistrats internationaux pour les instances juridiques. (cette assistance sera détaillée ultérieurement). Un expert en législation et gestion de l'administration fourni un appui institutionnel actuellement au Ministère de la Justice.

Le *Gouvernement Allemand* a alloué une somme de 26,000 \$ US au Ministère de la justice pour l'aider à évaluer la situation dans laquelle se trouve l'Appareil judiciaire.

Le *Gouvernement français* apportera un appui à l'appareil judiciaire par la mise à disposition de magistrats pour un montant d'environ 600,000 \$ US, ceci par l'entremise de l'ACCT. Le Gouvernement Français va également appuyer le Ministère de la Justice en matière de documentation et dans le domaine de la formation.

Le *Gouvernement Hollandais* sur les 30 millions de dollars américains accordés au Gouvernement Rwandais 15 millions seront utilisés pour le Fonds fiduciaire des NU et 15 autres millions pour la Coopération Bilatérale dont 5 millions réservés pour le secteur de la Justice.

Le *Gouvernement de Norvège* entend réhabiliter, dans la préfecture de Cyangugu, le Tribunal de 1ère instance et le Parquet de la République .

L'*UNICEF* a engagé 500,000 \$US afin de mettre sur pieds des facilités de détention pour les juvéniles et faciliter l'élaboration du code juridique pour les mineurs.

Le *Gouvernement de Grande Bretagne* entend apporter une assistance



au Tribunal International de 200 000 £ pour la mise à disposition de procureurs.

*La Police Civile de la MINUAR* est engagée dans la formation des Gendarmes. En juin 1995, environ 450 gendarmes seront formés.

La *MINUAR* mettra à la disposition du Gouvernement des ingénieurs civils afin d'appuyer les travaux de réhabilitation.

*Citizens Network* assure pendant trois mois la formation de 150 Inspecteurs de Police Judiciaire, celle-ci prendra fin aux environs du mois d'avril 1995.

#### **IV. COORDINATION DE L'ASSISTANCE** *(Ce chapitre reste inchangé)*

Ce projet s'insère dans le cadre des priorités énoncées par le Gouvernement rwandais lors de la Conférence de la Table Ronde tenue à Genève en janvier 1995. Il participe aux efforts de réhabilitation de l'appareil et du système judiciaire rwandais.

Le Ministère de la Justice, chargé de son exécution et par ailleurs responsable de l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique gouvernementale en matière de justice, assurera la parfaite coordination de cette intervention avec celles en cours et/ou à venir d'autres donateurs.

#### **V. STRATEGIE ET MODALITÉS D'EXÉCUTION**

*(Ce chapitre fait l'objet de spécifications concernant les responsabilités de chacune des parties)*

##### **Le Gouvernement**

Le Gouvernement, à travers le *Ministère de la Justice*, est mis à contribution dans l'exécution du projet afin de permettre une responsabilisation nationale. Le Gouvernement est responsable vis-à-vis du PNUD de l'obtention des résultats et de l'utilisation efficace des ressources que les Donateurs ont confié à la gestion du PNUD à travers le Fonds Fiduciaire des Nations Unies.

L'exécution de ce projet est donnée au Ministère de la justice. Cette exécution se fera en accord avec les règles et procédures établies par le PNUD et spécifiques à l'exécution nationale.

Le *Ministère de la Défense* est également mis à contribution. Ce Ministère sera responsable de la sécurité des nouveaux sites de détention mis en place pour désengorger les prisons de même qu'il assurera la sécurité des équipes juridiques dans chacune des communes.

##### **L'Opération des Droits de l'Homme au Rwanda**

L'Opération des Droits de l'Homme agira en tant qu'Agence de Coopération pour la réalisation du projet. L'Opération apportera un soutien technique sur le terrain et également à la "Cellule

de Gestion du Programme" (CGP), créée au sein du Ministère de la Justice, cellule qui veillera au bon déroulement des activités, par la mise à disposition d'une personne ressource. Plus spécifiquement, elle apportera un soutien au Gouvernement en ce qui a trait au renforcement des instances juridiques en ressources matérielles et humaines, c'est-à-dire :

- . Avec l'appui de l'Agence UNV-Genève et des ONGs *Citizen Network* et *Synergie*, identification et recrutement des 50 expatriés juristes (une mission de reconnaissance UNV sera à Kigali du 26-31 mars)
- . Avec la collaboration du PNUD, achat à l'étranger du matériel nécessaire à leur travail .

#### Le PNUD

Sujet à l'assentiment du Gouvernement, le PNUD mettra les ressources du Fonds Fiduciaire disponibles et apportera son support en facilitant l'accès aux fonds dédiés au projet afin de remplir rapidement les engagements en termes de recrutement du personnel étranger et d'achat des équipements et du matériel.

Afin d'assurer une gestion efficace de ces fonds, le projet sera revu et suivi périodiquement sous la présidence du PNUD, avec la participation des donateurs qui auront contribué au financement de ce projet à travers le Trust Fund et les organisations internationales impliquées de façon active dans le secteur de la justice. Le PNUD fera appel à l'Agence DDSMS notamment pour le recrutement des trois experts sur le projet, ainsi que pour l'évaluation finale du projet.

#### La MINUAR

La MINUAR est disposée à fournir au gouvernement un appui technique et matériel notamment par la:

- mise à disposition d'ingénieurs civils et d'engins
- l'appui à la mise en place de structures de détention temporaires
- transfert des prisonniers
- soutien logistique aux équipes sur le terrain (communications, sécurité, accommodation, maintenance, ...)

#### Comité International de la Croix Rouge

Le CICR apportera un appui technique pour le volet "amélioration des conditions de détention et de la gestion des services pénitentiaires". En conformité avec les normes humanitaires applicables aux personnes détenues ou privées de liberté, le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), de par sa nature, son mandat, son expérience et sa capacité à vérifier les besoins spécifiques du milieu carcéral, assume la tâche du contrôle des conditions matérielles et psychologiques de détention y compris le traitement réservé aux détenus afin qu'ils soient conformes aux exigences d'un traitement humain et aux normes prescrites. Ainsi le CICR poursuivra ses activités traditionnelles en matière de détention tant dans les lieux de détention existants que dans les nouveaux sites qui seront ouverts.

## VI. OBJECTIFS, PRODUITS ET ACTIVITES

*Les objectifs 3, 4 et 5 sont ajoutés afin de fournir un appui en ressources humaines au système de la Justice.*

### OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT

Rétablir la confiance envers le système judiciaire en appuyant la mise sur pied d'un système judiciaire efficient, transparent et qui soit apte à engager les procédures légales adéquates.

#### OBJECTIF IMMEDIAT 1 :

Renforcer la capacité des instances juridiques (Parquets, Tribunaux de premières instances et Cantons, Cour d'Appel) à démarrer leurs activités et à effectuer leur travail d'enquêtes judiciaires au sein des dix Préfectures du Rwanda.

**PRODUIT 1.1: Les bâtiments du Parquet, Cour d'Appel, des Tribunaux de premières Instances et de quelques cantons sont réhabilités et fonctionnels**

#### Activités:

- 1.1. Etablir les devis des bâtiments prioritaires à réhabiliter.
- 1.2. Acquérir le matériel nécessaire et réhabiliter les bâtiments préalablement choisis.

**PRODUIT 1.2 : Les instances juridiques chargées des enquêtes démarrent ou consolident leurs activités.**

#### Activités:

- 1.1 Fournir un lot de matériel constituant le minimum nécessaire afin de permettre aux Parquets de démarrer leurs activités et de recevoir les 150 IPJ qui seront en place à la fin de leur formation en avril 1995 (moyens de locomotion et fourniture de bureau, voir la liste en annexe)
- 1.2. Faciliter l'élaboration des dossiers des détenus au sein des Parquets grâce à un appui en matériel nécessaire à la constitution des dossiers (appareil photographique, encre, papeterie, etc.). Voir liste en annexe.
- 1.3. Fournir un lot de matériel minimum aux Tribunaux de Première instance et de

quelques Tribunaux de cantons (5 par Préfecture) ou Cour d'Appel afin de leur permettre de démarrer leurs activités.

**OBJECTIF IMMEDIAT 2 :**

Améliorer les conditions de détention des prisonniers par le désengorgement des prisons ainsi que par la réhabilitation de certaines prisons prioritaires sous la responsabilité du Ministère de la Justice et en ouvrant d'autres lieux de détention pour recevoir 30.000 détenus.

**PRODUIT 2.1 : D'autres lieux de détention sont disponibilisés par le gouvernement.**

**Activités:**

- 1.1. Effectuer les devis d'aménagement des lieux de détention et de réhabilitation de certaines prisons prioritaires.
- 1.2. Entreprendre des travaux d'aménagement des lieux afin de les rendre aptes à accueillir 30.000 détenus (avec l'assistance technique du CICR en ce qui concerne particulièrement la santé et l'hygiène) et les travaux de réhabilitation de certaines prisons prioritaires.

**PRODUIT 2.2 : Les services pénitentiaires les plus importants (Kigali, Butare, Gitarama) sont soulagés d'une partie des détenus.**

**Activités:**

- 2.1. Fournir un véhicule par prison et du matériel de bureau afin de faciliter la gestion des prisons de Kigali, Butare et Gitarama et de permettre l'opération de transfert de prisonniers.
- 2.2. Appuyer l'organisation du transport des prisonniers dans les nouveaux lieux de détention.

**OBJECTIF IMMEDIAT 3 :**

Pallier à l'urgent besoin en ressources humaines auquel fait face le système de la Justice, par la mise à disposition rapide d'expatriés Juges, Magistrats, Avocats de la défense et enquêteurs, ainsi que du personnel de soutien juridique et administratif local.

**PRODUIT 3.1: Le personnel local et international est recruté.**

**Activités:**

- 3.1. Elaboration des termes de référence des

divers postes.

- 3.2. Recrutement du personnel étranger (50).  
Arrivée prévue au mois de Mai.
- 3.3. Recrutement du personnel local de soutien au personnel international : personnel de soutien juridique (juristes et interprètes) et administratif (chauffeur et secrétaire).  
(110 personnes)

**OBJECTIF IMMEDIAT 4 :**

Pallier à l'urgent besoin en ressources humaines auquel fait face le système judiciaire en appuyant la formation du personnel national intervenant à divers niveaux au sein du Système de la Justice.

**Produit 4.1 : Le nombre de magistrats, Juges, Procureurs et enquêteurs rwandais formés permet à terme le fonctionnement minimale du Système de la Justice.**

**Activités :**

- 4.1. Evaluation des besoins de formation prioritaires et des instances capables d'effectuer ces formations, ceci en concertation avec la Croix Rouge Internationale, Citizen Network et la Coopération Belge, tous trois intervenants dans le domaine.
- 4.2. Appui selon les besoins à la formation des magistrats, juges, procureurs et enquêteurs par l'entremise de sous-contrats à des ONGs, ce à concurrence de 200,000\$.

**PRODUIT 4.2 : Le personnel de l'administration pénitentiaire est formé et permet une gestion des pénitenciers efficace (Directeurs et directeurs adjoints des prisons, Gardiens de prison, Police Judiciaire, Personnel de soutien).**

**Activités :**

- 4.1 Appui à la formation des directeurs et directeurs adjoints des prisons et des centres de rééducation et de production.
- 4.2 Appui à la formation des gardiens de prison sur les droits de l'homme.
- 4.3 Appui à la formation de la Police Judiciaire, en

outre à travers des formations (de 150 IPJ chacune). Ces formations s'imposent dû au nombre très important de dossiers à traiter relatifs au génocide (Citizen Network).

- 4.4 Appui à la formation de greffiers, secrétaires de parquet, dactylos pour permettre aux magistrats d'être efficaces. Cette formation doit comprendre notamment l'apprentissage aux techniques d'archivage et d'informatisation.

#### **OBJECTIF 5**

Etablissement d'une structure globale de Gestion et Mise en oeuvre du Programme (CGP) afin d'appuyer le Ministère de la Justice dans l'exécution de son plan d'action et l'exécution des activités de ce programme.

**PRODUIT 5.1 : Une "Cellule de Gestion du Programme" (CGP) est créée au sein du Ministère de la Justice et veille à la mise en oeuvre du Plan d'actions de court terme du Ministère et au bon déroulement des activités de ce projet.**

**Activités :**

- 5.1 Recrutement du personnel local (10) et étranger (3) pour la Cellule:
- 1 Directeur de la Cellule (une autorité rwandaise)
  - 1 Adjoint au Directeur (Expert sénior)
  - 1 Directeur National du projet
  - 2 Experts/ juridique et gestionnaire (expatriés)
  - 5 Gestionnaires du programme niveau préfectoral (Nationaux)
  - 3 Appuis administratifs (nationaux)
- 5.2 Appui au Ministère dans le cadre de l'orientation, la gestion et la coordination des activités de mise en oeuvre du plan d'action du Ministère.

**PRODUIT 5.2 : Des équipes juridiques multidisciplinaires sont en fonction dans les préfectures prioritaires et facilitent la préparation des premiers procès et les formations du personnel local.**

**Activités :**

- 5.1 Constitution des équipes juridiques préfectorales, suivi, orientation, et déploiement dans les préfectures de Kigali, Gitarama, Butare et autres préfectures choisies.

**N.B.** Dû au nombre de dossiers à traiter dans les

préfectures de **Kigali, Gitarama et Butare**, et au retour éventuel des populations déplacées principalement dans ces préfectures, l'accent sera donné à ces dernières).

- 5.2 Assurer le suivi de la réhabilitation minimale des instances juridiques devant accueillir ces équipes dans les diverses préfectures et leur fournir les moyens nécessaires pour accomplir leur travail (matériel de bureau, transport, etc.).
- 5.3 Gestion des questions administratives.
- 5.4 Formation du personnel au besoin.
- 5.5 Assurer le suivi des Achats, de la mise en place et de la maintenance du matériel roulant et de bureau.

## VII. APPORTS DES PARTIES

### 1) Apports du PNUD

*Au total, le budget du PNUD est augmenté de 3,450,000 \$ US (voir l'annexe 1 : Budget prévisionnel). Cette augmentation se reflète comme suit :*

#### a) Personnel International:

*Ajout des juges et enquêteurs expatriés (50 H pour 6 mois (+ 1,500,000\$). Ajout d'une Cellule de Gestion: un expert Senior et de deux experts gestionnaires (+173,000, au lieu du consultant prévu initialement)*

Un expert Sénior, Directeur adjoint de la cellule de Gestion et deux experts gestionnaires seront engagés dans le cadre du projet afin d'appuyer le Gouvernement dans le suivi du projet et rendre compte de l'exécution des activités grâce à la production de rapports d'avancement, ceci au bénéfice du Gouvernement. Le PNUD s'occupera du recrutement des Experts, en accord avec le Ministère de la Justice.

#### b) Personnel Local :

*Ajout des équipes locales d'appui technique et administratif aux expatriés et à la cellule de gestion pour 6 mois (+ 259,000 \$)*

- 1) une provision de 5000 \$ est déjà prévue pour le recrutement durant 6 mois du Directeur National du Projet et de l'assistant administratif basé auprès du Ministère de la Justice.
- 2) en tout, une provision de 264,000 \$ est prévue pour le

traitement salarial des équipes de soutien à la CGP et sur le terrain (120 personnes).

c) Sous-traitance:

*Ajouts de 500,000\$ pour la réhabilitation (A), et de 200,000 \$ pour la formation (B)*

A. Au total, une provision de 1,000,000 US \$ est prévue pour la réaffectation des bâtiments et l'aménagement des nouveaux lieux de détention.

B. Une provision de 200,000 \$ est prévue pour l'appui à des formations du personnel juridique et de l'administration pénitentiaire.

d) Missions :

*Ajout de 15,000 \$ pour les déplacements sur le terrain*

Une provision de 20,000 \$ est prévue pour les missions sur le terrain.

e) Equipement:

*Ajout de: de 600,000 \$ pour l'achat de voitures, motos et ordinateurs pour les équipes basées dans les diverses préfectures, de 65,000 \$ pour l'équipement de la Cellule de Gestion, et de 64,000 \$ pour l'achat de 2 lots d'équipement supplémentaire pour les parquets, omis dans le document original.*

Somme toute, une provision de 1,185,000 US \$ est prévue pour l'achat d'équipement non-consomptible et matériel consommable. Ce matériel est listé en annexe A pour chacune des instances.

f) Divers et maintenance:

*Ajout de 30,000 \$ pour la maintenance et de 15,000 \$ dans les divers*

Une provision globale de 40,000 \$ est prévue pour la maintenance et un montant de 20,000 \$ est prévu pour les divers.

**2) Apports du Gouvernement**

La contribution du Gouvernement Rwandais consistera principalement :

- . à la mise à disposition d'un homologue qui travaillera en collaboration avec le Directeur National et les experts dans le cadre de la cellule de Gestion afin d'assurer le soutien nécessaire au travail de suivi du projet et d'autre part,
- . à la mise à disposition d'un local au sein du Ministère de la Justice pour abriter la Cellule de



**3) Apports de l'Opération Droits de l'Homme au Rwanda**

L'Opération Droits de l'Homme au Rwanda apportera son assistance technique au gouvernement afin de faciliter la priorisation et l'évaluation des instances judiciaires à réhabiliter par l'entremise de leurs équipes déjà en place sur le terrain. Elle apportera également un soutien au Gouvernement en ce qui a trait au renforcement de la capacité de la Cellule de Gestion basé au sein du Ministère, par la mise à disposition d'une personne ressource.

**4) Apports du CICR**

Le CICR est prêt à fournir informations et conseils afin d'appuyer le Gouvernement dans le suivi du projet et rendre compte de l'exécution des activités grâce à la production de rapports d'avancement ceci aux bénéficiaires du Gouvernement et du PNUD. Il apportera également une assistance technique en fonction des besoins notamment dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de l'assainissement des eaux.

**5) Apports de la MINUAR**

La MINUAR est disposée à fournir au gouvernement un appui technique et matériel notamment par la:

- mise à disposition d'ingénieurs civils et d'engins
- l'appui à la mise en place de structures de détention temporaires
- transfert des prisonniers
- soutien logistique aux équipes sur le terrain (communications, sécurité, accommodation, maintenance, ...)

**VIII. SUIVI DU PROJET**

1. Le projet fera l'objet d'un examen *"Tripartite"* au cours de son exécution: Gouvernement, PNUD, Agences de Coopération. Deux rencontres tripartites sont programmées au cours de la durée du projet: une de démarrage, et une autre d'évaluation finale.
2. Un *Comité de Gestion* du projet sera mis sur pied et se réunira également deux fois durant l'exécution du projet. Ce Comité sera composée des quatre parties intéressées à savoir: Gouvernement, PNUD, Agence de coopération et Donateurs.
3. La *Cellule de Gestion (CGP)*, *coordination et suivi* du plan d'action, donc Directeur, experts et les gestionnaires nationaux devront également apporter un soutien aux équipes juridiques et s'assurer de la maximisation des contrats de sous-traitance pour la réhabilitation et les formations les plus urgentes et de la logistique relative aux équipes sur le terrain.

La Cellule de Gestion et de coordination est responsable également :

De fournir l'appui technique et logistique nécessaire au Gouvernement dans la coordination, la gestion et le suivi de son plan d'action, et de transmettre un rapport mensuel d'avancement des activités au Gouvernement et parties intéressées. Le PNUD de son côté sera redevant envers les Pays donateurs.

4. Les experts sont responsables de fournir un appui au Directeur National du Projet :

Collecte des informations sur le terrain auprès des autres parties et du suivi des travaux de réhabilitation, recrutement, achat de matériel et gestion du personnel. Ils devront élaborer les rapports d'avancement périodiques. Les autres parties lui assurent leur collaboration et leur soutien dans leurs fonctions.

**ANNEXE A**

**BUDGET PREVISIONNEL DU PROGRAMME**

**SUR 6 MOIS**

et

**RECAPITULATIF BUDGETAIRE PHASE I ET PHASE II**

**BUDGET PREVISIONNEL (6 MOIS)**  
**PHASE I + PHASE II**

<b>RUBRIQUES</b>	<b>COUT / LOT</b>	<b>TOTAL \$US</b>
<b>PERSONNEL INTERNATIONAL</b>		
Expert Sénior		80,000
Experts Juristes/Gestionnaires (2)		120,000
Juges, Avocats, Enquêteurs (50x30,000\$)		1,500,000
<b>PERSONNEL LOCAL (120) (40x300\$x6M) + (80x400\$x6M)</b>		<b>264,000</b>
Juristes, Interprètes, Adminis.		
<b>MISSIONS</b>		<b>20,000</b>
<b>SOUS TRAITANCE</b>		
<b>A. Fonds de réhabilitation</b>		<b>1,000,000</b>
Réhabilitation de Parquets, Cour d'Appel, Tribunaux 1ère Instance, Cantons(5 Préf.) et l'aménagement de nouveaux lieux de détention.		
<b>B. Fonds pour formations</b>		<b>200,000</b>
<b>EQUIPEMENTS</b>		
<b>1) Lot pour Parquets (12)</b>		
1 voiture pick-up (23 000\$)		276,000
2 motos ( 6,000\$)		72,000
2 machines écrire (non-élect.)(15) ( 600\$)		8,000
2 appareils photo (3 profils) et films ( 2,000\$)		24,000
Matériel empreintes digitales et		
Matériel de bureau et Papeterie ( 1,500\$)		18,000
		<u>397,000</u>
<b>2) Lot pour Tribunaux 1ère instance (10) et Cour d'Appel et/ou Cantons (5 x 10 préfectures = 50)</b>		
1 Machine à écrire/lot (60) ( 300\$)		18,000
Matériel de bureau/Papeterie (par Préf.) ( 500\$)		5,000
		<u>23,000</u>
<b>3) Lot pour prison (3)</b>		
1 camionnette long chassis (32,000\$)		96,000
2 machines à écrire ( 300\$)		1,900
Matériel de bureau/Papeterie ( 700\$)		2,100
		<u>100,000</u>
<b>4) Lot pour équipes juridiques (5)</b>		
4 Voitures, 6 Motos		600,000
3 Ordinateurs-Imprimantes, Matériel		
<b>5) Lot pour Cellule de Gestion</b>		<b>65,000</b>
2 voitures, 2 ordinateurs, Matériel Bureau, Divers		
<b>DIVERS ET MAINTENANCE</b>		<b>60,000</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>4,429,000 \$</b>

## RECAPITULATIF BUDGETAIRE

### PHASE I et PHASE II

RUBRIQUES	PHASE I	PHASE II	TOTAL
Personnel International			
Experts Juges, Magistrats etc.	27,000 \$	173,000 \$ 1,500,000 \$	200,000 \$ 1,500,000 \$
Personnel Local (120) Juristes, Interprètes, appui administratif	5,000 \$	259,000 \$	264,000 \$
Sous traitance			
Réhabilitation	500,000 \$	500,000 \$	1,000,000 \$
Formation		200,000 \$	200,000 \$
Missions	5,000 \$	15,000 \$	20,000 \$
Equipements	438,000 \$	747,000 \$	1,185,000 \$
Divers et maintenance	5,000 \$	55,000 \$	60,000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>980,000 \$</b>	<b>3,450,000 \$</b>	<b>4,429,000 \$</b>

#### **PROJET D'APPUI A LA RECONSTRUCTION DU SYSTEME JUDICIAIRE RWANDAIS.**

Le Gouvernement actuel s'est assigné les objectifs notamment de mettre en place en priorité un ETAT DE DROIT c'est à dire un Etat qui

- Observer que personne, y compris les autorités, ne peut se placer au dessus de la Loi et que celle - ci est respectueuse des droits fondamentaux des citoyens;

- ne se résume pas à la seule légalité de forme, qui assure la régularité et la constance dans l'établissement et la sauvegarde de l'ordre démocratique, qui est d'abord fondamentalement caractérisé par une justice qui repose sur la reconnaissance et l'acceptation entière de la valeur ultime de la personne humaine et qui est garantie par des institutions chargées de tracer un cadre permettant son plein exercice; et pour ce faire, le Ministère de la Justice est appelé à pourvoir à :

1. La remise en place des services judiciaires déjà existants et installation de ceux prévus dans les accords de paix d'Arusha comme la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature.

2. Mettre en place un personnel compétent dans les services judiciaires et réorganiser ces services.

3. Juger les criminels du génocide, des massacres et pillages survenus au pays.

4. Adapter la législation rwandaise actuelle aux dispositions de l'Accord de Paix d'Arusha et aux conventions internationales.

5. Création du barreau pour garantir le droit de la défense.

6. Vulgariser les principes élémentaires des droits de la personne et des citoyens, des militaires et des policiers.

7. Collaborer avec d'autres services pour asseoir la sécurité des personnes et des biens.

8. Créer une police judiciaire digne de ce nom.
9. Formation et perfectionnement des magistrats et autres personnel judiciaire.
10. Mise en application des recommandations faites dans le document "LA PLACE DE LA JUSTICE ET LE ROLE DU MAGISTRAT DANS L'EDIFICATION D'UNNETAT DE DEMOCRATIE".
11. Rentabiliser les détenus.
12. Créer un centre national des droits de l'homme.
13. Revaloriser l'institution "AGACACA" pour le règlement pacifique des differends.
14. Construire les Palais de Justice et le bâtiment du Ministère de

la Justice après la réparation des bâtiments existants.

15. Frais d'entretien au détenus.

Les objectifs ci - dessus ne peuvent être menées sans qu'il y ait des moyens matériels et humains nécessaires.

## **II. MOYENS A DISPONIBILISER.**

### **II. 1. MATERIELS**

Ils sont évalués suivant le tableau en annexe.  
Ils sont nécessaires et essentiels pour permettre aux services du Ministère de la Justice et de l'Appareil judiciaire rwandais de fonctionner. En effet, dans leur ensemble, les cours et tribunaux rwandais ont été pillés, les documents et dossiers judiciaires brûlés ou éparpillés.

Il s'impose de remplacer les bureaux, les chaises, tables, armoires, étagères, bancs, fauteuils. Les locaux des secrétariats sont sans machines, bureaux, chaises et meubles de classement. Les greffes et bureaux des huissiers, des juges, des conseillers et des Présidents des juridictions rwandaises n'ont pas été épargnés.

De même tout le charroi à la disposition du Ministère de la Justice, du Ministère Public, des Cours et Tribunaux rwandais ainsi que des services pénitentiaires ont été volés ou détruits. Comment dans telles conditions, l'instruction des dossiers et la poursuite des enquêtes peuvent être régulières et faites à temps alors qu'il est impossible de se rendre sur les lieux et généralement travailler sur terrain à l'échelle du pays.

Il s'en suit que la rapidité requise pour instruire les dossiers notamment des auteurs, complices et co-auteurs du génocide sur l'ensemble du pays est inconcevable sans le minimum du matériel demandé dans le tableau en annexe.  
Plus de temps avance, plus les traces des preuves et témoins disparaissent.

Le tableau ci - avant indique :

Les services concernés par les besoins en véhicule, en machines et en mobilier. Le matériel de bureau a fait l'objet d'une demande dont une réponse favorable est déjà enregistrée.

### **II.2 DOCUMENTATION JURIDIQUE**

Le Ministère de la Justice avec ses cours et tribunaux a perdu presque la totalité des ouvrages de base à savoir :  
- Les codes et lois du Rwanda par Philip REYNTJENS et Jean GORUS  
Etablissement Emile Bruylant, Rue de la Régence, 67 1000  
Bruxelles en quatre volumes contenant :



## Vol I

Première Partie : Dispositions Fondamentales  
- Textes Nationaux  
- Relations Internationales  
Deuxième Partie : Matières Civiles  
Troisième Partie : Matières Commerciales  
Quatrième Partie : Matières Pénales  
Cinquième Partie : Police et Surêté

## Vol II

Sixième Partie : Procédure, Organisation et Compétence  
Judiciaire  
Septième Partie: Organisation Politique et Administrative  
Huitième Partie : Matières Sociales

## Vol III

Neuvième Partie : Matières Economiques et Divers  
Dixième Partie : Index Chronologique  
Onzième Partie : Mise à Jour

Ces ouvrages contiennent tel qu'il est relativement donné ci - avant toutes les matières de Droit au Rwanda.

Chaque magistrat, chaque IPJ et OPJ au Rwanda devrait disposer d'une série complète afin de s'acquitter de ses fonctions, mais avec le pillage et les destructions des documents qui ont caractérisé la guerre au Rwanda, rien n'est resté et le stock qui était géré par la Faculté de Droit a été détruit. Les Cours et Tribunaux sans oublier les Communes, les Préfectures et les Département Ministériels n'ont plus où puiser les matières de leurs domaines.

Les série des Journaux Officiels, seule voie de publication des textes légaux et administratifs ont été pillé de sorte qu'il est devenu très difficile de rassembler les textes légaux publiés dans les journaux officiels de 1962 à ce jour.

Les textes des Accords d'Arusha qui sont aujourd'hui, ensembles avec la Constitution de 1991, la Loi Fondamentale devant légir les Institutions de la Transition sont introuvables alors qu'ils sont des instruments juridiques de référence quotidienne.

Les ouvrages de doctrine et de Jurisprudence font défaut dans tout le pays alors que c'est le moment de légiférer. La petite bibliothèque du Ministère de la Justice est à enrichir d'ouvrage plus à jour, plus complets surtout quant aux Encyclopedie et Dictionnaires de Droit dans tous les domaines du Droit.

Sans exagération aucune, il faudrait comme pour fonder une Ecole, un Institut ou une Faculté de Droit, rassembler de A à Z tout ouvrage essentiel en matière de documentation juridique. Une offre détaillée pourrait faire l'objet d'une étude exhaustive. Notez que la même étude servirait beaucoup à la création d'une Ecole

ou Institut de Magistrature projeté dans les priorités du Ministère de la Justice.

#### Formation Continue

En mai 1992, un examen des données concernant les magistrats en exercice a démontré une grande distortion entre les exigences théoriques et la réalité judiciaire ( p. 55 doc. " La Place de la Justice et le Rôle du Magistrat dans l'Edification d'un Etat de Droit "). Selon ce document cité ci - avant, l'idéal est que la licence en droit soit exigée pour tous les postes de la magistrature, exception faite des juges des tribunaux de canton qui doivent être titulaire d'un certificat sanctionnant le cycle de formation spécialisée.

Le président d'un tribunal de canton doit être quant à lui, Licencié en Droit.

Il apparaît donc que la licence en droit est une condition pour occuper un poste de président d'une juridiction .

L'accord de Paix d'Arusha a quant à lui exigé un diplôme de licence en droit au moins ou équivalent, pour les magistrats de la Cour Suprême, de la Cour d'Appel ainsi que les Présidents de Tribunaux de Première Instance.

C'est dire que dans l'immédiat et selon l'Accord de Paix d'Arusha, les Cours et Tribunaux Rwandais ne seraient pas fonctionnels s'ils n'ont pas un nombre minimum de licenciés en droit dénombré comme suit :

- Pour les Tribunaux de Première Instance : 10 licenciés
  - Pour les Cours d'Appel : 4 présidents
    - 4 Vice / Président
    - 12 Conseillers
- 
- 20 Licenciés en droit

10 Présidents et Vice / Président pour les postes de Présidents et de Vice - Présidents de la Cour Suprême comprenant les cinq sections suivantes dénommées.

- a) le Département des Cours et Tribunaux;
- b) la Cour de Cassation;
- c) la Cour Constitutionnelle;
- d) le Conseil d'Etat;
- e) la Cour des Comptes . . .

et composées, outre le Président, d'un Vice / Président et de deux conseillers . Il est à rappeler que le siège ne peut comprendre plus de trois membres selon l'ancien article 19 de la loi organique du 23 février 1963 ( J.O 1963, p.125 ) et p. 267 du Vol II des Codes et Lois . Au total pour la Cour Suprême il faut deux conseillers par section soit 20x 5 = 10

8 licenciés Président et Vice / Président Cour d'Appel  
12 Conseillers à raison de 3 par Cour d'Appel  
10 Licenciés Président des Tribunaux de 1ère Instance  
-----

52 Magistrats Licenciés.

Au niveau des Parquets, il est aussi exigé d'avoir des candidats licenciés en droit, aux postes de Procureur de la République (10 Parquets) de Substitut de Procureur de la République (10 Parquets) de Procureurs Généraux près les Cours d'Appel  $4 \times 2 = 8$ , de Procureur Général et Avocats Généraux près la Cour de Cassation et au total  $20 + 8 + 2 = 30$ .

Dans l'ensemble, il faut au moins  $52 + 30 = 82$  Licenciés en droit pour que le système judiciaire puisse démarrer légalement. La formation de ceux - ci est impensable et l'urgence requiert une solution adéquate. On doit conclure que pour y parvenir, le système judiciaire rwandais devra accepter les magistrats étrangers.

Il était question des magistrats remplissant les conditions d'une licence en droit quant au niveau de la formation. Les juges, les Conseillers et les IPJ dans le reste des services judiciaires doivent aussi être en place en même temps que les responsables. Ceci demande une mise en place des juges et conseillers au niveau de toutes les juridictions. Pour y parvenir, il n'y a pas deux voies. D'une part, la plus part de ceux qui étaient en place ont été tués, d'autres ont fui le pays et ceux qui sont dans le pays ne suffisent pas. C'est dire qu'il faut urgentement recruter des candidats ayant au moins un niveau des humanités. Pour qu'ils puissent travailler il faut les faire bénéficier d'une formation accélérée en droit dans les matières essentielles à l'exercice de leurs fonctions.

Comme cette formation serait relativement tronquée à court terme, il faudra ensuite prévoir une formation spécifique pour les magistrats en place et pour les candidats à la magistrature. Une telle formation existait déjà avant 1970. Il sied donc bon de recevoir les dossiers ad hoc et mutatis mutandis, instituer un Institut Supérieur ou une Ecole de la Magistrature en bonne et due forme. Les implications financières feraient l'objet d'une étude à part.

### II. 3 BESOINS HUMAINS

Le Ministère de la Justice, les Parquets, les Cours et Tribunaux et les Centres de Rééducation et de Production ont perdu un grand nombre de ses effectifs, soit ils ont été tués, soit ils ont participé dans le génocide et ne peuvent être repris. Cela fait que si on doit compter sur les ressources humaines disponibles, le fonctionnement des juridictions rwandaises ne sera pas pour bientôt alors que les crimes de génocide perpétrés au Rwanda nécessitent une instruction urgente des dossiers afin d'atteindre les coupables avec les témoins et preuves nécessaires. C'est à ce titre qu'il est préconisé de procéder à des formations

Un Président et un Vice / Président par section  $2 \times 5 = 10$  et un  
Président et un Vice / Président de la Cour Suprême soit 22  
magistrats pour la Cour Suprême.

accélérées du personnel sans formation juridique ou avec une formation juridique insuffisante. Ce personnel peut être sélectionné par appel à la radio des candidats à la magistrature avec pour condition d'avoir au moins un niveau de formation d'un humaniste ( D5 - D6 ) dans les options Droit et Comptabilité, humanités générales ou des séminaristes. C'est à cette seule condition qu'on peut rapidement combler les places vacantes dans le système judiciaire rwandais

**COOPERATION AU NIVEAU DU BARREAU - LIBERALISME JURIDIQUE**

Le pays dispose de peu de juristes de formation, la venue des juristes étrangers pour plaider devant les juridictions rwandaises est souhaitable. Le barreau doit donc être mis en place pour que tout soit fait dans la légalité. Il est entendu que dans ce domaine l'on impliquerait le principe de réciprocité.

**ASSISTANCE TECHNIQUE ET JURIDIQUE D'EXPERTS OU MAGISTRATS PENSIONNES POUR JUGER LES AUTEURS DES MASSACRES AU RWANDA.**

Dans le cadre d'un Tribunal International pour juger les auteurs des massacres au Rwanda, une telle assistance s'avère indispensable. En effet, certains magistrats rwandais ayant été assassinés, d'autres ayant joué le jeu des massacres et d'autres encore étant partis avec le Gouvernement déchu, leur remplacement est imminent.

**TABLEAU DES BESOINS DU MINISTERE DE LA JUSTICE.**

<b><u>SERVICE</u></b>	<b><u>RESSOURCES HUMAINES</u></b>	<b><u>VEHICULES</u></b>	<b><u>MACHINES</u></b>	<b><u>MOBILIER</u></b>
1. Ministère Cabinet		7 voitures	1 photocopie use - ordinateur IBM (1) + accessoires - 1 machine à écrire - 1 groupe électrogène	- 2 étagè- res métal- liques - 3 clas- seurs mé- talliques - 3 armoi- res métal- liques - 3 bureaux - 6 chaises
<b><u>DIRECTION GENERALE</u></b>	Lic. Droit	3 voitures	- photoco- pieuse (1)  - Ordinateur IBM (1) + accessoires	- 3 clas- seurs méta- lliques - 5 étagè- res métal- liques
Secrétariat Central	Bacc. Secr.		- stencil- leuse (1)	- 3 armoi- res métal- liques
Contrôle Financier	Bacc. Gest.	1 camion- nette	- 5 machi- nes à écri- re	- 5 bureaux - 5 chaises
Recherche Documentat° Archivage	Bacc. Doc Bacc. Info			
<b><u>DIRECTION AFFAIRES ADMINISTRATI- VES ET FINANCIERES</u></b>		1 voiture	- ordinateur + accessoires (3) - photocopie euse (1) - Machines à écrire (10) - Calcula- trices (10)	- classeurs métalli- ques (6) - étagères métalli- ques (8) - armoires métalli- ques (5) - 9 chaises - Bureaux métallique s (7) - Bureaux Dactylo
Affaires Administrat.	Bacc. Adm.	1 camion- nette		
Affaires Financières	Bacc. Gest.			

<b><u>DIRECTION LEG. JURIS AFF. ADM.</u></b>		1 voiture	Photocopieuse (1)	étagères métalliques (4)
	Lég. & Jur.	Juriste	Ordinateur (1)	armoires métalliques (5)
	Contentieux	Juriste	Coffre - Fort (1)	bureaux (5)
	Notariat, Etat Civil Service à la Collectivité	Juriste Juriste	Machine à écrire (5)	Chaises (6)
<b><u>DIRECTION ADM. SP ET SRP</u></b>		2 Voitures	photocopieuses (14)	armoires métalliques (26)
	Prison et CRP	Lic. Droit  Lic. Sc. Sociale	machines à écrire (29) calculatrices (26) Coffre - fort (13)	étagères métalliques (26) bureaux (26) chaises (26) bancs (130)
<b><u>DIRECTION ADMIN. DES PARQUETS</u></b>		2 voitures	photocopieuse (1)	Etagère métalliques (6)
		3 camionnettes	appareil NAGRA (1)+ accessoires Machines à écrire (3)	armoires métalliques (2) bureaux (3) chaises (6)

<b><u>DIRECTION</u></b> <b><u>POLICE</u></b> <b><u>JUDICIAIRE</u></b>	Juriste	2 voitures	photocopi euse (1)	étagères métalli- ques (30)
Interpol	Juriste	3 camion- nettes	stencileuse (1)	classeurs métalli- ques (30)
Police Scientifique et Technique	Juriste		machines à écrire (20)	armoires métalli- ques (30)
Enquête			machines à calculer (10)	bureaux (60)
Casier judiciaire et documenta- tion			ordinateur IBM (2) + accessoires	chaises (120)
			fax (2)	
			papier pour extrait du casier judiciaire (10.000 paquets)	
			bulletins spéciaux de recherche et d'expertise (10.000)	
			tableaux (10)	
			manuels scientifi- ques récents (100)	
			agrandis- seurs photos (5)	
			matériel pour la levé et la prise des empreintes	

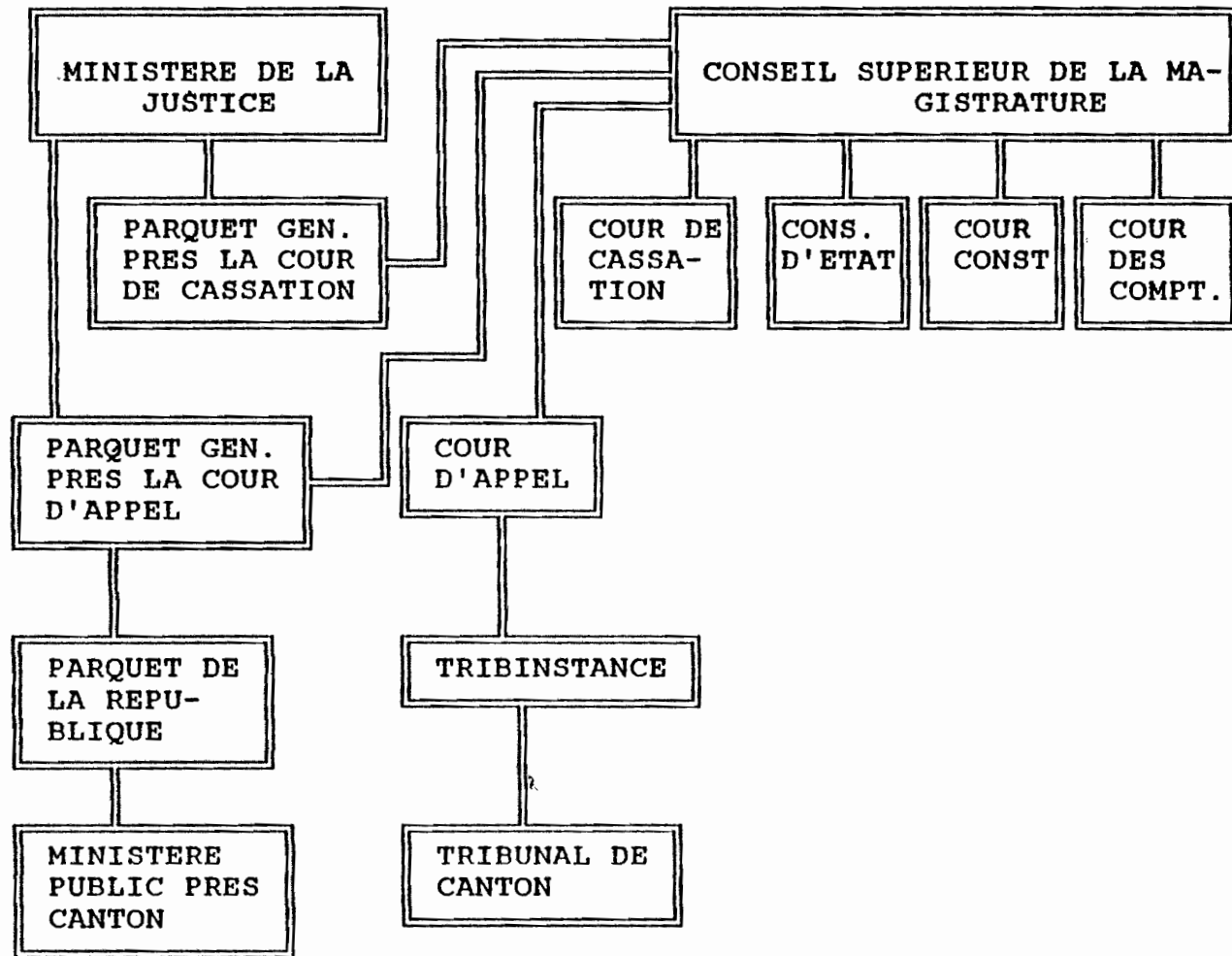


<p><b><u>COUR SUPREME</u></b> ses cinq sections et son Parquet Général</p>	<p>2 Lic. Droit Prés &amp; V/Prés.  22 Lic. Droit</p>	<p>voitures 10</p>	<p>photocopi-euse (6) ordinateurs IBM (6) + accessoires machines à écrire (20) machines à calculer (100) stencilleuses (3)</p>	<p>étagères métalliques (70) classeurs métalliques (70) armoires métalliques (70) bureaux (700) chaises (700) coffre - forts (12)</p>
<p><b><u>CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE</u></b></p>	<p>Lic.Droit  Bacc.Secré-tariat</p>	<p>3 voitures  1 camionnette</p>	<p>photocopi-euse (1) stencil-leuse (1) ordinateur IBM (1) + accessoires machines à écrire (3) machines à calculer (3)</p>	<p>Etagères métalliques (6) classeurs métalliques (6) armoires métalliques (6) bureaux (15) chaises (30)</p>

<u>QUATRE COURS D'APPEL ET LEURS PARQUETS GENERAUX</u>	24 Lic.Droit	voitures (10)  camionnet- tes (20)	photocopi- euses (5)  stencilleur- ses (5)  machines à écrire (50)  machines à calculer (10)  coffre - forts (5)	étagères (120)  classeurs (160)  bureaux (64)  chaises (64)  tables (4)  bancs (120)
<u>TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCES (TOUS) ET CONSEIL DE GUERRE</u>	20 Lic	voitures (11)  camionnet- tes (22)	photocopi- euses (11)  stencilleur- ses (11)  machines à écrire (110)  machines à calculer (22)	étagères (60)  armoires (30)  bureaux (110)  chaises (110)  coffres - forts (10)  bancs (330)  tables en bois (11)

<b><u>TRIBUNAUX DE CANTON</u></b>		camionnettes (143)	photocopies (145) stencilleuses (145) machines à écrire (435) machines à calculer (290)	étagères métallique (1450) classeurs métallique (35) armoires métallique (145) bancs (1450) bureaux (145) chaises (230) coffres - forts (145)
<b><u>PARQUETS DE LA REPUBLIQUE (TOUS)</u></b>		voitures (10) camionnettes (30)	photocopies ( 10) stencilleuses (10) machines à écrire (100)	étagères (50) armoires (20) chaises (100)

## COURS ET TRIBUNAUX





*Important*

*LA  
Léon R.*

*S  
23.12*

21 December 1994

To Ambassador Khan  
Special Representative of the Secretary General  
Kigali, Rwanda

Ambassador Khan:

The United Nations High Commissioner for Human Rights and the UNDP fielded a joint mission of experts on the rehabilitation of the Rwandan justice system from 17 November to 3 December 1994. The experts who participated in the mission represented eleven different institutions. These experts met with all those involved in the construction of a just justice system in Rwanda.

Subsequent to their study, the experts drafted a report on the rehabilitation of the justice system. Attached please find a copy of the final report of the joint mission of experts.

Following the release of the report, the Human Rights Field Office Rwanda (HRFOR) facilitated the formation of an Inter-Ministerial Working Group. The purpose of this Working Group is to set priorities for international aid within the area of administration of justice, to work toward obtaining this aid, and to coordinate the efficient implementation of the aid that is committed. The members of the Working Group are: Ministry of Justice, Attorney General's office, Ministry of Interior, Ministry of Rehabilitation, Ministry of Defense, a representative of the UNDP, a representative of the SRSG, and the RPF's Human Rights Commission. The Working Group met on 14 December 1994 in the offices of the HRFOR. From the discussions it was decided that parallel working groups would be established in each prefecture to facilitate the work and that a draft of a proposal reflecting the priorities of the Inter-Ministerial Working Group would be written.

Attached you will find a draft of this proposal which will be discussed at the next meeting of the Working Group scheduled for 28 December 1994 at 9:00 am at the offices of the HRFOR.

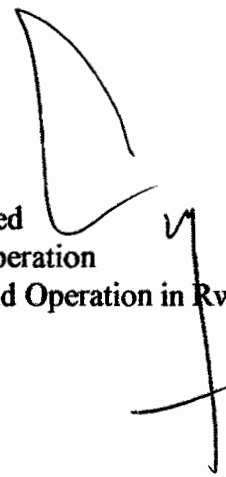
To facilitate a coordinated international response to this proposal for urgent assistance, the HRFOR Technical Cooperation Unit has made contact with potential donors to discuss what initiatives they have already taken and where they may be able to provide further

assistance. From these discussions and further discussions with members of the Inter-Ministerial Working Group, a draft document concerning the time-line and potential donors for implementation of the inter-ministerial proposal on the rehabilitation of the justice system has been drafted.

Copies of all these documents are available in French and English from our office. If you have any questions regarding this area, please feel free to contact me or Mr. Todd Howland the Officer-in-Charge of our Technical Cooperation Unit at 72939.

Yours Faithfully,

Abderrazak Essaied  
Acting Chief of Operation  
Human Rights Field Operation in Rwanda





## Rwanda puts justice for Hutus on hold

There aren't enough judges to try the thousands of people suspected of ethnic killings. **Corine Lesnes** reports from Kigali

SIX months after the military victory which brought it to power, the Rwandan Patriotic Front (RPF) is having great difficulty in setting up an efficient administration. This is particularly true of its justice system, which faces the task of bringing to trial thousands of people suspected of having taken part in ethnic massacres.

François-Xavier Nsanzuwera, aged 38, is the public prosecutor in the Rwandan capital, Kigali. His identity card says he is a Hutu. But, as he himself points out, he looks like a Tutsi. Like many other Rwandans, he comes from a family of mixed descent. In the time of his great-grandfather, who was a soothsayer, men of his clan married women from the Tutsi aristocracy.

Nsanzuwera's grandfather, who was born at the turn of the century, headed a group of dancers; his father taught catechism. They were both killed in April 1994. "The soldiers said we'd changed our identity cards. They said we were Tutsis masquerading as Hutus," says Nsanzuwera, who managed to take refuge in the Milles Collines Hotel in Kigali, before being evacuated on May 28 last year.

He has just returned to Rwanda from Europe, where he was invited

prosecutor was going to do a bunk, as the first foreign minister in the new government had already done. His fears proved unfounded. Although Nsanzuwera's plane had to turn back from Kigali airport because of fog and he was forced to spend three days mulling things over in Addis Ababa, he did eventually come home, still sporting the raspberry-coloured jacket he had worn everywhere on his travels.

As soon as he got back, one of his lawyer friends dropped in to welcome him home. Nsanzuwera immediately tried to persuade him to become a magistrate. "No way," the lawyer replied. "I'm too scared."

Because of a shortage of magistrates, four out of five detainees are being held without charge. Nsanzuwera is the only person with any real legal training, and he has only five poorly qualified deputy public prosecutors to help him out. An extra deputy did turn up from Nyamata, in eastern Rwanda, but he was arrested by soldiers who suspected him of having taken part in the massacre of 40 orphans.

Nsanzuwera's office is in the prison, so he doesn't need to travel about too much. There is no shortage of vehicles for the military, but magistrates have to go everywhere on foot. The public prosecutor has already been threatened twice in his office by soldiers demanding the release of a relative. And in October, a car lent by the gendarmerie was stolen from him by soldiers at a road-block. The justice ministry protested to the defence ministry that "soldiers should be upholding



Rwandan Patriotic Front soldiers round up Hutu prisoners. But the wheels of justice are so slow in Kigali that four out of five detainees are being held without charge

PHOTOGRAPH: JEAN-MARC BOUJO

everyone has enough room to sleep lying down, though this is difficult to believe when one sees how cramped the conditions are.

By common accord, the inmates have decided not to occupy the prison chapel, thus giving themselves a semblance of breathing space. No soldiers are allowed into the establishment, which, with its cleaning and security brigades, is self-managed. Dysentery is a constant threat, and there is an obsession with personal hygiene. The man who is soaping himself in the children's section was once ambassador to China. He was charged with being an "extremist" and arrested in early August.

So far, about 100 detainees have pleaded guilty and are ready for trial. But as hearings have not

in August to look for his family. He was arrested the following day.

A handful of boys aged 14 are suspected of more serious crimes. One of them confessed to having set fire to a house with its inhabitants inside, but later retracted his story.

Nsanzuwera has publicly stated he thinks that about 20 per cent of detainees are innocent victims of false denunciations. He has come in for flak from members of the Rwandan diaspora in Brussels for making such an "anti-patriotic" statement. "They said that whites would pick on the figure of 20 per cent of innocent people, and forget the 80 per cent of guilty ones," he says. "But I just couldn't bring myself to disguise the facts."

Tutsis, particularly those living in

the authorities have no way of ensuring that evidence does not come from members of the same family.

The justice ministry has received several promises of aid from abroad but so far the only one to have materialised is a \$4 million gift from the United States. The public prosecutor's office was given a computer by Reporters Sans Frontières. But none of the secretaries knows how to work it.

What makes Kigali prison different from those in Ruhengeri or Butare is that only one or two people are released from it each week and always under conditions of great secrecy. The last major release — of 40 inmates — took place three months ago. The judge who ordered their release, Gratiel